Mémoire de Master / septembre 2015

Université Panthéon-Assas

Institut Français de Presse (IFP)

Mémoire de Master 2 Médias et Mondialisation
soutenu le 23 septembre 2015

L'intervention Serval au Mali : traitement médiatique et modalités de couverture d'une zone de conflit

Université Panthéon-Assas

Aude Borel

Sous la direction de Valérie Devillard

Date de dépôt : Septembre 2015

Université Panthéon-Assas

Avertissement

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Université Panthéon-Assas

Remerciements

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué à l'aboutissement de ce mémoire. Madame Valérie Devillard, pour ses précieux et judicieux conseils méthodologiques qui m'ont guidée dans ce travail de recherche. Monsieur Philippe Boulanger, pour m'avoir aiguillé et encouragé dans le choix de ce sujet.

Ce travail est également le fruit d'échanges passionnants entre des journalistes chevronnés et la débutante dans le métier que je suis. Il n'aurait pas été possible sans la participation de Julien Sauvaget, Florence Lozach, Thomas Hofnung et Guillaume Lhotellier. Je les remercie sincèrement de leur disponibilité pour répondre à mes questions et de m'avoir apporté les précisions et l'éclairage dont j'avais besoin.

A mes parents, pour leur soutien et leurs encouragements.

Résumé :

La couverture de la guerre au Mali a remis au goût du jour l'antienne des rapports étroits et contradictoires entre journalistes et militaires sur le théâtre de l'action. Pendant les premiers mois de l'intervention Serval, toutes les chaînes de télévision, toute la presse ont eu dans l'ensemble tendance à légitimer la présence et l'engagement des troupes françaises. De nombreuses voies dissidentes se sont aussi exprimées à l'encontre de cette opération militaire. Le récit des événements n'offre qu'une compréhension imparfaite des enjeux et les protagonistes restent difficilement identifiables. Sur le dossier malien, la communication politique manque de clarté. Et la guerre au Mali conserve une part d'ombre.

L'expérience de certains leur a permis de se départir de l'emprise des stratégies de communication et de relations publiques. Certains journalistes offrent un regard plus complexe, plus riche et plus nuancé des événements qui se déroulent au Mali. Ils optent pour des angles de traitement singuliers et s'attardent sur des faits trop souvent délaissés par leurs confrères.

La guerre au Mali est aussi une guerre asymétrique, caractérisée par des affrontements entre groupes rebelles et armées nationales conventionnelles. Bien loin du modèle classique des guerres interétatiques, cette évolution de la nature des conflits a des répercutions sur l'exercice du métier de reporter de guerre. Bénéficiant autrefois d'une immunité, les journalistes sont désormais considérés comme alliés des belligérants, et otages des forces d'intervention en présence. Ils deviennent des cibles à part entière. La couverture des conflits contemporains est unilatérale puisqu'elle ne livre qu'une seule vision de la guerre.

Mots clés : Mali – Journalisme – Couverture – Guerre – Intervention étrangère – Serval

MALI
ALGÉRIE
MAURITANIE
SAHARA OCCIDENTAL
TOMBOUCTOU
KIDAL
GAO
TOUAREG
MOPTI
SÉGOU
KOULIKORO
KAYES
BAMAKO
Kayes
Mopti
Ségou
Koutiala
Bougouni
Sikasso
Tombouctou
Gao
NIGER
NIAMEY
BURKINA
OUAGADOUGOU
BÉNIN
TOGO
GHANA
NIGÉRIA
GUINÉE
SIERRA LEONE
LIBERIA
CÔTE D'IVOIRE
YAMOUSSOUKRO
OCÉAN ATLANTIQUE
Capitale d'État (plus de 1 200 000 hab.)
Plus de 100 000 hab.
Plus de 50 000 hab.
Plus de 20 000 hab.
Plus de 10 000 hab.
Autre localité
Kayes Chef-lieu de région
Limite de région
Kita Chef-lieu de cercle
PEUL Groupe ethnique
Route principale
Autre route
Piste
Voie ferrée
Aéroport, aérodrome
Point d'eau
Barrage, chute
Terrain inondable
Parc national
0 100 200 300 km

Introduction

« … Lorsqu'il s'agit des opérations sur le terrain, il faut bien admettre que les exigences de transparence des médias ne sont pas compatibles avec le souci d'efficacité des armées... »[1].

Le 10 janvier 2013, des groupes armés lancent une offensive sur la ville de Konna au Mali. En riposte à cette attaque, les forces militaires françaises sont dépêchées sur le sol malien le 11 janvier. L'opération baptisée « Serval » est engagée. Le début de ce conflit est synonyme d'un véritable black out militaire sur le terrain. *« Guerre sans images », « guerre sans fait », « guerre à huit clos », « guerre virtuelle »*, les qualificatifs ont été nombreux pour décrire cette guerre et les difficultés de couverture rencontrées par les reporters de guerre au Mali. Les journalistes sont tenus à l'écart de la ligne de front, contraints à un strict encadrement militaire et pour la plupart cantonnés pendant plusieurs jours, dans la capitale, Bamako. En période de crise, les rapports entre militaires et journalistes apparaissent souvent comme étroits et contradictoires. Les uns verrouillant leur communication pour assurer la confidentialité des données, la sécurité des opérations et donner l'image d'un engagement légitime auprès de l'opinion publique. Les autres défendant le devoir d'informer, la recherche de vérité et transparence.

A mon sens, le reporter de guerre exerce la partie la plus noble du métier. Il fascine autant qu'il effraie par les risques qu'il prend et les violences auxquelles il s'expose. Témoin oculaire de passage sur le théâtre des évènements, il arpente les terrains les plus minés. Au-delà de la difficulté de recueillir des informations recoupées, sans avoir accès à la zone de conflit, le reporter est confronté à d'autres entraves liées à des

[1]MOISY C., « La communication : un risque de manipulation de l'information », in MATHIEN M. (dir.), L'information dans les conflits armés. Du Golfe au Kosovo, Paris : L'Harmattan, 2001, pp.202.

impératifs de sécurité, à la recherche de sources d'information et témoins fiables. En temps de guerre, l'information constitue un enjeu crucial et sur les zones de guerre, la liberté de la presse et de l'information reste à conquérir.

Dans cette relation complexe qui lie militaires et journaliste, la guerre du Vietnam constitue une rupture dans la conception des guerres modernes. Ce conflit va de pair avec une amplification du contrôle de l'information en période de belligérance. Comme le signale Rémy Rieffel, il s'agit de *« maîtriser au maximum la circulation des images afin d'éviter à tout prix la diffusion de scène de combats, de photos de victimes ou de rapatriement des cercueils, aux effets dévastateurs »*[2] pour donner *« le sentiment d'une guerre « propre », sans dégâts collatéraux »*[3]. Depuis le Vietnam, *« la communication de guerre doit l'emporter sur l'information »*[4]. Et cela va sans dire, l'armée est désormais rodée au jeu médiatique. Arnaud Mercier explique ces nouvelles stratégies de communication déployées par l'instance militaire. *« Plutôt que de s'opposer de façon frontale au pouvoir des journalistes, les armées occidentales ont prouvé leur aptitude à s'intégrer au jeu médiatique... De l'Irak au Kosovo, les logiques sont identiques : prétendre limiter la censure aux nécessités stratégiques d'efficacité et de protection des troupes, encadrer le travail journalistique sans l'interdire, occuper le terrain de la communication en arrangeant les faits, si nécessaire, mais pas de façon excessive »*[5]. L'engagement militaire français au Mali a précisément remis au goût du jour l'antienne qui illustre ces rapports compliqués entre militaires et journalistes et le débat sur les conditions d'exercice de la profession de journaliste en situation de conflit armé.

Au Mali, la Grande muette est allée plus vite que l'information. L'institution militaire a su manager les médias avec précision comme le souligne Florence Lozach, grand reporter pour *iTELE* : *« au fur et à mesure de la progression des forces Serval, les reporters étaient répartis en fonction du besoin communicationnel, depuis les premières lignes, jusqu'aux arrières »*[6]. La guerre au Mali résonne donc comme une « guerre propre », où les médias n'ont pas accès aux zones de combats et ne sont

[2]RIEFFEL Rémy, Que sont les médias ?, Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2005, 534 p.
[3]*Ibidem*.
[4]*Ibid*.
[5]MERCIER Arnaud, « Quelle place pour les médias en temps de guerre ? », Revue internationale de la Croix-Rouge, Volume 87 Sélection française, 2005.
[6]Entretien avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE.

autorisés à pénétrer dans les villes libérées qu'une fois que celles-ci ont été sécurisées, et peut être même nettoyées de tout cadavre. Dès lors, les images du conflit apparaissent comme aseptisées.

Dans une perspective multidisciplinaire, j'ai pour ambition d'étudier la représentation du conflit malien et de l'intervention Serval par les médias français. On pourrait l'appeler le « paradoxe malien » : durant les premiers mois de l'intervention Serval, les journalistes sont tenus à l'écart des lieux de l'action et sevrés d'images. Certaines équipes parviennent à être embarquées avec les militaires, mais il s'agit alors du seul moyen de rapporter les faits entourant les événements au Mali. Pourtant cette période est marquée par un accroissement significatif de la couverture médiatique. En effet, pendant de nombreuses semaines, la question malienne est au cœur des préoccupations des rédactions. Dès le 11 janvier 2013, les rédactions sont en alerte et les médias s'emparent de l'événement qui accède dès lors au rang d' « événement médiatique ». Le Mali fait l'ouverture des journaux télévisés, de nombreux sujets y sont consacrés et le caractère exceptionnel de cet événement est régulièrement martelé. Dans cette logique, des éditions spéciales sont mises en place sur les différents chaînes. Les quotidiens nationaux se saisissent aussi du sujet, accordant à la guerre au Mali de nombreuses Unes, un nombre considérable d'articles, des pages spéciales et dossiers. Pourtant force est de constater que les productions journalistes décrivent le déroulement des événements avec difficulté, sans pouvoir l'illustrer de faits concrets, de témoignages contradictoires et surtout, d'images. Les images de l'Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense inondent les journaux télévisés tandis que les articles sont souvent accompagnés d'images rachetées aux agences de presse. De plus, les dépêches de l'Agence France Presse sont reprises à outrance dans les journaux.

Après plus d'un mois de guerre, pour contrer les critiques essuyées face à ce black out militaire, l'armée desserre l'étau et octroie plus de liberté de mouvement aux journalistes. Pour autant, à cette époque, l'intérêt des médias pour l'engagement militaire français au Mali commence progressivement à décroître. A partir du mois

d'avril, le nombre de productions journalistiques traitant de l'opération Serval s'amoindrit comme peau de chagrin dans la majorité des rédactions.

Dans l'ensemble, l'analyse des contenus médiatiques télévisuels et écrits fait état d'une valorisation du succès militaire et opérationnel. Les reportages et analyses vont dans le sens d'une légitimation de l'intervention française au Mali. L'emploi de la force est présenté comme une solution unique et justifiée, tandis que la crise malienne est peu souvent éclairée au regard de considérations historiques ou géopolitiques. Les résultats obtenus permettent aussi de mettre en avant un flux d'informations brutes et non décryptées, une information parcellaire et un conflit dont les enjeux restent flous et dans lequel les protagonistes restent difficilement identifiables. Des voies discordantes et des prises de position plus critiques de la part des journalistes ressortent néanmoins de cet examen du corpus, mais dans une moindre mesure. Il faut également signaler qu'au fil de l'avancée des événements, les professionnels de l'information vont de plus en plus à l'encontre de la communication officielle, en pointant l'issue incertaine de Serval.

La problématique qui est au cœur de ce travail est la suivante : comment les médias français, plus précisément la télévision et la presse écrite, ont-ils rapporté et analysé l'intervention Serval au Mali ? Quelles variables interviennent-elles dans la mise en discours de ce conflit armé par les médias ? Quels sont les enjeux liés à l'exercice de la profession de journaliste dans la couverture des conflits modernes ? Plus largement, quelle est la marge de manœuvre des journalistes quant à l'analyse et l'interprétation de la guerre au Mali ? Au Mali, a t-on assisté à une parfaite adéquation entre les principes distillés par le gouvernement et ceux véhiculés par les grands médias nationaux ?

Les hypothèses suivantes seront retenues dans ce travail de recherche : si les responsables politico-militaires gardent une influence considérable sur la production de l'information en temps de guerre, et que les journalistes français s'alignent généralement sur la communication officielle, le cas du Mali illustre un contrôle croissant mais néanmoins imparfait des médias. Malgré les obstacles rencontrés sur le

terrain, les reporters chevronnés disposent de véritables moyens d'investigation, arrivent parfois à contourner l'information des canaux officiels, abordent la crise malienne sous des angles de traitement originaux et délivrent une lecture plus critique de la situation. En dépit du fait que la guerre au Mali fait l'objet d'une forte exposition médiatique durant les premiers mois de l'engagement des contingents français, ce conflit n'est pas présenté par les médias de façon intelligible. Les informations livrées aux citoyens français sont incomplètes. En outre, la guerre contre le terrorisme serait synonyme de couverture unilatérale et par conséquent, d'une couverture médiatique imparfaite. Enfin dans cette étude des représentations médiatiques du Mali, l'hypothèse d'une *« circulation circulaire »* de l'information, conceptualisée par le sociologue Pierre Bourdieu, est également formulée.

Dans l'élaboration de ce travail de recherche, ma volonté de devenir journaliste a beaucoup influencé le choix du sujet, son approche et la manière d'effectuer des recherches. Passionnée de politique internationale et de géopolitique, avec une appétence particulière pour les sujets traitant du continent africain, ce travail de recherche est le prolongement logique de mon mémoire de Master 1. Mon sujet de recherche portait alors sur l'analyse sémiologique de l'intervention française en Centrafrique avec comme objet d'étude le journal *Le Monde*. Avec l'ambition d'élargir mon champ d'analyse et mes connaissances sur le sujet, c'est donc logiquement que j'ai choisi de travailler sur le Mali. Je porte également un vif intérêt aux problématiques liés au journalisme et au monde des médias. En tant que future journaliste, j'ai la volonté d'approcher, au plus près, les logiques de production de l'information et les coulisses de l'accès au terrain dans un pays en temps de crise. Enfin, l'issue incertaine de l'intervention Serval, désormais transformée sous le dénominatif de Barkhane, a nourri mes interrogations. Enfin, une autre observation m'a poussée à étudier le traitement médiatique de l'opération Serval. Si le sujet a fait l'objet de nombreux articles et commentaires journalistiques, il n'a pas été étudié d'un point de vue théorique. Tout ces éléments ont aiguisé ma curiosité.

Les entretiens que j'ai réalisés en vue de ce mémoire ont du s'adapter à l'expérience concrète du terrain vécue par mes interlocuteurs. Un questionnaire a été mis au point

avant tout échange avec les professionnels de l'information rencontrés. Cette grille de dépouillement a évolué au gré des circonstances, des profils et des réponses. Les témoignages recueillis proposent des clés d'interprétation utiles à la compréhension du traitement médiatique proposé par les différentes rédactions.

Pour répondre à ces interrogations, le corpus sera centré sur l'analyse de productions issues de plusieurs rédactions françaises : *TF1* (édition de 20 heures), *France 2* (édition de 20 heures et magazines d'actualité), *France 24* et *iTELE* pour le traitement télévisuel. *Le Monde, Libération, Le Figaro* pour l'analyse de la presse écrite. Cette étude est réalisée durant la période d'amplification de la couverture médiatique qui correspond aux trois premiers mois de l'opération Serval, à savoir janvier, février et mars 2013. Cette approche par les contenus est croisée avec quatre entretiens menés avec des journalistes et grands reporters ayant couvert les événements sur le terrain. Pour la télévision, Julien Sauvaget, reporter pour la chaîne d'information *France 24*, Florence Lozach, grand reporter pour *iTELE* et familière des questions de défense et de politique internationale, et Guillaume Lhotellier, journaliste reporter d'images indépendant. Pour la presse écrite, Thomas Hofnung, désormais indépendant mais anciennement journaliste au journal *Libération* et habitué à traiter les problématiques relatives à l'Afrique et à la défense.

Le choix des deux grandes chaînes nationales que sont *TF1* et *France 2* est corrélé à leur forte audience et aux moyens financiers dont elles disposent, leur permettant d'avoir recours à de nombreux envoyés spéciaux sur le théâtre des événements, mais aussi, dans le cas de *France 2*, à un réseau de correspondants implantés au desk Afrique situé à Dakar. En outre *France 2* a été privilégiée sur le terrain puisque certaines de ses équipes ont pu être embarquées avec les militaires, quand la majorité des journalistes présents sur place étaient cantonnés à Bamako pendant plusieurs semaines. Retenir deux chaînes d'information en continu, *France 24* et *iTELE*, est apparu comme nécessaire pour mener à bien cette étude. Le cas de *France 24* a particulièrement retenu mon attention. En effet, cette chaîne de télévision internationale fait une part considérable de son audience en Afrique et était donc suivie en direct par les populations locales durant l'intervention Serval. Nous verrons

par la suite que cette donnée a une influence considérable sur le traitement médiatique de l'opération militaire et le travail des envoyés spéciaux sur le terrain.

Pour la presse écrite, le choix s'est naturellement porté vers trois grands quotidiens nationaux français. *Le Monde* accorde dans ses feuillets une place de choix à la couverture de l'actualité internationale, tant par ses reportages que par ses enquêtes approfondies d'événements mondiaux. En outre, ce journal dispose d'un réseau de correspondants et d'envoyés spéciaux, en contact avec la réalité du terrain et au plus proche des événements. Il en va de la même logique pour la quotidien *Libération* qui accorde une importante particulière aux événements « Monde ». Il m'a paru intéressant d'étudier le contenu proposé par le journal *Le Figaro*, aussi pour une autre raison : le quotidien appartient au groupe Dassault, leader de l'aéronautique et principal fournisseur de l'armée française. L'hypothèse d'un impact de cet actionnaire majoritaire sur le traitement médiatique des opérations extérieures de la France peut dès lors être faite. Il convient aussi d'évoquer l'histoire de ces grands quotidiens nationaux et de rappeler leur ligne éditoriale respective, pouvant elle aussi avoir une incidence sur la manière d'aborder Serval.

D'un point de vue temporel, ma recherche débute le 11 janvier, date du déploiement des forces françaises sur le sol malien. Ce jour s'accompagne logiquement d'une intensification de la couverture médiatique dans les rédactions françaises étudiées. La fin du corpus colle avec la fin de ma recherche, et plus précisément à une période où l'intervention française au Mali est éclipsée par un autre événement plus national, le débat sur le mariage pour tous. Dès le début de l'année 2013, ce sujet de société commence à occuper une place prépondérante dans les feuillets des journaux et de nombreuses heures d'antenne lui sont consacrées à la télévision. Mais c'est à compter de la fin du mois d'avril que les sujets publiés ou diffusés au sujet du Mali s'amenuisent considérablement au fil des jours. Il faut ajouter que cette période coïncide aussi avec le début du désengagement des troupes françaises du sol malien. J'ai donc volontairement circonscrit le thème dans un laps de temps déterminé, et situé entre le 11 janvier 2013 et le 31 mars 2013.

Entre janvier et fin mars, trois grandes étapes structurent le récit des événements au Mali : la première se caractérise par des frappes aériennes visant à chasser les bandes armées qui s'approchaient dangereusement de la ville de Sévaré, dernier verrou stratégique avant la capitale, Bamako. Lors de la deuxième phase, l'objectif est de libérer les grandes villes du pays, Tombouctou, Gao et Kidal, par des manœuvres aéroportées et blindées. Au cours de la troisième étape de l'opération Serval, s'ensuit une guerre invisible dans la chaîne montagneuse de l'Adrar des Ifoghas, sanctuaire d'AQMI et une action de sécurisation de la région de Gao, refuge du MUJAO.

Un pic de médiatisation doit être néanmoins relevé pour le mois de novembre 2013, qui concorde avec l'exécution des journalistes de *Radio France Internationale*, Ghislaine Dupont et Claude Verlon, victimes du devoir d'informer. Cet assassinat abominable de leurs confrères provoque légitimement un regain d'intérêt pour le Mali de la part des rédactions françaises, mais ce n'est plus Serval qui est au cœur des cadrages journalistiques.

Je mesure les limites de ma recherche, ne disposant pas de l'étendue des articles et reportages produits par les différents médias étudiés sur le sujet, et surtout, sur la durée totale de cette intervention militaire au Mali. Néanmoins, il me semble avoir sélectionné des productions journalistiques caractéristiques et révélatrices du traitement médiatique qui a pu être proposé par les médias français pendant les premiers mois de l'opération Serval. Ce corpus est significatif tant par le fait qu'il s'insère dans une période d'intensification de la couverture médiatique, que par le contenu et l'analyse qu'il propose.

Pour la télévision, les productions journalistiques retenues sont principalement des reportages de terrain, au plus près du réel. Mais sont également décortiqués les directs en duplex de différents envoyés spéciaux et les commentaires qui les accompagnent en plateau. En ce qui concerne les journaux, l'étude se penche essentiellement sur les reportages et les articles d'analyse.

Pour déterminer l'ampleur de la couverture télévisuelle du conflit au Mali, je me suis principalement appuyée sur les archives et les outils accessibles à l'Inathèque. Ainsi, pour les images animées, la quantification a été réalisée en utilisant les logiciels *Hyperbase* pour la recherche et *Mediacorpus* pour la constitution du corpus, et ce, au sein de la base de données « DLTV » (Dépôt légal de la télévision) de l'Institut National de l'Audiovisuel. Les descripteurs retenus dans l'index de l'outil de recherche sont les suivants : *« Mali »* et *« conflit armé »*. Il faut souligner ici que le mot clé *« intervention étrangère »* affichait moins de résultats. Deux autres critères ont servi à quantifier puis à délimiter le corpus. Il s'agit de la « chaîne de diffusion » et du genre journalistique, en l'espèce, le *« JT »* et le *« reportage »*. En délimitant dans un premier temps les dates de diffusion entre le 11 janvier 2013 et le 1e août 2013, soit les dates officielles de début et de fin de l'opération militaire, j'ai pu évaluer précisément le nombre de sujets diffusés traitant de Serval, et avoir des données chiffrées par chaîne.

D'un point de vue quantitatif, le conflit malien fait donc l'objet d'une intense couverture médiatique durant les mois de janvier, février et mars 2013. Ce recensement mensuel permet d'obtenir les résultats suivants. En janvier, 107 sujets ayant trait à l'opération Serval ont été diffusés sur *France 2*, 87 pour *TF1* et 34 pour *France 24*. Au mois de février, ces chiffres diminuent déjà de façon considérable : 43 sujets pour *France 2*, 27 pour *TF1* et 19 pour *France 24*. Enfin durant le mois de mars, *France 2* consacre 35 sujets à l'intervention militaire de la France au Mali, *TF1* et *France 24* lui accorde respectivement 22 et 20 sujets. Les chiffres relevés en avril et en mai 2013 illustrent bien la chute endémique de la place accordée à cet événement par les médias télévisés. Pour le mois d'avril, 2 sujets sont comptabilisés pour *France 2*, *6 p*our *TF1* et 7 pour *France 24*. En mai, *France 2* ne diffuse qu'un seul sujet sur Serval, *TF1* ne traite pas le sujet, tandis que *France 24* lui accorde 2.

Concernant les deux grandes chaînes nationales *TF1* et *France 2*, l'ensemble des journaux télévisés traitant de l'intervention Serval ont été visionnés pour le mois de janvier, période durant laquelle les sujets diffusés sont exceptionnellement nombreux. En février et mars, les reportages et plateaux retenus correspondent à des dates

précises, concordant avec le déroulement d'un événement précis sur le terrain. Concernant *iTELE* et *France 24*, les reportages les plus pertinents ont pareillement fait l'objet d'une sélection.

En ce qui concerne la presse écrite, j'ai effectué mes recherches via la banque de données *Factiva* pour le journal *Le Figaro*. Les termes clés tapés dans la barre de recherche sont *« Mali »* et *« Serval »*, avec une délimitation précise du champ temporel, c'est-à-dire entre le 11 janvier 2013 et le 31 mars 2013. Pour les autres quotidiens, le manque de temps m'a contrainte à comptabiliser les productions journalistiques en tapant les mots clés : *« Mali »* et *« Serval »* dans la barre de recherche des différents quotidiens nationaux et en spécifiant la rubrique concernée, « Monde » pour *Libération* et « International » pour *Le Monde*. En outre, *Libération* permet de sélectionner des dates précises et dispose d'un dossier spécial intitulé *« La France s'engage au Mali »* et regroupant toutes les publications ayant trait à l'engagement militaire français au Mali. Les journaux étudiés possèdent tous des archives sur leur site Web et si les sujets publiés traitant de Serval ne sont pas tous conservés, l'étendue des reportages et articles consultables en ligne permet d'offrir un panorama assez complet du traitement médiatique réalisé par *Le Monde* et *Libération*. Quantitativement, 70 articles de presse écrite sont retenus pour cette recherche.

Le sujet de recherche s'inscrit dans un cadre théorique large. Pour comprendre et saisir les enjeux de l'intervention Serval et la situation du Mali, il a fallu puiser dans des domaines aussi variés que les relations internationales, la sociologie, la politique, la géopolitique et l'histoire. Pour décrypter le traitement de l'intervention Serval par les médias français (télévision et journaux), c'est l'approche sémio-discursive qui a été retenue. A partir de l'échantillonnage sélectionné, j'ai procédé à l'analyse de « la mise en scène discursive des événements ». Les outils conceptuels mobilisés sont donc l'analyse du récit, l'analyse du discours et l'analyse des images. Dès lors, les éléments étudiés sont les suivants : la description des acteurs en présence et le vocabulaire utilisé pour les qualifier, le récit des événements, les commentaires explicatifs donnés par les journalistes lors des duplex en direct ou par le présentateur en plateau, les angles journalistiques retenus, mais aussi les titres accompagnant les

sujets des journaux télévisés et des quotidiens. Ce travail s'accompagne également de l'examen des images animées, choisies pour illustrer les faits, ainsi que leur provenance. Faute d'accès aux ressources papiers des titres choisis, je ne m'attarderai pas sur une analyse des images fixes.

Dans une première partie, nous tenterons de décrypter les stratégies de la communication déployées par les instances politico-militaires en période d'engagement des contingents français sur le sol malien. Nous reviendrons aussi sur les spécificités de la couverture de cet événement en examinant les modalités de fabrique de l'information et les coulisses de l'accès au terrain durant l'opération Serval.

En vue de mettre en avant les caractéristiques de la couverture de la guerre au Mali, la deuxième partie consistera en une analyse plus détaillée du traitement offert par les chaînes de télévision et les grands quotidiens d'information nationaux de cette opération extérieure française. Dans ce but, un examen approfondi du contenu discursif et visuel véhiculé par les médias sera effectué au travers de la dissection des discours, cadrages journalistiques dominants et prises de position des acteurs à l'égard de cette opération militaire, sera effectué.

Partie 1. Guerre éclair et difficultés de couverture de l'intervention Serval

CHAPITRE 1. LA FRANCE INTERVIENT AU MALI : LES RAISONS

> ***« Plus qu'aucune « communication de crise », la communication de guerre est le prolongement direct du dessein politique de « faire la guerre » et de sa logique : la poussée aux extrêmes dans l'usage de la force qui en découle pour les parties »[7].***

A. Contexte de l'intervention française au Mali

1. Chronologie des événements

De l'offensive rebelle au coup d'Etat militaire

L'année 2012 marque un point de rupture dans l'histoire du Mali. Le 17 janvier, les indépendantistes touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA)[8]* attaquent la caserne militaire de Ménaka. Tessalit, Aguelhok, Léré sont autant de villes déstabilisées au fil de l'avancée de cette offensive rebelle. D'autres mouvances s'associent bientôt à cette conquête du Nord-Mali : Al Qaida au

[7]MATHIEN Michel, « L'emprise de la communication de guerre. Médias et journalistes face à l'ambition de la démocratie, Revue internationale et stratégique, 2004/4 N°56, p 89-98. DOI : 10.3917/ris.056.0089.
[8]Pour tous les mots marqués d'un astérisque, voir leur définition dans le glossaire.

Maghreb Islamique (AQMI)*, le Mouvement pour l'Unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO)* et Ansar Eddine*.

Le 22 mars, une mutinerie éclate dans la capitale, Bamako. Au motif de l'incapacité du pouvoir a tenir les rênes du pouvoir et à endiguer les troubles dans le Nord du pays, les « bérets verts », dirigés par le capitale Amadou Haya Sanogo, fomentent un coup d'Etat et le Président en place, Amadou Toumani Touré dit « ATT », est contraint à la démission. Un président par intérim, Dioucounda Traoré, est nommé. A partir du mois d'avril, les groupes armés du nord s'emparent de Kidal, Tombouctou et Gao et contrôlent peu à peu la quasi-totalité du territoire et y appliquent parfois une lecture fondamentaliste de la charia. Le MNLA, initiateur de la rébellion est progressivement évincé par les autres groupuscules des grandes villes du Nord-Mali.

Déclenchement et déroulement de l'opération Serval

La communauté internationale se penchait déjà depuis plusieurs mois sur la situation sécuritaire désastreuse du Mali et la gravité des événements. Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies constatait déjà dans la résolution 2085 adoptée le 20 décembre 2012 : *« la situation qui règne au Mali constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales »*[9]. Le texte onusien autorise dès lors le déploiement de la force internationale de soutien au Mali, sous conduite africaine. Toutefois, c'est la dangereuse avancée des différents groupes vers le sud du pays et l'offensive menée le 10 janvier 2013 par des combattants armés sur la ville de Konna, qui précipitent l'intervention française. Au total, 3 500 militaires sont déployés sur le terrain. Le Président de la République, François Hollande assigne trois objectifs à l'armée tricolore : *« arrêter l'agression terroriste »*, *« sécuriser Bamako où nous avons plusieurs milliers de ressortissants »* et *« permettre au Mali de recouvrer son intégrité territoriale »*[10].

[9]Résolution 2085 du Conseil de sécurité des Nations Unies, « Le Conseil de sécurité autorise le déploiement d'une force internationale au Mali », 20 décembre 2012. URL : un.org.
[10]Conférence de presse du Président de la République lors d'une visite officielle aux Emirats Arabes Unis, à l'occasion du World Future Energy Summit à Dubaï, 15 janvier 2013.

Le 14 janvier 2013, des bandes armées prennent le contrôle de la ville de Diabali. Le 21 janvier, les forces françaises et maliennes reprennent Diabali et Douentza. La libération de Gao est effective le 26 janvier, celle de Tombouctou le 28 janvier. Le 30 janvier, l'armée française prend le contrôle de l'aéroport de Kidal, tandis que la ville est sous le contrôle du mouvement indépendantiste touareg, le MNLA, depuis le 28 janvier. A partir de mi-février, la traque des éléments armés et les combats se poursuivent dans le massif montagneux des Ifoghas.

2. L'Afrique : une zone d'influence française

Situation géographique et communautés

Le Mali est un vaste territoire qui s'étend sur 1 240 000 kilomètres. Situé en Afrique de l'Ouest, les pays frontaliers sont la Mauritanie, l'Algérie, le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Sénégal. Le Mali est situé sur la bande sahélo-saharienne. Le Sahara s'étend sur 8 millions de kilomètres carrés et le Sahel sur une largeur de 300 à 500 kilomètres. Avec près de 15 000 000 habitants, la population malienne est composée de diverses ethnies et tribus : les Bambaras, les Peuls, les Sonrhaïs, les Dogons et les populations nomades touaregs sont les plus connues. Mais bien d'autres visages constituent ce pays multiculturel.

Un Etat fragilisé

Le Mali fait partie de ce qu'on a coutume d'appeler le « pré-carré » français. Ce pays est resté une zone d'influence traditionnelle de l'ancienne puissance occidentale. Colonie française devenue indépendante en 1960, le Mali, souvent perçu sur la scène internationale comme un modèle démocratique dans la région, est un Etat traversé par de multiples fragilités. Et les événements de l'année 2012 ont constitué, à

cet égard, une accélération de l'histoire. Selon Johanna Siméant[11], l'établissement d'institutions démocratiques en 1991 ne suffit pas à mesurer la *« consistance démocratique »* de ce pays. L'auteur rappelle en effet que le Mali souffrait déjà de multiples facteurs d'instabilité : un pouvoir vulnérable en raison de la rébellion touareg de 1990, une crise de la distribution alimentaire liée à des considérations clientélistes, un régime gangrené par la corruption, un système d'enseignement en crise et un faible taux d'alphabétisation qui ne favorise par la participation des citoyens à la vie politique, et une liberté de la presse restreinte, caractérisée par l'autocensure, la corruption, et parfois la violence. Pour expliquer la chute du régime malien et comprendre la crise malienne, il faut se pencher sur les paramètres pluriels que constituent *« une immense pathologie sociale faite de pauvreté, d'insécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et institutionnelle »*[12].

Une aire d'influence française

Du point de vue des ressources, l'or, l'uranium, l'argent et le nickel et dans une moindre mesure, le coton, sont présents au Mali. Ce sont surtout les pays voisins qui attisent les intérêts économiques puisque les mines d'uranium d'Areva sont installées au Niger depuis 1958, une exploitation permettant à la France d'assurer une grande partie de son indépendance énergétique. En Mauritanie, les forages du groupe Total et des mines d'or sont très présents. La France est aussi la seule puissance occidentale, hormis les Etats-Unis, à conserver des bases militaires sur le continent africain. L'intervention Serval répondrait donc aussi à un enjeu d'ordre géopolitique puisque la France entend sauvegarder une aire d'influence en Afrique.

[11]BOURMEAU Sylvain, « Le Mali est porteur d'une longue histoire de l'Etat », interview de Johanna Siméant, directeur du master Etudes africaines à La Sorbonne, Le Monde, 20 janvier 2013.
[12]GALY Michel, La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre. Paris : La Découverte, 2013, 198 p.

3. Evolution des buts de guerre et des termes de l'engagement

Un revirement de situation

Si le Président de la République proclame, en octobre 2012, lors du discours de Dakar, que « *le temps de la Françafrique est révolu : il y a la France, il y a l'Afrique, il y a le partenariat entre la France et l'Afrique, avec des relations fondées sur le respect, la clarté et la solidarité »,* force est de constater que le déclenchement de l'opération Serval, le 11 janvier 2013, contredit les prises de positions présidentielles évoquées jusqu'alors et constitue un revirement de la stratégie française qui depuis 2012, écartait la possibilité d'une intervention directe sur le terrain.

Des buts de guerre multiples

Les buts de guerre sont par nature évolutifs mais dans le cas du Mali, ils apparaissent comme multiples et confus. Les communicants et les tacticiens ne les ont pas définis avec beaucoup de clarté. Protéger les ressortissants français, stopper l'avancée des miliciens djihadistes vers le sud du pays, appuyer les forces maliennes, aider les autorités maliennes à reconquérir l'intégrité territoriale de leur pays, enrayer le risque d'une nébuleuse terroriste au Sahel... Ce qui est certain, c'est que le gouvernement socialiste a inscrit son intervention sur le registre du politique. Selon Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou[13], le gouvernement cultive l'ambiguité dans une visée stratégique : celle de ne pas *« se retrouver prisonnier du processus dans lequel il est engagé »*. Il faut aussi noter que le gouvernement prend des précautions sémantiques au sujet de la qualification même du conflit. Si les autorités emploient le terme *« guerre »*, elles ont aussi fréquemment recours à d'autres dénominations telles que *« intervention »*, *« engagement »* ou *« opération »*.

[13]Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, Le nouveau « grand jeu » des puissances occidentales au Sahel, p 58 à 75, in GALY Michel, La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre. Paris : La Découverte, 2013, 198 p.

Un discours d'appropriation

Le 11 octobre 2012, lors d'un entretien avec des journalistes de *France 24, Radio France Internationale et TV5 Monde*, le chef de l'Etat, François Hollande prend soin de maintenir une position de retrait en affirmant qu' « *il n'y aura pas d'hommes au sol, pas de troupes françaises engagées »* au Mali. Un simple appui logistique aux forces maliennes est alors mentionné, sorte d'intervention indirecte de la France. *« Nous ne pouvons pas intervenir à la place des Africains »* précise alors le Président de la République. Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian insiste le 23 décembre : *« C'est aux Africains d'intervenir, pas aux Français »*. Le 12 janvier 2013, Monsieur Le Drian notifie : *« Nous agissons en soutien des forces maliennes »*. Fin janvier, Laurent Fabius poursuit : « *Si on était pas intervenu, il n'y avait plus de Mali. A terme, ce sont les forces africaines qui vont prendre le relais »*. Le ministre des Affaires étrangères rappelle aussi le 5 février que *« ce sont les Africains et les Maliens eux-mêmes qui doivent être les garants de la sécurité, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de ce pays »*. Or dans les faits, la France ne se contente pas de fournir un renfort aérien ni même de rester à l'arrière, puisque des milliers de soldats sont rapidement déployés sur le sol malien. En réalité, l'armée malienne est en lambeaux et dans l'incapacité de contenir l'offensive des groupes armés ou de combattre, et ce sont les forces françaises qui assument la totalité de l'opération militaire en cours. Dans sa traque des djihadistes dans le Nord-Mali, la France est soutenue par les troupes tchadiennes qui sont en première ligne. L'armée malienne elle, ne les accompagne pas sur ce front.

Au sujet de cette récurrence discursive sur le rôle de décision des Africains dans la résolution de ce conflit, Hélène Quénot-Suarez et Hélène Leboeuf[14] parlent d'un *« discours d'appropriation »* utilisé par Paris qui *« a permis de basculer d'une insistance sur la bonne gouvernance à un effort pour ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures »*. Ce discours permettrait aussi de *« façonner une forme d'appropriation, quand les acteurs africains font leurs les approches françaises »*. En redonnant aux acteurs africains, *« la main sur les interventions militaires françaises »*, ce choix sémantique a aussi pour but de *« relégitimer mais aussi de*

[14]LEBOEUF Aline et QUENOT-SUAREZ Hélène, La politique africaine de la France sous François Hollande. Renouvellement et impensé stratégique, Les études, Ifri, 2014.

compenser les faiblesses françaises, dans la mesure où là France n'est plus en mesure de stabiliser un pays seule ».

Objectifs de l'intervention française

Le 19 janvier à Tulles, François Hollande justifie de nouveau l'engagement français au Mali : *« L'enjeu n'est pas pour nous de conquérir un territoire, d'accroître notre influence ou de chercher je ne sais quel intérêt commercial ou économique, ce temps là est fini. En revanche notre pays, parce que c'est la France, doit venir en aide à un pays. Ce pays ami est l'un des plus pauvres du monde et il est victime depuis trop de mois, pour ne pas dire des années, de ce terrorisme qui prend maintenant des formes de plus en plus redoutables ».*

Julien Sauvaget, journaliste pour *France 24*, met en doute les objectifs de cette intervention française au Mali. Selon le reporter, la France soutient la politique indépendantiste du MNLA depuis la décolonisation pour des motifs politiques et économiques, dans le but de conserver une zone d'influence dans la région. *« Si le but avait véritablement été une libération totale du Nord Mali, pourquoi est-ce qu'on maintient le MNLA au poste de pouvoir à Kidal ?... Sans être amis avec la tribu majoritaire des Ifoghas, on ne peut pas exploiter les sols du Nord Mali, sans eux, on ne peut pas garder une présence de militaires français... Donc on ménage la chèvre et le chou et on décide de laisser le MNLA qui est quand même responsable de la situation, qui proclame l'Azawad, qui veut une indépendance de sa région et on le conforte dans sa position en ne le combattant pas à Kidal... On a pas besoin d'exploiter l'uranium du Nord-Mali pour le moment, mais on a besoin de le garder sous notre giron »*[15].

Une durée incertaine

Pour ce qui est de la durée de l'intervention française, les représentants politiques choisissent de s'exprimer dans des termes assez vagues. Le 11 janvier 2013, lors d'une allocution télévisée, le chef de l'Etat déclare que l' *« opération*

[15]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

durera le temps nécessaire ». Les mêmes mots sont repris par le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, dans son discours devant l'Assemblée nationale le 16 janvier. Fin janvier, Laurent Fabius en déplacement à Abidjan, annonce que *« cela ne va pas se faire en trois jours. Mais nous n'avons pas vocation à rester éternellement ». « Le temps qu'il faudra »* prévient encore François Hollande le 2 février 2013. *« Plusieurs semaines », « jusqu'à ce que les forces ouest-africaines et l'armée malienne prennent le relais », « nous n'avons pas vocation à rester au Mali », « le temps nécessaire pour que le terrorisme soit vaincu »* ajoute t-il[16]. Le 5 février, Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères signale qu' *« à partir du mois de mars, les troupes déployées au Mali devraient diminuer »*, tandis que le Président de la République s'exprimant une semaine auparavant, déclarait : *« Maintenant, les Africains peuvent prendre le relais. Ce sont eux qui iront dans la partie du nord »*. Mais le Ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian nuance bientôt cette information en déclarant que le retrait français sera *« progressif, pragmatique, dans l'appréciation de la situation » et* qu' *« il faudra aller jusqu'au bout, permettre au Mali de retrouver sa souveraineté sur l'ensemble du territoire »*. Le 7 mars 2013, il réitère : *« La mission n'est pas finie », « c'est après que progressivement nous nous retirerons pour laisser la place à la mission africaine sous l'égide des Nations Unies »*.

Une communication précipitée

Lors d'un discours prononcé le soir du 20 mars 2013, lors du dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France, le chef de l'Etat avance que Serval arrive à son terme. Il juge que *« la quasi-totalité du territoire sera revenue à la souveraineté du Mali dans quelques jours »* et que *« l'offensive des groupes terroristes a été arrêtée et les villes reconquises »*. Or sur le terrain, la situation est bien loin d'être aussi maîtrisée que ne l'affirme François Hollande puisque des attentats kamikazes se déroulent encore dans plusieurs villes. Ironie du sort ou communication précipitée ? Une attaque de ce type a lieu à Tombouctou, le jour même de cette déclaration officielle. Un soldat malien y trouvera la mort.

[16]Discours du Président de la République, Tulle, le 19 janvier 2013.

B. Légitimation de l'engagement des forces françaises sur le territoire malien

1. Guerre contre le terrorisme et occultation des problèmes de fond

Le terrorisme, un ennemi consensuel

La communication gouvernementale décide d'employer le mot *« terroristes »* pour désigner les ennemis à combattre au Mali. L'Elysée aurait même donné des instructions selon lesquelles les membres du gouvernement ne devaient pas employer le terme d' « islamistes » par peur de l'amalgame. Le choix de cet élément de langage est conforme à l'examen des réalités sur le terrain pour plusieurs des groupes en présence, mais pas tous.

Les choix sémantiques opérés par le gouvernement visent à légitimer l'emploi de la force au Mali. Qualifier une situation de *« guerre »*, c'est justifier l'opération militaire dont il n'était pas question en 2012. Et cette guerre n'est admissible qu'à partir du moment où le Président de la République désigne un ennemi, en l'occurrence le « terrorisme », qui par nature, est un ennemi consensuel. Cette terminologie a pour objectif l'obtention d'un large consensus politique sur l'engagement des troupes françaises au Mali. En outre, les mots choisis par François Hollande sont forts : *« éradiquer »*, *« détruire »*, *« vaincre »*. Le discours politique tend à simplifier, dramatiser, diaboliser l'ennemi afin d'être mobilisateur.

Paris a inscrit sa campagne militaire menée au Mali sous le signe de la *« guerre contre le terrorisme »*. La rhétorique gouvernementale prend des airs de *« war on terrorism »* introduite par George W Bush lors des attentats du 11 Septembre, mais réprouvée depuis par l'actuel Président des Etats-Unis, Barack Obama, soulignant prudemment qu'on *« ne peut pas faire la guerre à une pratique »*. Le vocabulaire

officiel décliné de différentes manières (*« menace terroriste », « agression terroriste », « libérer le Mali du terrorisme »*) donne une perception négative de l'ennemi et fournit à Serval des allures de guerre de libération, tout en lui donnant l'aspect d'une intervention inévitable. Le *« paradigme de la « guerre contre le terrorisme »* permettrait à la France de *« redéployer un discours sécuritaire en phase avec le nouvel « esprit du temps », créant ainsi les conditions matérielles de l'interventionnisme »*[17].

Une terminologie réductrice

Toutefois le terme utilisé par les responsables politiques français pour désigner les bandes armées en présence est réducteur car il recouvre des réalités très différentes entre trafiquants de drogue, djihadistes et rebelles touaregs, dont l'idéologie n'est pas fondée sur une quelconque vision religieuse. Cet argument tend à englober tous les groupes en présence sous la même bannière, sans prendre en considération les variables ethniques et tribales, et ne permet qu'une lecture imparfaite de la situation malienne. En effet, les causes d'instabilité et de violence dans ce pays sont plus profondes et ne sauraient être expliquées à la lumière du seul argument terroriste. Cette grille de lecture est *« pratique car elle permet d'éviter un questionnement plus fondamental sur les mécanismes sociaux, économiques et idéologiques à l'oeuvre dans les régions concernées »*[18]. Elle *« évacue les déterminants sociaux, politiques et économiques de la conflictualité »*. Enfin, définir l'ennemi comme le *« terrorisme »* c'est avouer la difficulté de délimitation de la cible et de l'adversaire. C'est aussi signer une sorte d'échec du but initialement proclamé.

[17]Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, Le nouveau « grand jeu » des puissances occidentales au Sahel, p 58 à 75, in GALY Michel, La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre. Paris : La Découverte, 2013, 198 p.

[18]ANTIL Alain, « L'Afrique et la guerre contre la terreur », Politique étrangère, 2006/3 Automne, p 583-591. DOI : 10.3917/pe.063.0583.

Le poids des experts

En outre, ce discours simplificateur peut être accrédité par la présence, dans les médias, de spécialistes du terrorisme. En ce qui concerne l'opération Serval, nombreux sont les « spécialistes » invités sur les plateaux de télévision. A titre d'exemple, on peut citer Jean-Charles Brisard (« spécialiste du terrorisme islamiste ») sur *France 2* ou encore Mathieu Guidère (« islamologue ») sur *TF1*. Peu sont les spécialistes du Mali ou plus largement du Sahel, à même d'offrir un éclairage complet aux téléspectateurs, aperçus sur les chaînes étudiées. On assiste donc à une *« circulation circulaire »* de l'information pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu, avec des médias relayant un discours sur la menace terroriste dans la zone sahélienne. Dans les journaux, la présence de ces personnalités dites « spécialistes du terrorisme » se fait plus rare, au profit de spécialistes du continent africain, des conflits, des questions touaregs ou précisément, du Mali.

2. Convaincre l'opinion publique du bien fondé de l'intervention

Communication de crise, communication de guerre

« L'art de la guerre dans une société démocratique, attentive a priori aux desirata de l'opinion publique, et aussi l'art de savoir justifier le recours à la guerre »[19]. Pour Loup Francart, les démocraties occidentales ont davantage besoin d'expliquer les actions militaires et les opérations internationales que par le passé. Il faut donc convaincre l'opinion du bien fondé d'une intervention militaire extérieure, dont le soutien s'avère décisif. Pour légitimer leur action, les responsables politiques

[19]MERCIER Arnaud, Médias, relations publiques et guerres. Les opinions publiques comme enjeu, p 47 à 66, in MATHIEN M. et ARBOIT G., La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés, Collection Médias, sociétés et relations internationales, Bruylant, 2006.

et militaires redoublent d'efforts et argumentent *« sur les registres de l'information comme de la communication publique »*[20].

Qui dit engagement militaire de la France, dit état d'urgence et communication de crise. Et l'opération Serval ne déroge pas à la règle. Durant toute période de crise engageant les intérêts et l'image de la France, les autorités ont recours à une intense communication. En temps de guerre, la communication officielle possède un certain nombre de caractéristiques bien spécifiques. *« Relativement cohérents et simultanés, les discours officiels des autorités politiques et militaires françaises empruntent des canaux très diversifiés (conférences de presse, déclarations, interviews, tribunes avec diffusion d'éléments de langage...) »*[21]. Au moment où la décision est actée que la France entre en guerre au Mali, les responsables politiques doivent justifier cette nouvelle présence sur le sol africain. Les autorités vont donc communiquer et par conséquent, les médias focalisent leur attention sur cette actualité. Comme le soulignent Arnaud Mercier[22] et François Robinet[23], la parole publique intervient à plusieurs étapes de la construction de l'information et du déroulement des événements. Avant, pour préparer et convaincre l'opinion de la nécessité d'entrer en guerre. Pendant, pour orienter la lecture des événements. Et après, afin de justifier l'engagement guerrier, renforcer l'image de victoire et contrecarrer les éventuelles critiques. Dans le cas d'espèce, la médiatisation en 2012 de la destruction des mausolées de la ville de Tombouctou, classés au patrimoine mondial de l'humanité par AQMI, constitue un moyen de préparer l'opinion publique à une intervention à venir[24]. Par conséquent, les médias, à travers le récit qu'ils véhiculent, contribuent directement à façonner et à faire évoluer les perceptions de l'engagement.

[20]MATHIEN Michel, « Les médias et l'actualité de la défense : les journalistes face aux militaires ou vice-versa ». In : Quaderni, N. 36, Automne 1998. L'immigration en débat (France/Europe), p 15-31.
[21]ROBINET François, « Journalistes, responsables politiques et militaires français en Afrique : une information en co-production (1994-2008) ? », Relations internationales, 2013/1 n°153, p 95-106. DOI : 10.3917/ri.153.0095.
[22]MERCIER Arnaud, « Quelle place pour les médias en temps de guerre ? », Revue internationale de la Croix-Rouge, Volume 87 Sélection française, 2005.
[23]ROBINET François, « Journalistes, responsables politiques et militaires français en Afrique : une information en co-production (1994-2008) ? », Relations internationales, 2013/1 n°153, p 95-106. DOI : 10.3917/ri.153.0095.
[24]BOULANGER Philippe, Géopolitique des médias. Acteurs, rivalités et conflits, Paris, Armand Collin, 2014, 310 p.

La justification de l'intervention

Selon François Robinet, des arguments relativement semblables sont développés par les autorités politico-militaires d'un conflit africain à l'autre : *« la communication officielle insiste principalement sur les aspects positifs des actions engagées par la France, en mettant en valeur le respect du droit international et du multilatéralisme, la défense des populations civiles menacées, la protection et l'évacuation des ressortissants ou la neutralité de la France »*[25]. Dans le cas d'espèce, au moment du déclenchement de l'opération Serval, la communication des responsables politico-militaires se décompose en plusieurs points : 1/ la France intervient à l'appui d'un pays ami, 2/ l'intervention s'inscrit dans un cadre onusien légal, 3/ le pays n'apporte qu'un soutien aérien, sans engagement des hommes au sol, 4/ il s'agit d'une opération dans laquelle la France ne s'engage pas seule, 5/ l'engagement des forces armées s'inscrit dans cadre temporel limité, 6/ les objectifs affichés par le gouvernement sont au nombre de trois : stopper la menace terroriste, assurer la protection des ressortissants et permettre au Mali de recouvrer son intégrité territoriale. Cette argumentation permet dès lors de *« réactiver l'image très positive d'une France puissance pacificatrice ou salvatrice en territoire étranger dont les interventions sont légales, légitimes et justes »*[26].

[25]ROBINET François, « Journalistes, responsables politiques et militaires français en Afrique : une information en co-production (1994-2008) ? », Relations internationales, 2013/1 n°153, p 95-106. DOI : 10.3917/ri.153.0095.
[26]*Idem*.

C. Intervention militaire au Mali et communication de crise

1. Serval ou la nouvelle géopolitique des conflits

Une démonstration de force

Dans un contexte de *« war fatigue »*, l'opération militaire française sur le théâtre malien représente un bouleversement de la logique interventionniste à la française. Du non-interventionnisme prôné par le Président de la République, à l'intervention de sécurisation de la zone, Serval constitue un revirement puisqu'un affrontement direct se déroule au Mali.

Thomas Hofnung souligne que c'est *« une intervention très courte, avec la volonté de passer le relais au locaux et à l'ONU. C'est un modèle qui sera sans doute dupliqué, à condition que l'ONU ait les moyens de faire le « service après-vente » »*[27]. Selon Julien Sauvaget, l'opération militaire engagée par la France au Mali bouleverse la géopolitique des conflits : *« La France est aujourd'hui en capacité de faire une intervention d'importance sur un nouveau théâtre, elle est capable d'un déploiement rapide, efficace et sans soutien. Aujourd'hui, il n'y a plus que la France, hormis les USA et la Russie, qui est capable de faire ça au niveau mondial. L'opération Serval a été une démonstration de force de l'armée française sur sa qualité d'armée »*[28].

Les limites d'une intervention

Mais cet engagement militaire français souffre de plusieurs limites. D'un point de vue juridique d'abord. Bertrand Badie[29] note que la résolution 2085, adoptée en

[27]Entretien avec Thomas Hofnung, ex-Libération.
[28]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.
[29]BADIE Bertrand, Préface, p 7 à 15, in GALY Michel, La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre. Paris : La Découverte, 2013, 198 p.

décembre 2012, par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies *« ouvre la voie à une intervention interafricaine dont elle charge la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA), spécialement créée à cet effet. Ni la France évidement ni le Tchad, principaux acteurs des combats menés au Nord-Mali, n'en font partie »*. Ce texte n'autorise pas explicitement le déploiement des troupes françaises. Selon lui, l'intervention militaire française ne s'inscrit pas totalement dans le cadre onusien et on pourrait donc douter de son encadrement juridique. Il faut aussi rappeler que la France n'a pas d'accord de défense avec le Mali. Quant à l'appel à l'aide du président de transition, Dioucounda Traoré, à son homologue français, il souffrirait lui aussi d'un manque de légitimité. En sus, Badie ajoute que les prises de position prudentes des alliés européen et du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, sont le reflet d'une *« défiance croissante face à ce genre d'action »*.

Certains observateurs affirment aussi que l'intervention Serval s'inscrit dans un cadre d'action légal, en s'appuyant sur l'article 51 de la Charte des Nations Unies qui définit un droit légitime de défense pour tout Etat menacé par une *« agression armée »* d'un autre Etat. Mais en l'espèce, le principe est inopérant puisque les groupes armés en présence sont des acteurs non étatiques.

Les objectifs du déploiement de la force internationale décrits par la résolution 2085[30] sont les suivants : *« aider à reconstituer la capacité des forces de défense et de sécurité maliennes », « aider les autorités de Bamako à reprendre les zones du nord de son territoire qui sont contrôlées par des groupes armés terroristes et extrémistes et réduire la menace posée par des organisations terroristes », « passer progressivement à des opérations de stabilisation afin d'aider les autorités maliennes à assurer la sécurité et à renforcer l'autorité de l'Etat »*. Dans son texte, Conseil de sécurité de l'ONU prend soin de préciser que *« c'est aux autorités maliennes qu'il incombe au premier chef de régler les crises interdépendantes auxquelles le pays doit faire face, et qu'un règlement durable de la crise malienne ne peut être trouvé que sous la prééminence du Mali »*. En dépit du cadre juridique onusien, force est de constater que la France est seule et en première ligne pendant de longues semaines, délaissée par ses partenaires européens qui tardent à apporter leur soutien logistique et face à une armée malienne très affaiblie.

[30]Résolution 2085 du Conseil de sécurité des Nations Unies, « Le Conseil de sécurité autorise le déploiement d'une force internationale au Mali », 20 décembre 2012. URL : un.org.

Pour Bertrand Badie[31], Serval *« souffre des échecs essuyés par le multilatéralisme en matière de sécurité »*. Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou[32] va encore plus loin puisqu'il affirme que la décision d'intervenir militairement au Mali correspond à une *« banalisation de l'ingérence »* : *« une étape importante est franchie dans la normalisation de l'intervention militaire comme mode de réponse aux crises internationales »*. Ainsi donc, au nom d'un devoir d'ingérence et d'une responsabilité à protéger, l'emploi de la force serait devenu un paradigme de l'ère moderne.

Au sujet de l'intervention Serval au Mali, les mots prononcés par le Président de la République François Hollande faisait état d'un affrontement total et intégral de l'ennemi. L'objectif était la *« destruction »* complète des moyens de l'adversaire. Or, comme le souligne Jean-Jacques Roche, le poids des mots est fondamental et il ne faut pas oublier les limitations propres à tout conflit armé : *« La victoire n'est jamais acquise à 100% et la défaite n'est pas irrémédiable »*[33].

2. Répartition des rôles et des discours au sein du gouvernement

De manière globale, la communication officielle s'efforce de donner une image positive de la France et de son intervention militaire.

La division du travail communicationnel

Dans l'information sur le déroulement des opérations militaires au Mali, les responsables politico-militaires ont établi une stricte répartition des discours. Ainsi,

[31]BADIE Bertrand, Préface, p 7 à 15, in GALY Michel, La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre. Paris : La Découverte, 2013, 198 p.
[32]OULD MOHAMEDOU Mohammad-Mahmoud, Le nouveau « grand jeu » des puissances occidentales au Sahel, p 58 à 75, in GALY Michel, La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre. Paris : La Découverte, 2013, 198 p.
[33]Conférence à l'Université Panthéon-Assas dans le cadre des « Rendez-vous politistes », jeudi 4 décembre 2014.

c'est l'état-major des armées qui transmet les renseignements venus du théâtre des opérations, avec un discours précis et factuel. Le Président de la République, François Hollande, explique le pourquoi de l'engagement en tant que chef des armées, et se charge de justifier l'engagement des contingents français sur le sol malien. Les ministres à la tête du Quai d'Orsay et de la Défense reprennent les arguments présidentiels dans leurs interventions publiques mais détiennent eux aussi des rôles bien déterminés. Ainsi, Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères a pour mission de rappeler la proximité qui lie la France et le Mali, quand Jean-Yves Le Drian soutient le dispositif militaire sur le théâtre des opérations.

Intervenir dans les médias

La communication de crise se distingue par *« un recours fréquent à l'accès aux médias, par un enjeu stratégique (plus ou moins directement contrôlé par les responsables politiques) et par une indéniable visée légitimatrice »*[34]. En effet, sur le dossier malien, les représentants politiques français font leur apparition et s'expriment à divers moments dans les médias nationaux. Au deuxième jour de l'engagement des militaires français au Mali, le ministre de la Défense, Jean-Yves le Drian, est l'invité du journal de 20 heures de *France 2*. Cette intervention sur une chaîne ayant de forts taux d'audience n'est pas le fruit du hasard. C'est l'occasion pour le ministre de rappeler qu' *« il y a des soldats qui sont morts cette nuit pour la France et pour nos libertés »*. Les pertes humaines sont donc présentées comme morts pour la Nation, dans le cadre d'une action collective impliquant tous les citoyens français et leurs droits fondamentaux. Ce registre rappelle par ailleurs la première allocution du chef de l'Etat sur la question, au cours de laquelle il donnait son feu vert à l'opération Serval *« au nom de la France »*. Le 11 mars 2013, le ministre de la Défense accorde une interview exclusive au journal *Le Monde*. Jean-Yves Le Drian évoque alors le fait que *« les opérations se déroulent conformément à l'agenda que nous nous étions fixé... Nos objectifs de guerre n'ont pas changé d'une virgule... Les Maliens doivent entreprendre le processus réconciliateur. Nous pouvons être des facilitateurs mais en*

[34]NOLLET Jérémie, L'économie hybride de la « communication de crise » : une cristallisation des principes contradictoires de la communication ministérielle, p 59 à 75, in ALDRIN P., HUBE N., OLLIVIER-YANIV C., UTARD J-M, Les mondes de la communication publique. Légitimation et fabrique du symbolique du politique. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, 189 p.

aucun cas nous ne nous substituerons aux Africains... Si cette guerre est soutenue par l'opinion, c'est que nous avons porté assistance à un pays ami ».

L'institution militaire prend aussi la parole dans les médias par l'intermédiaire de Thierry Burkhard, porte-parole de l'état-major. Le 13 mars 2013, le colonel répond aux questions à la revue *Stratégies* et tente de défendre le blocus imposé aux médias sur le terrain. *« Nous gérons la communication opérationnelle. Elle a pour impératifs qu'aucune information ne puisse nuire au succès des opérations et, in fine, à la sécurité des soldats... Quand 150 journalistes débarquent à Bamako, je n'ai aucune possibilité de tous les satisfaire... L'armée française n'a aucun moyen de bloquer un média. Lorsque les Maliens ont bloqué l'accès à des journalistes, nous leur avons glissé le conseil de les laisser passer »*[35]. Selon l'armée, c'est donc les militaires maliens qui seraient à l'origine de ce vide informationnel sur le terrain.

Rappeler la légalité de l'intervention

Le cadre légal dans lequel s'inscrit l'action française est rappelé à de nombreuses reprises. Jean-Marc Ayrault affirme devant l'Assemblée nationale, le 16 janvier, que le gouvernement *« inscrit cet engagement dans le respect de la charte des Nations Unies et de son article 51, en parfaite cohérence politique avec les résolutions du Conseil de sécurité »*. Le 29 janvier 2013, lors de son discours prononcé à l'occasion de la conférence des donateurs à Addis Abeba, en Ethiopie, Laurent Fabius parle au nom de la France et déclare que *« dans le cadre de la légalité internationale, elle a engagé une opération militaire »*.

[35]Stratégies, Amaury de Rochegonde, « Ils veulent tous des images de combats », 14 mars 2013.

CHAPITRE 2. MAÎTRISER LES REPRÉSENTATIONS DE LA GUERRE AU MALI : UNE VARIABLE STRATÉGIQUE

« Conduire la guerre, c'est gérer d'abord les perceptions »[36].

A. Des médias sous contrôle : le black out militaire

1. Communication militaire succincte et verrouillée

Au Mali, l'institution militaire fait preuve d'une maîtrise optimale de l'agenda. Sur le terrain, c'était langue de bois et toutes les informations sur le déroulement des opérations passaient par Paris. Les faits sont distillés au compte-gouttes par les officiers lors de conférences de presse hebdomadaires par l'intermédiaire du porte-parole de l'état-major, Thierry Burkhard, ou confirmés par le Ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian.

Absence de bilans chiffrées

Il n'y a pas de bilans chiffrés informant sur les pertes subies dans le camp adverse. D'ennemis invisibles, les combattants djihadistes se transforment en ennemis insaisissables. Sur la guerre malienne, peu de données sont disponibles. Le 31 janvier 2013, au cours d'un point presse, le colonel Burkhard, évoque des *« pertes importantes »*. *« Le bilan est lourd »* ou *« lourdes pertes »* reviennent également fréquemment dans les discours des autorités françaises qui ne communiquent aucun bilan précis. Les estimations restent vagues et faute de mieux, retransmises dans les médias : *« quelques centaines », « plusieurs centaines », « plusieurs dizaines », « une soixantaine », « une cinquantaine », « plus de cent »*. Ce n'est qu'à partir de la

[36]DESPORTES Vincent, Penser autrement, la guerre probable. Paris : Economica, Collection « Stratégies et doctrines », 2007, 202 p.

fin du mois de mars que des chiffres sont fournis : *« trois militaires français sont morts et près de cent-cinquante djihadistes »*.

Mettre les africains sur le devant de la scène

La bataille se jouant aussi sur le front de la communication, une certaine gestion de l'image est nécessaire. Pourtant, l'effort communicationnel mis en application sur le terrain par les militaires français pour montrer que les troupes maliennes sont en tête du dispositif est vain. Dans un sujet diffusé le 9 février 2013 sur *France 24*, une des séquences tournées par le reporter Willy Bracciano, démontre bien cette volonté de placer les Africains sur le devant de la scène. Sur les images, le général Barrera, commandant de la Brigade Serval au Mali, s'adresse à un soldat malien impressionné : *« Bravo pour le travail que vous avez fait parce que s'il n'y avait pas eu l'armée malienne et s'il n'y avait pas eu l'équipe des Maliens, vos camarades et vous, on ne serait jamais arrivé jusqu'ici »*. Autre exemple, lors de l'entrée des troupes dans Gao et Tombouctou libérées, les militaires français ont mis *« en avant les soldats maliens avec leur drapeau... Même s'ils n'avaient joué aucun rôle dans l'offensive éclair, afin de ménager l'opinion et l'armée malienne »*[37]. Dans le reportage de *France 2* diffusé le 27 janvier 2013 lors de l'édition de 20 heures, à l'occasion de la libération de la ville de Gao, on voit un officier des forces spéciales françaises, au visage masqué, passer le relais à un militaire malien : *« C'est bon, mon colonel, la ville est à vous »*.

Guillaume Lhotellier, journaliste reporter d'images indépendant, raconte ce qu'il a vécu sur le terrain à ce sujet : *« Symboliquement, on faisait ouvrir la route aux militaires maliens... Pas pour leur faire plaisir, mais oui enfin… Pour faire style, ils participaient mais bon dans les faits, ils étaient sous-armés, sous-entraînés, sous-équipés »*[38]. Julien Sauvaget ajoute que *« l'armée française les a mis en avant parce que c'est leur pays, il ne fallait pas les humilier, qu'ils se sentent inférieurs »*[39].

[37]Rencontre avec des membres de l'Association des journalistes de défense, LEYMARIE Philippe, « La communication militaire par temps de conflit. Images propres, guerres sales », Défense en ligne, Les blogs du Diplo, Le Monde diplomatique, octobre 2013.
[38]Entretien téléphonique avec Guillaume Lhotellier, journaliste reporter d'images indépendant.
[39]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

2. Spécificités des techniques employées par l'armée pour la gestion de l'information au Mali

En temps de crise, les méthodes de contrôle de l'information par l'armée sont diverses et variées. Nous retiendrons trois procédés majeurs, appliqués par l'armée française au Mali durant l'intervention Serval.

Embarquement des journalistes

Le premier système concerne l'embarquement des journalistes qui se décline en deux variantes : le pool et l'embedding. Dans le premier cas, l'armée accrédite un nombre restreint de journalistes. La deuxième technique se traduit littéralement par *« journalisme embarqué »*. Sous couvert d'assurer sa sécurité physique, l'idée consiste à intégrer un journaliste dans un bataillon en vue de couvrir les opérations de l'armée durant une période donnée. Le récit de la guerre se fait alors aux côtés des militaires déployés sur le terrain. *« Le statut d'intégration s'accompagne d'un privilège d'accès à la zone des opérations, contrairement aux « non intégrés » qui sont des parias du champ de bataille »*[40]. Dans ces deux cas de figure, les professionnels de l'information sont donc encadrés par les unités. Mais au Mali, on est bien loin de l'embarquement des journalistes comme lors de la couverture de la guerre en Irak, avec des images parfois dans le feu de l'action, au cœur des combats. Ici, il s'agirait plutôt d'un embedment à minima puisque les envoyés spéciaux n'ont aucun accès à la zone des affrontements. Il est utile de rappeler ici que la dépendance des journalistes à l'égard de la logistique militaire, notamment en matière de transports, permet aux militaires de bloquer l'arrivée des journalistes sur un site ou de retarder leur venue.

[40]BIZIMANA Aimé-Jules, « Intégrer pour mieux surveiller les journalistes de guerre », Les Cahiers du journalisme, N°22/23, Automne 2011.

Fabrication d'images animées par l'ECPAD

La fabrication de reportages par les armées, plus précisément par l'Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD), constitue un autre procédé. A une période où les journalistes sont tenus à l'écart de la ligne de front, ces images relatant le déploiement opérationnel des forces sur le théâtre des événements, représentent des images rares et qui, dans une visée communicationnelle, ont souvent pour objectif de mettre en scène le déroulement des événements et de valoriser le rôle de la France et des Français. *« Même si l'information livrée n'est pas pertinente à tout propos ni révélatrice des réalités du terrain ou de l'action telle qu'elle se déroule, elle « occupe le terrain des médias »*[41].

La parole comme outil de légitimation

Enfin, dans le but de convaincre l'opinion publique de la *« légitimité de l'engagement guerrier, de la propreté de la guerre menée ou de la barbarie de l'adversaire »*[42], mais aussi de s'assurer de son soutien pendant toute la durée de l'intervention, les témoignages de soldats, de populations civiles ou d'experts militaires dans les médias, les reportages insistant sur les aspects positifs de la présence des troupes, sont autant d'outils mis en œuvre pour atteindre cet objectif politique.

Black out militaire

S'ajoute à ces différentes stratégies déployées par l'armée pour la gestion de l'information en période de guerre, l'instauration d'un black out militaire, les journalistes n'étant pas autorisés à accéder aux champs de bataille. Ce fut le cas au Mali, durant les premiers mois de l'intervention Serval. La Grande muette ne veut pas

[41]MATHIEN Michel, « L'emprise de la communication de guerre. Médias et journalistes face à l'ambition de la démocratie, Revue internationale et stratégique, 2004/4 N°56, p 89-98. DOI : 10.3917/ris.056.0089.
[42]ROBINET François, « Journalistes, responsables politiques et militaires français en Afrique : une information en co-production (1994-2008) ? », Relations internationales, 2013/1 n°153, p 95-106. DOI : 10.3917/ri.153.0095.

informer, ou dans une moindre mesure. Elle veut communiquer un message positif pour susciter l'adhésion de l'opinion publique.

B. Serval : la difficulté de raconter la guerre

1. Manque d'accès au front et difficultés de couverture

Collecte de l'information en Afrique

Selon François Robinet, plusieurs éléments caractérisent la collecte de l'information en Afrique en temps de guerre. En premier lieu, il y a la difficulté d'accès au front et la dangerosité de la zone couverte par le journaliste. Vient ensuite la nécessité de produire ou d'écrire en peu de temps. Avoir accès aux témoins, contourner les manipulations, déjouer les rumeurs, braver le danger, jauger la concurrence, respecter une ligne éditoriale, répondre à l'intérêt du public et aux exigences de leurs rédactions... sont autant de difficultés auxquelles le reporter est confronté sur un terrain de crise.

Les témoignages, matière première du journaliste

Une fois sur le terrain, pour raconter les faits, les reporters font appel à des sources diverses. Outre la nécessité d'accéder à des sources utiles d'un point de vue journalistique, lorsqu'ils couvrent un conflit, ils *« doivent entrer en contact avec les acteurs sociaux impliqués directement (témoins, acteurs, victimes, représentants politiques et militaires, etc.). Autrement dit, le premier contact des journalistes avec la réalité passe généralement par les sources ou acteurs sociaux qui interprètent en premier la réalité »*[43]. Ce sont les discours sur ce qui a été vu qui composent la principale source d'information, la *« matière première »*[44] des reporters de guerre.

Pour le reporter de guerre, c'est le recueil de témoignages de divers protagonistes et le recoupement de différents points de vue, qui permet une mise en ordre du réel. Cette

[43]SERRANO Yeny, « Les médias de masse au service de la communication de guerre », Suma Psicologica, vol. 15 num.2, sepiembre 2008, pp 423-435.
[44]*Idem*.

récolte d'informations en propre permet *« d'authentifier la réalité de ce qui est raconté et la présence du journaliste sur l'événement »*[45]. Quand le journaliste est dans l'incapacité de se rendre sur place pour diverses raisons (danger, difficultés de déplacement, blocage de l'armée), la vérification des dires de l'armée passe par d'autres moyens comme le téléphone. Ce qui compte dans ce cas de figure, *« c'est d'avoir un réseau de personnes de confiance qu'on obtient à force d'y aller, de rencontrer des gens qu'on connaît, avec qui on a travaillé, qu'on a déjà interviewé ou qu'on a pu rencontrer à Bamako (réfugiés, militaires tchadiens, population civile, MINUSMA*, ONG) »*[46] et qui ont constaté les faits de leurs yeux.

Un autre difficulté doit ici être mentionnée : celle de l'accès aux témoins des événements qui peuvent refuser de parler. Cette situation s'est présentée à de nombreuses reprises au Mali, comme nous avons pu le constater en visionnant les reportages télévisés. En effet, les journalistes français étant assimilés à l'une des parties du conflit, les populations locales se rétractent parfois devant l'objectif des caméras, par peur des représailles. Un reportage de *France 24* daté du 27 mars 2013 et au cours duquel un homme renonce à témoigner, illustre bien cette crainte : *« J'ai peur parce qu'il y a une semaine, ils ont tué un homme ici à cause d'une caméra. Ils l'ont vu à la télé, ils l'ont enlevé, ils l'ont tué »*.

Le rôle du fixeur

Pour surmonter cette série de contraintes, les journalistes font appel à des informateurs locaux nommés « fixeurs ». Un journaliste local et parfois même un correspondant peut endosser ce rôle. Le fixeur assiste le reporter de guerre dans sa mission d'informer, l'éclaire sur la situation de son pays, l'accompagne dans ses déplacements et l'aide à circuler en sécurité, contribue à trouver les bons témoins et peut servir d'interface, d'entremetteur pour accéder à certaines sources. Ce guide peut aussi jouer le rôle d'interprète. Encore faut-il trouver un auxiliaire local neutre, ce qui n'est pas toujours évident, notamment lorsque le fixeur est *« un journaliste local pris dans le système médiatique. Pour résumer, le fixeur débrouille les situations pour*

[45]DAUVIN Pascal, « Le traitement journalistique des crises au regard de la sociologie de la production de l'information », in Marc Le Pape et al., Crises extrêmes, La Découverte « Recherches », 2006, p 57-71.
[46]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

permettre au journaliste de « se faire sa propre idée. Dans le même temps, il est en position de pouvoir cadrer ce qui est montrable et ce qui est dicible »[47].

Correspondant vs envoyé spécial

L'interaction entre les journalistes et leurs sources peut avoir une influence considérable sur la nature des informations recueillies. Pascal Dauvin[48] distingue à ce sujet la situation des envoyés spéciaux de celle des correspondants. Selon l'auteur, *« ceux qui sont de passage sont moins sous l'emprise de leurs sources dans le travail d'écriture... Ou d'épouser telle quelle la lecture proposée... »*, tandis que *« ceux qui sont engagés sur la distance avec leurs sources n'ont pas en revanche la même marge de manoeuvre »*. En d'autres termes, le statut d'envoyé spécial serait synonyme d'une liberté accrue dans le rapport aux sources. Les dires de Thomas Hofnung, journaliste indépendant ex-Libération, viennent corroborer cette analyse, tout en apportant toutefois une limite : *« Le rapport aux sources est forcément différent, peut-être plus détaché mais donc moins profond. Il y a donc des avantages et des inconvénients »*[49]. Evidemment, c'est le professionnalisme de chacun qui joue sur la capacité de distanciation et l'analyse critique. Selon les professionnels interrogés, le correspond a une meilleure connaissance de la zone couverte et dispose de *« meilleurs contacts »*[50]. Néanmoins, comme nous l'avons signalé plus haut, le rôle de fixeur peut être joué par un correspondant. Dès lors, envoyé spécial et correspondant sont complémentaires dans la couverture de certains conflits comme le rappelle Julien Sauvaget : *« Quand on est envoyé spécial, la première chose faite c'est de prendre contact avec son correspondant et de travailler avec lui. Il aide au niveau des contacts et peut apporter un éclaircissement sur certains points »*[51].

[47]DAUVIN Pascal, « Le traitement journalistique des crises au regard de la sociologie de la production de l'information », in Marc Le Pape et al., Crises extrêmes, La Découverte « Recherches », 2006, p 57-71.
[48]*Idem*.
[49]Entretien avec Thomas Hofnung, ex-Libération.
[50]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.
[51]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

Le manque de sources

Un synthèse générale de l'analyse du corpus permet de mettre en avant un déficit considérable de contacts sur place, révélateur des difficultés rencontrées par les journalistes dans leur travail de collecte et de vérification de l'information. Les sources citées dans les productions journalistiques sont les suivantes : les militaires français, les soldats maliens et épisodiquement les troupes tchadiennes, les témoins résidents sur place quand c'est possible ou par téléphone le cas échéant, les expatriés, les ONG, les autorités locales et régionales. De façon récurrente dans la presse écrite, ceux sont les témoignages recueillis par les agences de presse, *Reuters* ou l'*Agence France Presse* qui sont relayés.

Difficulté d'informer sur la guerre

Durant l'intervention Serval, c'est l'argument sécuritaire qui est mis en avant par les responsables politiques et militaires pour justifier la mise à l'écart des journalistes. Le manque d'accès au terrain est une entrave pour les journalistes chargés de couvrir la guerre au Mali, comme en témoigne Florence Lozach[52] : *« C'est effectivement très difficile de répondre aux exigences de notre rédaction qui nous sollicite pour avoir des infos, alors que nous n'en avions que très peu et que nous étions tenus loin de la ligne de front »*. Se documenter, recouper les informations et contourner les rumeurs pour informer de façon fiable devient alors *« la part la plus difficile de l'exercice »* puisque les reporters *« doivent à la fois satisfaire une rédaction depuis Paris, qui a des informations de l'armée par l'état-major car ce sont les seuls à communiquer »*.

Mais face à un manque crucial d'informations sur le terrain, les reporters ne peuvent *« pas témoigner ni confirmer »*[53] des faits relayés par la communication officielle mais qui n'ont pas été constatés sur le terrain. Les mots de Florence Lozach attestent de la difficulté de raconter la guerre malienne : *« Nous restons très vagues, nous*

[52]Entretien avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE.
[53]Entretien avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE.

pouvons parler de l'ambiance générale. Nous essayons d'aller dans des villes où les islamistes étaient passés précédemment, nous essayons de trouver des témoins. Nous cherchons des angles qui permettent d'aborder la guerre, mais de manière indirecte »[54]. A défaut de pouvoir correctement relater le cours des opérations militaires, les journalistes cherchent d'autres angles de traitement, d'autres façons de raconter la guerre.

2. Critiques essuyées par l'armée française

« Une grossière erreur »

Au Mali, le strict encadrement des journalistes a fait l'objet de vives critiques. Selon Florence Lozach, en tenant pendant plusieurs semaines les journalistes à distance de la zone des combats, l'armée a perdu en crédibilité. *« Le problème, c'est qu'ils ont combiné cette séparation sur le terrain avec une absence totale de communication (tout devait passer par Paris) et c'était une grossière erreur »*[55]. Dans un éditorial daté publié le 17 février 2013 dans le journal *Libération*, le directeur de la publication, Nicolas Demorand assimile la couverture médiatique de la guerre au Mali à un *« énième cas d'école »* : *« Les autorités françaises contrôlent de facto le travail journalistique et offrent aux citoyens un récit contrôlé qui ne permet pas l'information légitime du pays »*[56].

Le 16 janvier 2013, *Reporters Sans Frontières* s'insurge du *« black out médiatique »* imposé par l'armée française aux journalistes sur le sol malien : *« En période de conflit, c'est aux journalistes et à leurs médias, et non aux militaires, de déterminer les risques qu'ils sont prêts à prendre dans la collecte de l'information »*[57]. Et de poursuivre : *« Il est impératif que les journalistes soient libres de vérifier par eux-*

[54]Entretien avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE et Canal+.
[55]Entretien avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE et Canal+.
[56]DEMORAND Nicolas, Editorial, Libération, 17 février 2013.
[57]Reporters sans frontières, « Blackout médiatique. Reporters sans frontières demande le libre accès des journalistes aux zones de combats », 16 janvier 2013.

mêmes la situation sur le terrain sans se contenter des informations délivrées par les autorités impliquées dans le conflit, en particulier lorsque les premières accusation d'exactions commises par des militaires surviennent. La situation actuelle présente une grave entrave à l'exercice de leurs fonctions »[58].

Des réactions sur la Toile

Sur le réseau social *Twitter*, les professionnels de l'information témoignent eux-mêmes de la difficulté d'exercer leur métier dans la couverture des événements qui se déroulent au Mali. Le 27 janvier 2013, Guillaume B. tweete : *« Pour pouvoir bosser au Mali, il faut être de @France2tv : 3 équipes embed (+1) derrière barrages maliens, tous les autres à 500 km #Serval »*. Le même jour, « *Nous sommes des dizaines à être bloqués à 500km de #Gao »* puis *« Prétendues raisons de sécurité... Le vrai problème est que #france2 a tous les accès, les autres non! #Gao »*.

Entre impuissance et regrets

Devant cette mise à l'écart des journalistes, *iTELE* a consacré un sujet entier au difficultés rencontrées sur le terrain dans l'accès aux informations. *« Nous avons même fait un montage de toutes nos tentatives de passer les check point pour raconter à quel point il était difficile d'informer sur cette guerre. Le reportage est passé, mais cela n'a pas changé grand-chose pour les journalistes sur le terrain »*[59] regrette Florence Lozach.

Pour ce grand reporter, *« une chose est claire : dans une grande majorité, ce ne sont pas les médias qui ont choisi ou pas d'être embedded avec l'armée, mais bien l'armée qui a choisi qui elle embedderait ou pas dans ces circonstances où tout le monde cherchait à avoir accès, au moins, aux moyens de « transport » de l'armée »*[60]. Le reporters qui ont couvert le conflit malien déplorent d'ailleurs le fait que l'armée française *« conserve comme réflexe de proposer ses embedded systématiquement aux*

[58]Reporters sans frontières, « Blackout médiatique. Reporters sans frontières demande le libre accès des journalistes aux zones de combats », 16 janvier 2013.
[59]Entretien avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE et Canal+.
[60]Entretien avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE et Canal+.

deux « grosses chaines de télévision » à leurs yeux, à savoir TF1 et France 2 »[61]. Par conséquent, ces privilégiés qui ont accès à la logistique militaire ont pu se rendre dans le Nord-Mali dès les premiers jours de l'intervention. Selon Guillaume Lhotellier[62], l'instance militaire choisit les équipes qu'elle embarquera, selon des critères d'audience et d'intérêt.

[61]Entretien avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE et Canal+.
[62]Entretien avec Guillaume Lhotellier, journaliste reporter d'images indépendant.

C. Les soldats de l'info : couvrir Serval à ses risques et périls

1. Journalistes pris pour cible : le risque croissant de la prise d'otages

Un conflit asymétrique

Bien loin du modèle classique des guerres interétatiques, les affrontements modernes opposent désormais des groupes rebelles à des armées nationales conventionnelles. Pour Laurent Teisseire, il a été remplacé par des *« situations asymétriques plus complexes, où affrontement coexiste avec reconstruction, où l'adversaire ne s'identifie pas à chaque instant »*[63]. *« Pour pallier la déficience des moyens, les forces insurgées s'appuient sur une meilleure connaissance des terrains contraignants. La montagne ou l'espace urbain deviennent des théâtres d'opérations favorables à des actions limitées, de harcèlement et d'usure de l'adversaire, qui viennent déstabiliser la structure militaire plus lourde et hiérarchisée de l'adversaire »*[64]. Cette évolution de la nature des conflits a des conséquences sur les risques encourus par les reporters de guerre, dans l'exercice de leur profession en zone de guerre.

Journalistes ou belligérants ?

« A l'instar des militaires qui mènent la guerre, les journalistes qui la rapportent le font au péril de leur sécurité et de leur vie »[65]. Une situation de guerre est intrinsèquement périlleuse. Mais comme le rappelle Aimé-Jules Bizimana, la couverture des conflits contemporains s'accompagne d'une *« menace préméditée*

[63]TEISSEIRE Laurent, « Place et rôle des médias dans les conflits », Revue internationale et stratégique, 2010/2 n°78, p 91-95. DOI : 10.3917/ris.078.0091.
[64]BOULANGER Philippe, Géopolitique des médias. Acteurs, rivalités et conflits. Paris : Armand Colin, 2014, 310 p.
[65]BIZIMANA Aimé-Jules, « Les risques du journalisme dans les conflits armés », Communication, Vol. 25/1, 2006, p. 84-111.

caractéristique du passage à l'acte contre le journaliste »[66]. Les professionnels de l'information sont devenus une cible à part entière des groupes armés et *« les signes distinctifs « Presse » ou « TV » qui constituaient un passeport sur le terrain de tension ne sont sont plus une garantie pour la sécurité des journalistes »*[67]. Julien Sauvaget s'exprime lui aussi en ce sens : *« C'est quelque chose qui n'était pas une problématique il y a 15 ans, 20 ans, à un moment où le journaliste était respecté comme quelqu'un de neutre. Aujourd'hui, on est dans un monde de l'information et l'information fait partie des outils de la guerre depuis la guerre du Vietnam. Depuis, on est considéré comme des belligérants, en tout cas comme ayant des prises de parti. C'est le cas avec les djihadistes dans toutes les zones où l'on ne peut pas se rendre »*[68]. Bénéficiant autrefois d'une immunité, les médias sont désormais considérés comme alliés des belligérants.

Les risques encourus

L'expérience du reporter de France 24 illustre bien les dangers encourus par les journalistes dans la couverture de la guerre au Mali : *« Sur la route Niamey-Kidal, je suis tombé sur des pick-up d'AQMI et du MUJAO. Ils se sont arrêtés et ont discuté avec mon chauffeur. Moi, j'avais un chèche sur la tête et je ne disais pas un mot parce qu'il ne fallait pas qu'ils captent que j'étais blanc »*[69].

[66]BIZIMANA Aimé-Jules, « Les risques du journalisme dans les conflits armés », Communication, Vol. 25/1, 2006, p. 84-111.
[67]*Idem*.
[68]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.
[69]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

2. Armée et journalistes au Mali : le chat et la souris

Logique médiatique vs logique militaire

« Quand j'arrive sur l'aéroport de Tombouctou, je suis dans la colonne militaire, on nous laisse progresser au milieu des troupes parce qu'on est libre de se déplacer, ils ne peuvent pas nous empêcher d'être là... Nous on était sur le terrain parce qu'on s'est échappé, on s'est un peu caché. Ils étaient pas contents mais ils ne pouvaient rien nous dire parce qu'on est des journalistes libres. L'armée veut contrôler son image, nous on veut avoir des images sans contrôle, ça fait partie du jeu donc on va jouer au chat et à la souris, ça fait partie des contraintes d'une zone de guerre »[70]. Ce témoignage de Julien Sauvaget illustre bien le jeu d'interaction complexe qui unit militaires et professionnels de l'information en période de belligérance, durant laquelle logique médiatique et logique militaire coexistent péniblement.

Raconter la Grande muette

Le 18 février 2013, soit cinq semaines après le déclenchement de l'intervention Serval, *Libération* titre en Une, *« Où est passée la guerre au Mali ? »*. Dans le quotidien, plusieurs articles (*« Mali: ce conflit qui ne veut pas faire parler de lui », « Médias contre soldats, un duel de guerre lasse »*) sont consacrés à la rétention d'informations imposée par les militaires sur le terrain, empêchant les journalistes d'exercer convenablement leur mission d'information du public. Julien Sauvaget n'hésite d'ailleurs pas à commenter dans l'un de ses sujets, diffusé sur *France 24,* le 18 février 2013, l'attitude de l'armée tchadienne avec laquelle il réalise un embed : *« L'armée se montre, parade... Mais le tableau doit être parfait. Ici la Grande muette respecte son surnom. Seuls les officiers sont autorisés à parler, les autres n'ont pas le droit de s'adresser face caméra ».*

[70]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

Dans leurs productions, certains professionnels de l'information tentent d'analyser les raisons qui poussent les autorités françaises à restreindre ainsi leur accès au théâtre de l'action et d'expliquer les raisons du silence de l'armée : impératifs de sécurité, spectre de la prise d'otages, opération menée par les forces spéciales, tri de l'information par Paris au profit des médias omnibus, informations sensibles qui peuvent influer sur le déroulement des opérations, blocage par les autorités maliennes, dévoilement dangereux d'informations stratégiques à l'ennemi...

Astuces et ruses journalistiques

Pour documenter sur la guerre au Mali, les journalistes rusent. Ainsi, *M6* a réussi à obtenir quelques images des combattants djihadistes comme le relate Guillaume Lhotellier[71] : *« Nous on avait rencontré un journaliste malien à Bamako qu'on avait envoyé à Tombouctou avec une petite caméra et qui avait pu filmer les groupes djihadistes juste avant qu'ils ne quittent la ville sous la pression de l'armée française*. Ce journaliste reporter d'images indépendant raconte qu' « *il faut aussi se servir de free-lance ou de journalistes locaux qui eux ont accès aux zones interdites pour nous et qui peuvent nous filer un sacré coup de main »* . Florence Lozach témoigne aussi des risques pris dans la récolte de l'information : *« Nous avons feinté au maximum pour passer les barrages, nous avons par exemple pris une pirogue entre Djenné et Mopti tellement nous en avions marre d'attendre et de se faire refouler aux check point »*[72]. Julien Sauvaget décrit aussi les techniques détournées utilisées pour obtenir des informations : « *Après ce qu'on fait en général dans ces cas là c'est que dès que les officiers s'éloignent, on en profite pour faire des interviews de soldats, j'en ai réalisé. Après ça provoquait des tensions avec les officiers, des tensions avec notre fixeur... »*[73].

Une relation donnant-donnant

Les journalistes ont bien conscience de la stratégie de communication déployée par l'armée et savent qu'ils ne peuvent prendre pour argent comptant tout ce

[71]Entretien avec Guillaume L'hotellier, journaliste reporter d'images indépendant.
[72]Entretien avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE et Canal+.
[73]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

qui sort de la bouche de l'institution militaire : *« Ils ont des éléments de langage, ils sont briefés par leurs officiers ou par leurs officiers de presse donc ils savent ce qu'il faut dire et ce qu'il ne faut pas dire et comment se présenter. De toute façon, s'ils nous pipotent, on aura le moyen de vérifier »*[74]. Thomas Hofnung ajoute que *« les militaires ne disent pas tout. Ils ne vont pas vous donner de fausses informations, mais peut être « mentir par omission », surtout quand ce sont les forces spéciales qui sont à la manoeuvre »*[75]. Au sujet du duo journaliste-militaire, Guillaume Lhotellier parle d'une relation *« donnant-donnant »* : *« c'est une relation de confiance qu'il faut établir et qui joue dans les deux sens puisqu'il faut aussi que l'autre joue le jeu et accepte la présence d'une caméra et qu'on ne se contente pas d'avoir des séquences creuses »*[76].

[74]Entretien avec Guillaume L'hotellier, journaliste reporter d'images indépendant.
[75]Entretien avec Thomas Hofnung, journaliste indépendant, ex-Libération.
[76]Entretien avec Guillaume L'hotellier, journaliste reporter d'images indépendant.

Partie 2 : Couverture imparfaite, guerre aseptisée et sans témoins

« Voir, ce n'est pas comprendre : il faut connaître le contexte politique, ethnique, religieux des situations pour être à même de décrypter les enjeux et le sens de certains événements »[77].

CHAPITRE 1. SERVAL : UNE COUVERTURE IMPARFAITE

A. Modalités de traitement par les chaînes de télévision et les grands quotidiens nationaux

1. Serval à la télévision

Une guerre sans images...

Pas d'affrontements. Pas de cadavres ou dans une moindre mesure, des combattants djihadistes tués. Pas d'explosions. Seulement quelques séquences montrant les destructions et les impacts de balles et un léger aperçu des répercutions au sol des bombardement français. Mais de la réalité de la guerre, des combats, des victimes collatérales, pas d'illustrations dans les médias.

[77]RIEFFEL Rémy, Que sont les médias ?, Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2005, 534 p.

Contrainte d'illustration et manque de recul

« Zéro image de combat : objectif médiatique atteint pour l'opération Serval ». Le titre de cet article paru sur le site de *Reporters Sans Frontières* le 15 février 2013 est éloquent et révélateur de la difficulté de couvrir l'intervention française au Mali. Pour raconter la guerre et à défaut de pouvoir la montrer, les journalistes ont tendance à céder à une forme de communication militaire très visible, consacrant de longs reportages au déploiement, au dispositif, à l'entraînement et au quotidien des soldats, aux destructions engendrées par les frappes françaises, aux édifices criblés d'impacts de balles, aux scènes de joie montrant des habitants accueillant les armées françaises et maliennes à l'entrée des villes comme des libérateurs... *« La contrainte d'illustration substitue la logique du vraisemblable à celle du vrai, de façon plus nette dans le domaine de la politique étrangère que dans les autres domaines »*[78].

Le piège du direct

« Dans les médias télévisuels, il apparaît une confusion entre le traitement et la construction de l'information qui conduit à l'illusion de maîtriser l'information par la présentation du direct »[79]. Les directs sont considérés par les chaînes de télévision comme une *« incarnation »*[80] de l'actualité par leurs reporters. Pour Arnaud Mercier, la technologie du direct pose la question du recul journalistique par rapport à ce qu'ils diffusent. Le direct, comme gage de vérité se fait parfois au détriment du recoupement et de la vérification de l'information. *« Si un journaliste ne voit rien, lui donner la parole en direct, simplement parce que son média à la possibilité technique de le faire, n'apporte rien »*[81]. Cantonnés à l'arrière, loin de la ligne de front et des combats, les reporters présents sur le théâtre des événements durant l'opération Serval assurent régulièrement des duplex en direct dans les journaux télévisés. On peut voir de manière récurrente à l'écran, le reporter ou le correspondant seul, intervenant en pleine nuit, sur fond noir, commentant le déroulement des opérations militaires sans avoir pu observer les faits de lui-même et sans que le téléspectateur ne puisse les

[78]SIMEANT Johanna, « 2. Qu'a-t-on vu quand on ne voyait rien ? Sur quelques aspects de la couverture télévisuelle du génocide au Rwanda par TF1 et France 2, avril-juin 1994, in Marc Le Pape et al., Crise extrêmes La Découverte « Recherches », 2006, p 36-56.
[79]BOULANGER Philippe, Géopolitique des médias. Acteurs, rivalités et conflits. Paris : Armand Colin, 2014, 310 p.
[80]Entretien avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE.
[81]MERCIER Arnaud, « Quelle place pour les médias en temps de guerre ? », Revue internationale de la Croix-Rouge, Volume 87 Sélection française, 2005.

constater. Les journalistes relaient ainsi des informations distillées par des sources militaires ou par les responsables politiques, des faits invérifiables sur place. A cet égard, Rémy Rieffel rappelle que *« la véritable information est toujours une reconstruction de la réalité, un choix et une interprétation fondés sur des faits et sur des points de vue »*[82].

Un travail en différé

En préservant leurs informations sur le déroulement des événements, les militaires ont contraint les professionnels de l'information à constater et à reconstituer les faits à postériori. En témoigne cette phrase de Florence Lozach : *« Pour des raisons de secret opérationnel, l'armée ne peut pas communiquer sur l'endroit où elle est, où elle progresse et a donc tendance à dire avec des heures ou des jours de retard où est la ligne de front et dans quelle ville elle est arrivée »*[83]. A l'heure de l'information en direct, ils ont du travailler en différé et raconter les événements des jours après leur déroulement. Cela a notamment été le cas lors de la libération des villes de Diabali et Sévaré.

Ce que racontent les images

Il convient désormais d'analyser les représentations véhiculées par les images animées tirées du corpus. L'armée française apparaît de façon récurrente dans les reportages : sur ses bases militaires, lors de ses sessions entraînements, en patrouilles. Les séquences montrent aussi des soldats maliens, parfois au contact des troupes françaises notamment lors de l'encadrement et la formation des troupes par les officiers français, mais aussi à de nombreuses reprises, lors de leur entrée conjointe, victorieuse et saluée par une foule en liesse dans les villes libérées du joug des djihadistes. Il faut aussi signaler la présence des populations civiles, hommes, femmes et enfants et celle de blessés dans les hôpitaux ou de Maliens victimes d'amputations perpétrées par les bandes armées. Des camps de réfugiés et des scènes d'exodes apparaissent aussi quelquefois. Pour ce qui est des scènes de combats, les

[82]RIEFFEL Rémy, Que sont les médias ?, Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2005, 534 p.
[83]Entretien avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE et Canal+.

seules images relevées dans les médias télévisés sont celles d'origine militaire (ECPAD) qui tournent en boucle.

La figure de l'ennemi est également quasiment invisible du corpus. La représentation des bandes armées est rendue possible grâce à l'utilisation d'images d'archives de l'agence de presse mauritanienne *Sahara Media* ou d'images de propagande circulant sur la Toile. Dès le 11 janvier 2013, *France 2* diffuse les images tournées en 2012 : celles de la destruction des statuettes traditionnelles et des mausolées de Tombouctou et la séquence montrant un couple accusé d'adultère, fouetté en place publique. Sur *iTELE*, des images de chars des djihadistes sont utilisées le 15 janvier 2013, sans mention de leur origine.

De cette analyse des illustrations de la guerre au Mali, il est possible de relever des constantes, fonction de leur répétition. Ainsi, sur l'étendue du corpus, ce sont les contingents français qui sont le plus présents dans les reportages télévisés. C'est principalement la mission d'assistance, de formation, de soutien et de sécurisation opérée par l'armée française qui est mise en relief. Les soldats français apparaissent comme des hommes bien équipés, lourdement armés, mobilisés dans la mission qui leur incombent et oeuvrant pour la paix. L'image véhiculée par la télévision est celle de militaires présents au Mali dans un rôle de soutien, de sauvetage et de sécurisation.

...Quand l'information revient au front

La censure du CSA en question

Le 7 février 2013, soit près d'un mois après le début de l'intervention Serval, l'émission de reportages *Envoyé Spécial*, diffuse un sujet intitulé *« Exactions au Mali ? »*. L'équipe de journalistes avait enquêté sur les exactions commises au Mali depuis le début de la guerre. Dans une séquence d'une durée de 12 secondes, on peut distinguer des images de charniers. *« Des traces de sang séché et des corps*

enchevêtrés au fond d'un puits » décrit le commentaire de la rédactrice. Ce sujet a valu à la chaîne de télévision *France 2* une sévère mise en garde du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel : *« Considérant que des plans répétés et particulièrement insistants sur les corps des personnes décédées, sans analyse correspondante, étaient susceptibles de constituer une atteinte à la dignité de la personne humaine, le Conseil, réuni en assemblée plénière le 12 février, a décidé de mettre fermement en garde les responsables de France Télévisions contre le renouvellement de tels manquements »*[84]. Le Conseil rappelle par ailleurs dans ce communiqué qu'il est *« conscient des difficultés dans lesquelles s'effectue le travail des journalistes et des rédactions pour relater les événements relatifs à ce conflit »*[85].

En tout état de cause, les plans répétés dénoncés par les sages n'existent pas. Cette critique n'a pas lieu d'être. La séquence est très courte, peut certes choquer le téléspectateur, mais c'est une pièce à conviction indispensable. A défaut de corroborer des faits, puisque ces preuves ne suffisent pas à établir la culpabilité de l'armée malienne, ces images ont le mérite de montrer la réalité de la guerre. Ainsi, le CSA s'investit d'une mission de contrôle de l'information, au plus grand désarroi des professionnels de l'information. Guillaume Lhotellier se dit *« choqué »*, *« décontenancé »* par cette remontrance du CSA : « *C'est n'importe quoi : si on ne peut montrer des images d'une guerre sans montrer de corps. Il faut aussi montrer la réalité d'une guerre, dans la limite du diffusable évidemment. Mais après une guerre c'est pas les bisounours donc oui, c'est des images de corps au fond d'un puits, voilà c'est la réalité sur le moment. C'est pas du tout le rôle du CSA, le CSA se décrédibilise totalement en intervenant sur ce genre de question* »[86]. Le directeur de *Reporters Sans Frontières*, Christophe Deloire, proteste et accuse le CSA de censure : *« Il est aberrant de ne montrer de la guerre que des couchers de soleil sur des chars rutilants. Le CSA est entré dans cette logique alors qu'il doit défendre la liberté la liberté des médias »*[87].

[84]Communiqué du CSA, « Images de guerre au Mali : le CSA met en garde France Télévisions », 14 février 2013.
[85]Communiqué du CSA, « Images de guerre au Mali : le CSA met en garde France Télévisions », 14 février 2013.
[86]Entretien téléphonique avec Guillaume Lhotellier, journaliste reporter d'images indépendant.
[87]Reporters Sans Frontières, « CSA censeur ? Le CSA face à Envoyé Spécial : « cachez ces exactions que nous ne saurions voir », 27 février 2013.

Faut-il montrer les morts ?

Après la *« guerre sans images »* des premières semaines, les envoyés spéciaux ont du mal à comprendre les choix de leurs rédactions de trier et de ne pas diffuser les images de corps, qui font partie intégrante d'une situation de guerre. Florence Lozach s'exprime ainsi à ce sujet : *« On reproche à l'armée de nous bloquer le passage parce que nous voulons nous approcher du front. On ne peut pas, une fois ce front rejoint, ne pas diffuser d'images sous prétexte qu'elles sont choquantes. Oui la guerre fait des morts et c'est aussi notre rôle de le raconter, et, en télé, de le montrer »*[88]. Dans un reportage sur la bataille de Gao diffusé sur *iTELE* le 22 février 2013, l'équipe tourne des images de cadavres des kamikazes. *« Les corps étaient en morceaux, nous avons filmé de manière à ce que les images soient les moins choquantes possibles »*. Finalement, seuls les plans brefs et lointains montrant des pieds ou des mains, sont conservés par sa hiérarchie.

2. Serval dans les journaux : un récit plus détaillé et plus critique

Le risque d'enlisement

Dès le lancement de l'opération Serval, plusieurs observateurs s'inquiètent du risque d'enlisement de ce conflit. La comparaison avec le bourbier afghan est faite à de nombreuses reprises dans les quotidiens nationaux. Dans un éditorial du journal *Le Monde* daté du 25 janvier, 2013 Nathalie Nougayrède, alors directrice de la rédaction, s'exprime en ce sens : *« Les partenaires européens de la France ne se précipitent pas pour lui prêter main-forte dans ses opérations de combat au Mali... Après dix ans d'enlisement sur les contreforts des monts afghans, la « war fatigue » a gagné les esprits, et personne n'a envie de s'enfoncer durablement dans les sables du Sahel... Les alliés de la France lui disent en substance : nous sommes derrière vous et c'est*

[88]Echange de mails avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE et Canal+.

bien à l'arrière que nous comptons rester »[89]. Le 21 janvier, dans *Libération*, Pierre Boilley, professeur d'histoire de l'Afrique contemporaine, souligne aussi le *« risque d'une guerre longue, incertaine et asymétrique »*.

Les raisons de l'engagement

Si dans la majorité des médias étudiés, les justifications données pour justifier la guerre engagée par la France au Mali sont conformes à celles avancées par le Président de la République, d'autres médias se montrent plus critiques, n'hésitant pas à mettre en avant des arguments de guerre différents de ceux déclarés par l'Etat français : néocolonialisme, motifs humanitaires, conservation d'une sphère d'influence en Afrique et enjeux économiques. A titre d'exemple, on peut citer l'article du journal le *Monde* daté du 13 janvier 2013, qui rappelle les *« intérêts économiques non négligeables » de la France au Sahel*. Dans un éditorial du *Figaro* publié le 22 janvier, Yves Thréard parle de la *« lutte contre les déplacements forcés de population et son prolongement, l'immigration clandestine vers l'hémisphère nord »*, des éléments non exprimés par les responsables politiques.

Issue incertaine, doutes et critiques

En janvier, les premiers doutes sont émis quant à l'issue de cette intervention militaire. Le jour du déclenchement de Serval, dans le journal *Libération*, Thomas Hofnung décrit des *« moyens militaires non négligeables mais pas forcément suffisants »*. Le 14 janvier 2013, Isabelle Lasserre du *Figaro* pointe dans son article *« les dangers de l'opération Serval »*. Des doutes sont émis sur les capacités de la France en termes de moyens et de capacité de formation de l'armée malienne : *« aura t-elle suffisamment de force pour mener la guerre jusqu'à son terme ? »*. Le même jour, Alain Frachon, directeur du quotidien *Le Monde*, met en avant *« les périls que recèle l'opération »* : accusation de néocolonialisme, risques pour les huit otages aux mains d'AQMI, accroissement de la haine envers les Occidentaux. Il rappelle également les dangers que recèle la notion de *« nation building »*. *« Cette guerre doit être africanisée, la France ne conserverait pas longtemps sa légitimité si elle*

[89]NOUGAYREDE Nathalie, « L'ombre de l'Afghanistan sur le Mali », Le Monde, 25 janvier 2013.

conduisait elle-même les combats » déclare quant à lui le général Vincent Desportes sur *LeMonde.fr*, le 15 janvier. Le 21 janvier, c'est au tour de Pierre Boilley de s'insurger dans *Libération*, contre le manque de précision des buts de guerre affichés par le politique. Un ancien ministre malien interrogé dans un article de ce même périodique publié le 29 janvier 2013, fait part de son inquiétude : *« La conquête du Nord-Mali ne fera pas disparaître la menace... La France sera contrainte de rester »*.

Au fil de l'avancée du récit, et alors que les responsables politiques annoncent un retrait prochain des troupes françaises, les interrogations demeurent au sein des rédactions. *« L'avenir incertain du Mali après l'opération Serval »* titre *Le Monde* le 9 mars. La journaliste Nathalie Guilbert, envoyée spéciale à Bamako peint un tableau peu reluisant de la situation sur le terrain avec *« des forces armées censées prendre le relais des Français loin d'être prêtes »* et une MISMA qui *« manque de tout : chaussures, rations, pick-up, armes »*. Elle parle d'un *« vide inquiétant qui se présente »* pour la suite, d'une *« situation politique au Mali reste toujours incertaine »* et d'une question cruciale, celle du mouvement indépendantiste touareg, bien loin d'être réglée. Le 29 mars, Thomas Hofnung décrit un pays où *« la sécurité est loin d'être rétablie sur l'ensemble du territoire »*.

Certaines voix contestent aussi la légitimité de Serval. Marc-Antoine Pérousse de Montclos s'exprime dans les colonnes du *Figaro* le 18 mars et décrit une *« substitution »*, une *« immixtion de Paris dans les affaires maliennes »* et se montre sceptique quant à la neutralité de cette intervention. Ce spécialiste des conflits armés intervient aussi dans les feuillets de *Libération*, rappelant que la résolution 2085 de l'ONU n'a pas autorisé le déploiement de l'armée française et que la France se comporte comme une *« force d'occupation »*.

B. La guerre au Mali : une compréhension imparfaite

1. Des raisons liées aux mutations du champ journalistique

Le recul de l'actualité internationale

Depuis les années quatre-vingts, le traitement et la place accordée à l'information internationale par les chaînes de télévision françaises a subi de profondes transformations. D'une matière considérée comme *« noble et légitime »*, la politique étrangère a progressivement perdu de son prestige et s'est vue peu à peu déclassée au rang d'*« infogéné »*, ne faisant plus l'objet d'un suivi régulier. Dominique Marchetti[90] apporte un éclairage intéressant sur ces mutations. Dans les situations de conflits où la France est engagée, les logiques commerciales des chaînes de télévision et la crainte d'être accusées de perdre leur objectivité journalistique, annihilent toute énonciation de critiques à l'égard de la position officielle du pouvoir politique en place.

Cette baisse tendancielle de l'actualité internationale dans les médias est aussi due à la restructuration des rédactions liées à une baisse des dépenses. La fermeture progressive des bureaux à l'étranger s'inscrit dans cette logique. Sur le continent africain, *TF1* ne dispose plus de correspondant permanent, tandis que *France 2* conserve une rédaction à Dakar. Excepté dans les situations de « *grands conflits »*, cette maîtrise des coûts par les dirigeants de chaînes a pour effet de limiter les déplacements des équipes de reportage, leur durée et les moyens de transmission déployés sur le terrain. En outre, si certaines chaînes de télévision, comme *TF1* ou *France 2*, disposent encore de budgets suffisants pour envoyer un rédacteur, un journaliste reporter

[90]MARCHETTI Dominique, La fin d'un Monde ? Les transformations du traitement de la « politique étrangère » dans les chaînes de télévisions françaises grand public, in ARNAUD L. et GUIONNET C., Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

d'images, un monteur et un preneur de son, la grande majorité des équipes est désormais composée de deux personnes : un rédacteur et un cameraman.

L'absence de spécialistes

De plus, les changements dans le traitement des événements internationaux s'explique aussi par la suppression graduelle des services consacrés à la politique internationale. Cette *« dé-spécialisation »* va de pair avec la présence grandissante de *« journalistes généralistes et polyvalents ». « Loin d'être anecdotique, cette disparition progressive des services de Politique étrangère à France 2 et TF1 témoigne du fait que l'information internationale est de moins en moins traitée par des « spécialistes » d'aires géographiques, souvent informés des jeux politiques locaux, mais davantage par des journalistes tout terrain »*[91]. Si quelques spécialistes subsistent au sein des rédactions, l'actualité étrangère n'est plus traitée de façon autonome. Ainsi, l'effacement du modèle du grand reporter *« expert installé et reconnu couvrant tous les théâtres »*[92] appelle une transformation de la couverture médiatique des conflits, comme le souligne Laurent Tesseire. Pour Julien Sauvaget, ce manque de spécialistes est un problème assez général qui touche une grande majorité des rédactions télévisées car : *« Un journaliste est généraliste souvent dans une chaîne d'information télévisée et il est envoyé là où ça se passe, quelques soient ses connaissances du terrain »*[93]. Cette réorganisation s'accompagne donc d'une montée en puissance des journalistes généralistes ne disposant pas forcément de la culture et des connaissances suffisantes.

Conséquence sur le traitement des conflits

Ces métamorphoses du champ journalistique ont de lourdes conséquences sur le contenu de l'information internationale puisque c'est désormais *« la description de situations concrètes et d' « histoires humaines » qui constituent la trame de la*

[91]MARCHETTI Dominique, La fin d'un Monde ? Les transformations du traitement de la « politique étrangère » dans les chaînes de télévisions françaises grand public, in ARNAUD L. et GUIONNET C., Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.
[92]TEISSEIRE Laurent, « Place et rôle des médias dans les conflits », Revue internationale et stratégique, 2010/2 n°78, p 91-95. DOI : 10.3917/ris.078.0091.
[93]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

plupart des sujets ou des reportages »[94]. Marchetti ajoute que ces modifications suscitent des critiques au sein même de la profession, les angles de traitement choisis étant considérés comme *« trop simplistes, décontextualisés »*, jouant sur le registre de l'émotion et ne permettant pas une compréhension globale des enjeux de l'événement.

La presse écrite rescapée

Malgré une chute grandissante de la diffusion de ses titres, la presse écrite ne connaît pas les mêmes mutations. Dans les quotidiens généralistes d'information, les services dédiés à l'actualité internationale subsistent, tout comme les professionnels spécialisés dans un domaine délimité (politique internationale, défense), voire une zone géographique (Afrique). Ces différences entre les médias explique en partie, que le traitement de la crise malienne soit plus détaillé sur le support papier.

2. Situation complexe au Mali et manque d'intelligibilité

La couverture télévisuelle de la guerre au Mali a proposé aux téléspectateurs français une grille de lecture relativement simpliste et homogène des événements. Il faut ajouter que la qualification des ennemis est brouillée pour le lecteur ou le téléspectateur. Plusieurs raisons expliquent ce manque d'intelligibilité qui caractérise le conflit malien.

Vulgarisation vs complexité

Il y a d'abord le format télévisuel qui ne se prête pas à l'explication claire d'une situation complexe. Le journaliste dispose d'une minute trente pour raconter les faits vus ou entendus sur le terrain et par conséquent, dans ce travail de synthèse et de vulgarisation, le risque d'offrir un éclairage imparfait aux téléspectateurs est constant.

[94]MARCHETTI Dominique, La fin d'un Monde ? Les transformations du traitement de la « politique étrangère » dans les chaînes de télévisions françaises grand public, in ARNAUD L. et GUIONNET C., Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

A ce propos, Yeny Serrano rappelle que les contraintes économiques, auxquelles sont soumises les rédactions, favorisent des *« messages simples, courts, stéréotypés et des images choc qui attirent l'attention des récepteurs »*[95]. Pascal Dauvin ajoute que *« l'impératif de lisibilité exige une simplicité et une concision difficilement compatibles avec les complexités des situations »*[96].

La situation malienne entre parfaitement dans ce cas de figure comme le rappelle Julien Sauvaget : *« Entre la méconnaissance de certains journalistes, entre la complexité de la situation, des alliances qui se font, se défont, des notions de tribus qui viennent interférer la-dedans, c'est très compliqué et c'est pour cette raison que l'amalgame a été très souvent fait et je pense que le téléspectateur français globalement n'a pas compris la vraie différence qui existe entre les Touaregs et les djihadistes »*[97]. Le reporter regrette par ailleurs que les chaînes de télévision ne fasse pas plus régulièrement d'encadrés explicatifs qui permettraient de clarifier la situation pour le téléspectateur et que ces informations soient noyées dans la masse. De son côté, Guillaume Lhotellier confirme lui aussi cette difficulté : *« Pour le grand public, c'était un conflit pas évident à expliquer, d'où, je pense, parfois des raccourcis qui ont pu avoir lieu. Sur certains distinguos entre les trois groupes en présence qui avaient tous des origines différentes, c'était pas simple »*[98]. Et de fait, l'amalgame entre les mouvements insurrectionnels indépendantistes et djihadistes est fréquente dans les médias.

Le poids des mots

Les qualificatifs utilisés par les médias pour qualifier les ennemis sont nombreux. Parmi les termes choisis, il est possible d'établir trois sous-catégories de champs lexicaux : la première se rapporte au terrorisme, la seconde à l'islamisme et plus généralement au paramètre religieux et la dernière à un registre guerrier. Ces différents ensembles sont parfois recoupés ou assemblés.

[95]SERRANO Yeny, « Les médias de masse au service de la communication de guerre », Suma Psicologica, vol. 15 num.2, sepiembre 2008, pp 423-435.
[96]DAUVIN Pascal, « Le traitement journalistique des crises au regard de la sociologie de la production de l'information », in Marc Le Pape et al., Crises extrêmes, La Découverte « Recherches », 2006, p 57-71.
[97]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.
[98]Entretien avec Guillaume Lhotellier, journaliste reporter d'images indépendant.

Sur le premier registre, le vocabulaire récolté est le suivant : *« groupes terroristes », « terrorisme islamique », « terroristes », « menace terroriste », « groupes djihadistes et terroristes », « agression terroriste », « terroristes islamistes », « groupes terroristes et islamistes », « kamikazes »*.

Voici ce qu'il en est de la deuxième catégorie, regroupant les termes ayant trait à l'islamisme : *« djihadistes », « menace islamiste », « groupes islamistes armés », « mouvements islamistes armés », « islamistes », « fanatiques », « islamistes armés », « groupes islamistes », « forces djihadistes », « groupes djihadistes et terroristes », « groupes radicaux », « violence extrémiste », « salafistes », « terrorisme islamiste », « combattants islamistes », « terroristes islamistes », « rebelles islamistes », « ombres islamistes », « poudrière islamiste »*.

Quant au vocabulaire guerrier, il se décompose de la manière suivante : *« groupes armés », « combattants », « bandits », « narcotrafiquants », « insurgés », « bandes armées », « mercenaires », « rebelles », « mouvements armés », « troupes coalisées »*.

On le voit, les choix sémantiques pour nommer les groupes en présence sont très nombreux. Cependant, d'un point de vue quantitatif, le champ lexical le plus prégnant dans le corpus journalistique étudié correspond à la sous-catégorie en rapport avec l'islamisme. Il convient donc ici de s'attarder sur le sens de plusieurs mots : *« islamisme »*, *« djihadisme »* et *« salafisme »*. Selon le dictionnaire Larousse, l'islamisme est *« un mouvement regroupant les courants les plus radicaux de l'islam, qui veulent faire de celui-ci, non plus essentiellement une religion, mais une véritable idéologie politique par l'application rigoureuse de la charia et la création d'Etats islamiques intransigeants »*. Le djihadisme est le *« nom par lequel on désigne les idées et les actions des fondamentaux extrémistes qui recourent au terrorisme en se réclamant de la notion islamique de djihad »*. Quant au salafisme, c'est *« un courant fondamentaliste de l'islam, qui prône aujourd'hui un retour à la religion pure des anciens en recourant à une lecture littérale des sources »*.

Si le gouvernement socialiste a inscrit son action dans la lutte contre un ennemi clairement désigné, le *« terrorisme »*, il faut noter ici que les chaînes de télévision et les quotidiens nationaux, n'ont relayé que dans une moindre mesure les choix sémantiques officiels. Il convient néanmoins de se demander si la grille de lecture

choisie par les médias pour nommer les combattants armés correspond à la réalité. Car le terme *« islamistes »* relayés par les journalistes est déjà emprunt d'une forte idéologie. Julia Dufour[99] estime qu'une *« entente islamiste »* existe entre ces différentes entités. En excluant le cas du MNLA, AQMI, le MUJAO et Ansar Eddine *« ont pour point commun leur appartenance à l'idéologie salafiste »* et sont aussi *« islamistes »*. L'auteur de cette étude rappelle que la différence entre ces groupes porte, entre autres, sur la présence ou l'absence de vision djihadiste. Ainsi, AQMI et le MUJAO s'inscrivent dans une démarche djihadiste, tandis que le combat d'Ansar Eddine ne concerne que le territoire malien. En outre, AQMI et le MUJAO ont a leur compte des prises d'otages et sont à l'origine d'attaques terroristes. L'usage du terme *« islamistes »* peut donc être justifié, à condition qu'il soit accolé d'un autre qualificatif tel que *« armés »*, *« terroristes »*, *« djihadistes »* ou encore *« salafistes »*.

Qualification brouillée des ennemis, abus et amalgames

Les éléments d'information relatifs aux mouvements armés en présence sont relégués au second plan et peu de médias s'attachent à faire une description précise des acteurs en présence, au risque d'une description extrêmement brouillée des ennemis et un manque de compréhension pour le lecteur ou le téléspectateur français. Il convient aussi de rappeler que les journalistes n'ont que très rarement distingué les différentes forces, leur collant une étiquette commune lourde de sens, au risque d'un raccourci ou d'un dangereux amalgame. La mise en avant constante du paramètre religieux se fait au détriment des paramètres ethniques, fondamentaux dans ce conflit. Méconnaissance de certains professionnels ? Manque de temps ? Complexité de la situation malienne ? Intérêt supposé du public ? Contraintes liées au format télévisuel court ? Dans une situation de guerre, le choix des mots est essentiel et doit inciter à la plus grande prudence.

Dans l'esprit des journalistes, dans un tel contexte, les précautions sont de mises. Pour Guillaume Lhotellier, il faut faire attention à l'utilisation des mots : *« On sert un peu à toutes les sauces le terme « islamistes » alors que je pense qu'il vaut mieux parler de « djihadistes », de « terroristes » que d' « islamistes » »*[100]. Florence Lozach

[99]DUFOUR Julia, Groupes armés au nord-Mali : état des lieux, Note d'analyse du GRIP, 6 juillet 2012, Bruxelles.
[100]Entretien avec Guillaume Lhotellier, journaliste reporter d'images indépendant.

pense également que l'usage par les médias du terme *« terroristes »* est toujours à *« délicat »*. Dans le cas de Serval, l'utilisation de *« jihadistes »* ou *« groupes armés islamistes »* est plus adapté selon elle. Thomas Hofnung parle lui aussi de *« jihadistes »* et se montre plus critique vis-à-vis de la position officielle, réfutant l'emploi du terme *« terroristes »* : *« C'est avant tout un terme politique... Au départ, ces groupes ne cherchent pas à terroriser la France ou les Occidentaux, c'est en les frappant que l'on se place dans cette position. En revanche, ils veulent conquérir les territoires et instaurer la loi islamique, mais ce n'est pas ce que l'on appelle du terrorisme à proprement parler »*[101]. Dans ses papiers pour le quotidien d'information *Libération*, Thomas Hofnung qualifie bien les groupements armés de *« jihadistes »*, mais aussi, à plusieurs reprises de *« groupes islamistes »*, *« islamistes d'Ansar Eddine et leurs alliés terroristes d'AQMI »* et *« salafistes »*.

[101]Entretien avec Thomas Hofnung, ex-Libération.

C. La guerre contre le terrorisme : une seule vision de la guerre

"Depuis la guerre du Vietnam, on est considéré comme étant des belligérants, en tout cas comme ayant des prises de parti"[102].

1. Une problématique récente : les journalistes sont-ils seulement des témoins ?

La guerre d'un seul côté

Aujourd'hui, il n'est plus possible comme autrefois de couvrir une guerre des deux côtés à la fois, du point de vue des deux camps en présence, les loyalistes et les rebelles. Les journalistes deviennent des cibles à part entière et les envoyés spéciaux sont otages des forces d'intervention, comme au Mali, des armées françaises et maliennes. La couverture d'un conflit quand son pays est une des parties combattantes est donc de plus en plus délicate. *« C'est de moins en moins facile car pour les populations et les acteurs du conflit, vous êtes, en tant que journaliste, assimilé à votre gouvernement. Je l'ai vécu au Mali. A Gao et à Tombouctou, on était applaudis comme des libérateurs et sur les routes, une cible potentielle pour les groupes jihadistes »[103].* Jean-Pierre Perrin, co-rédacteur en chef du service international du journal *Libération* brosse un constat de la situation récente et de la couverture asymétrique des conflits contemporains : selon lui, les choses se sont figées depuis les attentats du 11 septembre 2001. Depuis cette date, il est devenu plus difficile de couvrir un conflit des deux côtés. *« On n'arrive plus à communiquer avec les rebelles, on ne peut plus les accompagner : les djihadistes, s'ils veulent nous voir, ils vous invitent. S'ils ne vous invitent pas, c'est qu'ils ne veulent pas vous voir! »[104].*

[102]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.
[103]Entretien avec Thomas Hofnung, ex-Libération.
[104]Débat au Théâtre de la ville dans le cadre des « Jeudis de Libération », « Le métier de reporter de guerre », 18 février 2013.

Dès lors, à l'époque moderne, le rôle du reporter de guerre serait-il désormais de montrer une seule réalité, un seul camp, pour s'assurer la victoire de la communication ? Jean-Pierre Perrin s'exprimera en ces termes sur *France culture* : *« Personne ne se bat pour aller dans le camp d'en face. Or c'est là que se trouve la réalité du terrain »*[105]. Si la crainte de la prise d'otage explique en grande partie cette couverture unilatérale de la guerre au Mali, Florence Lozach[106] parle aussi de *« la peur d'être victime d'un tir de l'armée française »*. En outre, la jeune femme explique que pour raconter la guerre du point de vue du camp adverse, *« il aurait fallu avoir des contacts suffisants pour avoir accès aux jihadistes »*. Selon elle, les réseaux entre les fixeurs et les combattants n'étaient pas suffisamment établis pour proposer à certains journalistes d'être embedded dans le camp adverse.

La neutralité journalistique en question

« Il faut tenter de présenter les forces armées de son pays comme un belligérant comme un autre et ne pas dire « nous » en parlant de l'armée française comme je l'ai entendu parfois sur les plateaux pendant la guerre au Mali... Notre rôle n'est pas de dire que les Français sont les héros et les jihadistes les méchants »[107]. Autrement dit, dans la couverture d'un conflit où leur pays est belligérant, les journalistes doivent donc éviter à tout prix de céder à un quelconque élan patriotique. A l'inverse de ce principe, le 24 janvier 2013, sur *iTELE*, Olivier Ravanello commente en plateau l'opération militaire en cours au Mali : *« Ecoutez, objectivement ça se passe pas très mal... Pas...* (Léa Samalé : *« pas très bien »*) *Si plutôt pas mal, plutôt pas mal. Pourquoi, parce qu'on frappe vite et qu'on frappe fort »*. L'usage du pronom « on » par le journaliste témoigne d'une prise de partie maladroite et d'un manque crucial de neutralité.

[105]« Mali : comment informer face au black out militaire », Le secret des sources, France culture, 19 janvier 2013.
[106]Entretien avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE et Canal+.
[107]Entretien avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE et Canal+.

2. Le devoir d'informer et ses limites

Dans les sujets diffusés par les chaînes de télévision françaises, plusieurs reporters font état des difficultés rencontrées sur le terrain pour couvrir l'intervention française au Mali et comment ces contraintes influent sur ce qu'ils montrent dans leurs sujets. Florence Lozach évoque *« la difficulté de savoir ce qui se passe sur le terrain et d'avoir des informations précises »* le 13 janvier 2013, sur *iTELE*. Le 14 janvier 2013, les commentaires de Matthieu Mabin, dans son reportage pour la chaîne de télévision *France24* sont éloquents : *« Ici pas de caméra. C'est une guerre sans témoins »*. *« On se sait pas vraiment où en sont ces combats mais on sait qu'ils se poursuivent »* raconte Gérard Grizbec, en direct le Ségou pour F*rance 2*, le 16 janvier 2013. Sur *TF1*, le 18 janvier, *« difficile de savoir, aucun accès, aucune image »*. Le même jour, Patricia Allémonière, envoyée spéciale pour *TF1* annonce *« cette guerre est une guerre sans images »*. Le 4 mars 2013, le journaliste d'*iTELE* rappelle qu'il est *« difficile de savoir où en sont les combats »*.

Frustration et partialité

Les reporters de guerre témoignent pareillement de leur frustration à ne pouvoir couvrir la guerre que d'un seul bord : *« Aujourd'hui c'est une des principales problématiques, on ne peut plus passer des deux côtés, on est obligé de « choisir » un côté, qu'on soit d'accord ou pas avec ce qui est dit. A nous d'essayer de rester le plus neutre possible... Oui c'est partiel car c'est une vision de la guerre »*[108].

Conscience professionnelle

Dans la couverture de terrains minés comme au Mali, les journalistes chevronnés font preuve de prudence. Ils ont conscience des risques encourus et savent s'arrêter lorsque les circonstances l'imposent. *« Plusieurs fois on aurait pu certainement négocier avec l'armée malienne. Certaines fois, on nous bloquait à Sévaré, à Malkala on pouvait passer. On a décidé de ne pas aller plus loin pour des*

[108]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

raisons de sécurité de nous-mêmes. On ne prend pas ce risque, on ne sait pas quelle est la situation après cette ligne, c'est la dernière ligne de défense malienne, on ne sait pas combien de djihadistes il y a, est-ce qu'ils sont nombreux, partout ou pas »[109].

Absence de recul critique

S'ils affirment leur indépendance dans l'exercice de leur mission d'information, certains reporters semblent quelque peu oublier les conséquences sur leur travail d'un embedment. *« Pour informer de manière fiable, typiquement si on est embedded avec l'armée française pour aller dans les massifs où ils vont chercher les djihadistes un à un, on est obligé de se remettre totalement à l'armée là pour le coup. Mais c'est normal, moi ça ne me choque pas, ça fait partie du jeu... Quand on est embarqué avec l'armée, on connaît les règles, on sait qu'il peut y avoir un droit de regard et cela n'empêche pas de travailler assez librement »*[110]. A cet égard, si *« il faut se mettre d'accord dès le départ sur les choses à filmer ou pas »*[111] comme le décrit Guillaume Lhotellier, il faut bien admettre que le reportage réalisé est contraint, encadré voir limité.

Une logique d'interdépendance

Nous l'avons vu, en temps de guerre, le travail des professionnels de l'information est largement conditionné par une série de variables, imputables d'une part, au champ journalistique lui-même (concurrence médiatique, logique commerciale, poids des rédactions et impératifs du direct, méconnaissance de l'histoire et du contexte du pays couvert ou encore manque de professionnalisme de certains journalistes) et d'autre part, à des contraintes propres à une situation de crise (dangerosité du terrain, contrôle de l'information par les militaires, sources d'information identiques, difficultés d'accéder aux témoignages). La couverture d'un conflit est donc tributaire d'un jeu d'interactions complexe et d'une *« logique d'interdépendance »*[112]. En effet, la manière dont les journalistes interprètent les

[109]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.
[110]Entretien avec Guillaume L'hotellier, journaliste reporter d'images indépendant.
[111]Entretien avec Guillaume Lhotellier, journaliste reporter d'images indépendant.
[112]RIEFFEL Rémy, Que sont les médias ?, Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2005, 534 p.

événements et rendent compte des affrontements et des situations confictuelles est le résultat d'un *« cadrage interprétatif, c'est à dire un schéma de perception du monde »*[113]. Julien Sauvaget résume bien cette notion : *« C'est aussi des questions de points de vue, de la façon de voir le monde, de percevoir les choses qui font qu'on a des comptes rendus complètement différents »*[114]. Autrement dit, le cadrage est une lecture interprétative d'une réalité donnée.

Limites liées à l'audience de la chaîne

Le fait de travailler pour une rédaction française a aussi pu constituer un inconvénient de taille pour les journalistes dépêchés au Mali. En effet, outre le spectre de la prise d'otages présents dans les esprits, les chaînes francophones, à l'instar de *France 24*, sont très écoutées dans la région. Les autorités militaires filtrent donc légitimement les informations relayées aux médias, par peur qu'elles servent à l'ennemi. De surcroît, Julien Sauvaget, reporter pour *France 24* fait part des précautions prises sur le terrain et de l'*« énorme »* influence que pouvait avoir ce paramètre sur son travail : *« Il ne fallait pas donner trop de renseignements à l'adversaire, ne pas trop se localiser, il fallait se localiser différemment, sur nos directs, on mentait sur nos localisations pour se protéger, on ne donnait pas nos positions exactes... Parler des exactions de l'armée malienne sans être sûr de nous, sans avoir pu vérifier les choses, avoir vu les cadavres… Nous a obligés à une extrême prudence sur ce qu'on disait parce qu'on ne voulait pas provoquer de réactions de violence ou des règlements de compte. C'est très délicat, on se doit d'être plus précis »*[115].

[113]RIEFFEL Rémy, Que sont les médias ?, Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2005, 534 p.
[114]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.
[115]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

CHAPITRE 2. SERVAL : UNE CO-CONSTRUCTION DES JOURNALISTES ET DE LEURS SOURCES

« L'exercice de la profession de journaliste en temps de guerre est tributaire des décisions de la stratégie politique et militaire »[116].

A. Une grille de lecture française du conflit malien

1. Valorisation de l'opération Serval par les médias

La grille de lecture des conflits africains

Dans son étude réalisée sur le traitement médiatique des conflits africains entre 1994 et 2008, François Robinet relève une grille de lecture relativement homogène dans les productions journalistiques, notamment télévisuelles traitant de l'Afrique et ses situations de crise. La trame narrative est souvent récurrente et valorise le rôle de la France et des Français. Ce schéma classique repose sur *« l'incertitude qui pèse sur le sort des populations civiles soumises à une menace imminente (les combats) »*[117] et se construit *« autour des figures traditionnelles de la victime, du sauveur et du persécuteur »*[118]. Dans ce récit, les victimes sont les populations civiles et les réfugiés. Les sauveurs sont les militaires et les dirigeants politiques français, quand le rôle du persécuteur est tenu par les responsables politiques africains. En l'espèce, les victimes sont les Maliens, qui vivent sous le joug des islamistes radicaux faisant régner la terreur depuis plusieurs mois. Les militaires et le gouvernement français incarnent la figure des sauveurs, puisque l'armée se déploie à la demande du Président malien par intérim, Diouncounda Traoré, dans le but de repousser ces groupuscules et

[116]BIZIMANA Aimé-Jules, « Les risques du journalisme dans les conflits armés », Communication, Vol. 25/1, 2006, p. 84-111.
[117]ROBINET François, « Journalistes, responsables politiques et militaires français en Afrique : une information en co-production (1994-2008) ? », Relations internationales, 2013/1 n°153, p 95-106. DOI : 10.3917/ri.153.0095.
[118]*Idem*.

de rétablir l'intégrité territoriale du Mali. Traoré est d'ailleurs présenté comme incapable de tenir les rênes du pays et en partie responsable de la situation, tandis que l'ex chef de l'Etat démissionnaire, Amadou Toumani Touré est accusé d'avoir vidé la démocratie de sa substance et d'avoir laissé la drogue gangrener son pays. La menace est bien évidemment aussi symbolisée par les différents bandes armées en présence, qui sont représentées comme des persécuteurs.

L'auteur explique cette présentation relativement réductrice et dichotomique des réalités africaines - avec *« d'un côté les populations africaines présentées comme violentes ou menacées, de l'autre des Français qui sont dans le temps de l'action et qui portent assistance à un pays et à des populations vulnérables »*[119] - par la prégnance de l'imaginaire colonial, mais il s'interroge aussi sur l'adéquation entre ces représentations et la politique étrangère de la France. En effet, *« la médiatisation des interventions françaises et l'image véhiculée des militaires servent en général plutôt bien les intérêts de la France »*[120].

Valorisation du succès militaire

Dans les feuillets du *Figaro*, nombreuses sont les occurrences sémantiques valorisant de façon considérable le succès militaire français sur le sol malien. En voici quelques unes : *« force bien supérieure de la France », « vitesse d'exécution », « l'armée française n'a pas lésiné sur les moyens », « elles ont avancé si vite », « supériorité de la frappe française », « avancée éclair », « raids chirurgicaux », « démonstration de force », « opération réussie de reconquête du terrain », « vif succès militaire », « remarquable sans-faute », « reconquête sans coup férir », « Serval, le petit félin du désert qui a donné son nom à l'intervention militaire dans le Sahel, s'est mué en une redoutable panthère »* pour *le Figaro*. Les quotidiens *Le Monde* et *Libération* prennent plus de distance quant à cette réussite militaire, en témoigne le peu de termes relevés à ce sujet : *« le dispositif militaire au Mali n'a pas fini de monter en puissance », « puissant dispositif militaire », « défi de logistique et*

[119]ROBINET François, « Journalistes, responsables politiques et militaires français en Afrique : une information en co-production (1994-2008) ? », Relations internationales, 2013/1 n°153, p 95-106. DOI : 10.3917/ri.153.0095.
[120]*Idem*.

de vitesse », « l'opération des Ifoghas est sans conteste un succès » dans *Le Monde* et *« mobilisation de moyens exceptionnels », « puissance de feu »* pour *Libération*.

Dans le corpus retenu, *Le Figaro* épouse parfaitement la communication officielle. Les journalistes relayent de façon récurrente les discours des représentants politiques et les propos de l'état-major des armées. En outre, ce qui est apparu comme propre à ce journal, c'est la profusion de sources d'origine militaire.

Le patriotisme journalistique

Une montée en puissance du dispositif terrestre français avec des avions, des Mirage, des hélicoptères et des chars. Un déploiement des troupes au sol. L'entraînement des troupes sur les bases aéroportuaires. Des militaires maliens et français rentrant dans les villes libérées, acclamés par les populations civiles. Des témoignages de soldats répétant le sens de leurs missions... Pendant les premières semaines de Serval, la télévision et les titres de presse écrite se focalisent sur le théâtre des opérations militaires et relaient régulièrement les mêmes informations, les mêmes discours provenant de sources militaires et étatiques. Ainsi, certains journalistes, couvrant le conflit malien, semblent emportés par un élan patriotique, relayant et épousant parfaitement la communication officielle. Alain Frachon, directeur de la rédaction du *Monde*, s'exprime dans un éditorial du 14 janvier 2013 : *« La France, seule au Mali, a pu éviter que le pays entier ne devienne un Etat voyou »*. Bernard Guetta, connu pour sa chronique géopolitique sur *France Inter*, tout en émettant quelques réserves, prend lui aussi parti en faveur de l'engagement de la France au Mali : *« La France vient, oui, de s'aventurer en terrain miné, mais pouvait-elle ignorer un danger imminent au nom des difficultés à venir ?...Tout reste à faire mais cette bataille est nécessaire »*.

Le poids des spécialistes

Les tribunes offertes à des spécialistes du continent africain ou de la Défense viennent aussi renforcer l'idée selon laquelle l'intervention de la France est légitime. Ainsi le 28 janvier 2013, dans *Le Figaro,* Mathieu Pellerin souligne que Serval *« ne peut souffrir de contestation »* puisqu'elle a empêché le pays de sombrer. Ce chercheur associé à l'IFRI* ajoute que *« La France a eu raison d'intervenir quand cela s'imposait »*. Le général Vincent Desportes est régulièrement invité à donner son opinion dans les médias de presse écrite. *« Il faut absolument empêcher le Sahel de devenir un repère et une base arrière pour les terroristes islamistes qui viendraient alors menacer directement la sécurité des Français »* annonce t-il dans une interview accordée au journal *Le Monde* le 15 janvier. C'est ensuite le directeur de recherche du CNRS*, Jean-François Bayart, qui écrit dans ce même quotidien national, que le Président de la République, en prenant la décision d'engager les troupes françaises au Mali, *« poursuit un objectif de sécurité, voire de défense nationale évident »*.

Légitimation de l'intervention

De nombreux journalistes soulignent l'incapacité des dirigeants maliens et africains à régler les affaires intérieures du pays et à endiguer la menace. Ils fustigent les atermoiements de la communauté internationale. La situation insoutenable qui prévalait au Mali avant l'intervention de la France est rappelée à maintes reprises : *« Etat failli », « armée en déroute », « pourrissement d'un régime dont l'armée impuissante et corrompue », « la mauvaise gouvernance et la corruption, sources de la faiblesse de l'armée et de la désorganisation de l'Etat », « armée en déliquescence », « Etat malien miné par la corruption des ses élites », « un Etat et une armée malienne défaillants », « Etat aujourd'hui effondré », « armée malienne inexistante », « armée malienne divisée, défaillance de l'Etat », « décomposition du pouvoir », « une situation sociale absolument désastreuse », « une poignée de soldats aux uniformes dépareillés et qui avouent eux-même ne pas être prêts pour le combat »*. Devant un tel enchaînement, François Hollande n'avait pas d'autre choix que de voler au secours du Mali. Ainsi, la France est représentée comme étant le seul

Etat ayant pris conscience de la gravité des événements, lorsque les autres autorités sont accusées d'attentisme.

La force des témoignages et des commentaires

Les témoignages recueillis par les reporters renforcent cette idée d'une intervention juste et inévitable. Cette appréciation est parfois même confirmée par les commentaires journalistiques. Voici une liste exhaustive des éléments du corpus allant dans ce sens : *« merci à la France : ils nous ont libérés »* (*Libération*, 13 janvier 2013), *« il me semble que l'intervention de l'armée française a sauvé le Mali », « ici dans la région de Mopti, nous n'avons pas trouvé un seul Malien qui soit hostile à l'intervention française »* (*France 24*, 14 janvier 2013), *« tous les civils sont rassurés par l'arrivée des Français », « ils sont toujours là pour défendre les pays »* (*TF1*, 15 janvier 2013), *« on veut créer l'association François Hollande, pour montrer notre reconnaissance. Tout le monde ici et unanime »* (*Libération*, 14 janvier 2013), *« avec l'arrivée de l'armée française, je crois que l'inquiétude est en train de s'adoucir un peu », « ces derniers mois, les Maliens ont eu l'impression d'être oubliés, abandonnés du reste du monde, c'est un peu comme si personne ne comprenait la situation. Aujourd'hui, ils ont enfin l'impression d'être pris au sérieux »* (*TF1*, 16 janvier 2013), *« les habitants frôlent l'hystérie en voyant circuler les blindés de l'armée française et malienne »* (*France 24*, 27 janvier 2013), *« innombrables drapeaux français accrochés aux arbres et à la moindre échoppe du village offrent une image réconfortante »* (*Libération*, 29 janvier 2013), *« on a retrouvé la liberté avec l'armée française et l'armée malienne. Que Dieu bénisse la France », « grâce à la France et le Mali, maintenant je fume »* (*France 24*, 7 mars 2013), *« on est très très fiers des Français, c'est des gens qu'on a aimé avec tout le coeur »* (*France 24*, 27 mars 2013),

Diabolisation de l'adversaire

On peut aussi relever la prégnance dans les récits journalistiques du registre de la terreur, à travers l'usage de termes tels que *« viols », « terreur », « flagellations », « exactions » , « lapidations » « harcèlement » , « démons » , « violence »,*

« mutilations » , « ravagés » , « martyrisée » , « amputations » , « tueries », « stigmates », « occupation », « coups de fouet en place publique », « châtiment », « pillages », « exécution », « tabassé », « enfants soldats ». Cette liste suscite la peur et l'indignation pour le lecteur ou le téléspectateur français et établit une sorte de climat d'épouvante. En associant les mouvances actives au Nord-Mali au *« fanatisme religieux »*, au trafic de drogue, au banditisme ou encore aux enfants soldats, les médias construisent une perception diabolisée de l'adversaire.

Par conséquent, cette analyse du traitement médiatique montre que de façon délibérée ou inconsciente, la majorité des journalistes reproduisent les représentations sociales et s'inscrivent dans la logique initiée par la communication officielle. En produisant des discours favorables à l'intervention, il participent à sa légitimation. De plus, les explications et les mises en contexte de l'information sont insuffisantes. Il faut cependant nuancer ce propos car des voies dissidentes s'expriment aussi.

2. Profusion d'images de source militaire à la télévision

Quand l'ECPAD inonde les JT

Si les rédactions expriment régulièrement leur méfiance envers les images produites par l'institution militaire elle-même, le recours à ce type d'images pour illustrer les journaux télévisés, est néanmoins très fréquent. Dans le cas d'espèce du Mali, les images proviennent de l'Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense dont plusieurs caméramans sont embarqués au quotidien avec les troupes. Ceux-ci réalisent quantité d'images des frappes aériennes françaises, des combats entre soldats et rebelles djihadistes mais également des actions menées par les troupes françaises dans les villages et les massifs montagneux. D'un point de vue quantitatif, l'établissement militaire disposerait de 120 vidéos[121] d'une durée variant entre une et trois minutes. Ainsi, pour pallier l'absence d'images et illustrer la

[121]LEYMARIE Philippe, « La communication militaire par temps de conflit. Images propres, guerres sales », Défense en ligne, Les blogs du Diplo, Le Monde diplomatique, octobre 2013.

guerre au Mali, plusieurs des chaînes de télévision étudiées ont très souvent recours à ces prises de vue siglées « ECPAD ». D'un point de vue quantitatif, sur un échantillonnage circonscrit entre le 11 janvier et le 20 janvier 2013, *TF1* diffuse 5 fois ces images d'origine militaire. Il est important de souligner que l'origine des images n'est parfois pas spécifiée. En outre, la rédaction n'accompagne leur diffusion d'aucune information supplémentaire précisant le lieu, la date ou encore la cible visée pour ce qui est des images de bombardements. Dès lors ces illustrations semblent dénuées de valeur informative pour le téléspectateur.

Quelle valeur informative ?

Lors d'un direct, un correspondant de la chaîne de télévision *France 2* au bureau Afrique de Dakar fait preuve d'un certain cynisme. Le 13 janvier, Gérard Grizbec est à Bamako lorsqu'il déplore le défaut d'images permettant aux journalistes de documenter la guerre au Mali. Il évoque alors face caméra, les guerres du passé, au cours desquelles affluaient les *« vidéos de propagande »* ainsi que les « *clichés soigneusement choisis par l'Etat major, mais qui avaient au moins le mérite d'exister »*. L'information par l'armée, les vidéos de propagande, réalisées par l'institution militaire dans une visée communicationnelle, permettraient donc selon lui de représenter la réalité de la guerre.

Des images de promotion

Si les journalistes comprennent l'utilisation des images de l'ECPAD pour parler d'un événement dans des circonstances où les illustrations sont rares, ils se montrent néanmoins assez critiques quant à la décision de leurs rédactions de les diffuser. Pour Julien Sauvaget, c'est une question d' *« honnêteté intellectuelle, journalistique par rapport aux téléspectateurs »*[122]. Pour lui, ces vidéos sont des *« images de promotion et non d'information! »*[123]. De plus, la transmission de ces images doit rester *« exceptionnelle et rarissime... Le lancement doit bien préciser que*

[122]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.
[123]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

nous diffusons ces images faute d'avoir pu y aller nous-mêmes en raison des blocages de l'armée »[124].

[124]Entretien avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE et Canal+.

B. L'influence des responsables politico-militaires

1. Sur le terrain

La communication de l'armée

La gestion des médias et des représentations de la guerre fait désormais partie intégrante de la stratégie de communication et l'institution militaire s'est professionnalisée d'un point de vue communicationnel. Ainsi, comme le rappelle Emmanuel Gatien, *« sur le théâtre des opérations, les officiers de presse ont donc à leur disposition des « éléments de langage », sorte de vade-mecum fournissant des arguments pour étayer leur discours en fonction du type de situation »*[125]. Julien Sauvaget qui a réalisé un reportage embedded avec l'armée tchadienne témoigne sur ses conditions de travail : *« Evidemment à partir du moment où on est dans un embedded, il y a des contraintes. Officiellement je n'avais pas le droit d'interviewer autre chose qu'un officiel habilité par l'armée tchadienne. Si je voulais interviewer un simple soldat, il fallait d'abord que je demande une autorisation à un officier habilité qui faisait un brief avec le soldat, donc niveau spontanéité et vérité de ce qu'on obtient c'est très mauvais »*[126].

Occuper le terrain médiatique

En d'autres termes, les militaires font du media-training. En procurant des éléments d'information aux journalistes déployés dans le pays concerné, à un rythme donné, l'armée cherche à imposer son agenda. La communication militaire possède dès lors des caractéristiques bien précises visant à influencer la lecture du conflit diffusée dans les médias : affirmation et répétition des mêmes informations, utilisation de représentations stéréotypées et construction d'une image négative de

[125]GATIEN Emmanuel, « Un peu comme la pluie. La co-production relative de la valeur de l'information en temps de guerre », Réseaux, 2009/5 n° 157-158, p 61-88. DOI : 10.3917/res.157.0061.
[126]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

l'adversaire. Au Mali, les militaires interviewés par les reporters tiennent régulièrement les mêmes propos devant les caméras : *« la mission est ici d'appuyer l'armée malienne »* (*France 2*, JT, 12 janvier et 21 janvier 2013), *« c'est à eux de reconquérir leur souveraineté, nous sommes là pour leur apporter notre aide, là où ils n'ont pas nécessairement les compétentes... On a des capacités de feu qu'eux n'ont plus et c'est pour ça qu'on les accompagne »* (*France 2*, *Envoyé Spécial*, 31 janvier 2013), *« positions amies » « forces amies »* (*France 24*, reportage, 5 mars 2013). Dans la presse écrite, les soldats martèlent également le même discours et se font le relais du discours d'appropriation décrit plus haut : *« pour aider nos amis »* (*Le Figaro*, 15 janvier 2013), *« les troupes maliennes, appuyées par les troupes françaises... Nous devons pour notre part sécuriser le terrain derrière les troupes maliennes »* (*Le Figaro*, 24 janvier 2013), *« nos alliés maliens »* (*Le Figaro*, 25 mars 2013).

L'expertise militaire

Le devoir de réserve qui incombe aux soldats les obligent à ne pas alimenter les médias de certaines informations jugées stratégiques pour le bon déroulement des opérations. *« Les journalistes sont alors obligés de s'en remettre aux seules informations distillées par les militaires, et en conséquence, certains articles et reportages prennent la forme de compte-rendus »*[127]. Thomas Hofnung pense d'ailleurs qu'en période de belligérance, ce sont les acteurs institutionnels qui ont le plus d'influence sur le traitement de l'information, *« car ils ont l'information dont vous avez besoin »*[128]. Emmanuel Gatien reprend aussi la *« légitimité fondée sur l'expertise »* décrite par Marc Hecker et dont jouissent les soldats. Forte de cette expertise technique, l'armée influence le discours journalistique et la diffusion d'informations parfois complexes à décrypter telles que l'évaluation des situations ou l'identification des forces en présence. En sus, le dispositif d'embedding favorise un traitement consensuel de l'information. Dans les périodiques, le registre militaire irrigue de nombreuses productions journalistiques. Sur le dossier malien, les soldats délivrent un langage très technique sur le déroulement des opérations en cours au Mali

[127]GATIEN Emmanuel, « Un peu comme la pluie. La co-production relative de la valeur de l'information en temps de guerre », Réseaux, 2009/5 n° 157-158, p 61-88. DOI : 10.3917/res.157.0061.
[128]Entretien avec Thomas Hofnung, ex-Libération.

: *« on cherche à affaiblir le dispositif ennemi, on vise les terroristes et leur logistique »* (*Le Figaro*, 11 janvier 2013), *« objectifs ont été traités »* (*Le Monde*, 18 janvier 2013), *« on cherche à démanteler le sanctuaire des islamistes », « fouiller, rechercher le contact, fixer l'ennemi et le neutraliser »* (*Le Figaro*, 22 février 2013), *« éléments au sol », « le but est d'anéantir la force d'opposition pour reprendre du terrain par rapport à cette force »* (*France 24*, 5 mars 2013). Ce vocabulaire militaire est par ailleurs épisodiquement repris tels quel par les journalistes : *« stratégies d'évitement »* (*Le Figaro*, 29 janvier 2013), *« stratégie de harcèlement », « le but est de nettoyer la zone »* (*Le Figaro*, 22 février 2013), *« il n'y a plus de cibles à viser »* (*Libération*, 29 mars 2013).

Influence des autorités locales

Sur le sol malien, selon les différents professionnels interrogés, les check-point étaient largement contrôlés par les militaires maliens. Evoquant l'influence des dirigeants politiques du Mali sur le récit médiatique du conflit en cours, Florence Lozach décrit ses conditions de circulation : *« Nous ne pouvions pas quitter Bamako et passer les check-point vers le Nord sans une autorisation écrite du Ministère de la culture et de la communication. Nous avons la première fois essayé de monter sans, mais la deuxième fois, nous l'avons prise car il était devenu impossible de circuler sans l'avoir »*. Pour elle, les médias ayant une large diffusion dans la zone, comme *France 24*, sont les plus contraints à cette pression. Dans les faits, Julien Sauvaget explique qu'il n'a pas eu besoin de ces autorisations officielles pour se déplacer dans le pays.

2. Lecture de l'intervention Serval en politique intérieure française

Au sujet de l'engagement des contingents tricolores sur le sol Malien, c'est l'union nationale, à quelques désaccords près. Mais dans un deuxième temps, des voix s'élèvent contre Serval.

L'isolement de la France

Dominique de Villepin s'exprimera dans une tribune intitulée *« Non la guerre, ce n'est pas la France »* : *« Aucune des conditions n'étaient réunies pour décider de cette intervention... Nous nous battrons à l'aveuglette, faute de but de guerre. Arrêter la progression des djihadistes vers le Sud, reconquérir le nord du pays, éradiquer les bases d'AQMI, sont autant de guerres différentes »*. Dans son plaidoyer publié dans publié dans le *Journal du Dimanche*, l'ancien Premier ministre s'inquiète aussi de l'isolement de la France sur ce dossier, évoquant la déliquescence de l'Etat malien et de son armée. Côté Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon s'alarme lui aussi dans un communiqué de la décision du Président de la République : « *L'intérêt d'une intervention militaire extérieure pour régler le problème posé au nord du Mali est discutable. En décider alors que les intérêts fondamentaux de la France ne sont pas en cause, selon le chef de l'Etat lui-même, et alors que les troupes africaines sont engagées, est discutable »*. Daniel Cohn-Bendit, député européen s'indigne devant le Parlement européen : « *Tout le monde dit nous (sommes concernés). Il n'y a que des soldats français là-bas. Et ce nous, si j'étais méchant je dirai aux soldats français, on va vous donner les infirmières et allez vous faire tuer au Mali ».*

Le spectre de la Françafrique

Certains pointent du doigt des relents de colonialisme. C'est le cas de l'ancien Président de la République, Valéry Giscard d'Estaing s'interroge : *"Je trouve que la*

France risque d'aller trop loin, nous n'avons pas de raison d'avoir des forces terrestres au Mali, aucune raison… Si on a l'idée par exemple d'une reconquête du Nord et de l'Est du Mali, c'est du néocolonialisme". Selon Noël Mamère, député Europe écologie / Les Verts, « l*es modalités de cette intervention et notre présence en Afrique avec nos troupes stationnées un petit peu partout, c'est la perpétuation de la Françafrique et c'est de cela dont nous ne voulons plus ».*

A partir de la fin du mois de janvier, certaines voix, qui s'étaient déjà exprimées contre l'intervention française au Mali, renforcent leur position dans une tribune publiée dans le journal *Libération*. Dans ce texte *« Nous opposants à la guerre française »*, Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou, membres du NPA développent plusieurs points pour étayer leur argumentaire. Selon eux, les motifs humanitaires de Serval *« masquent à l'opinion les vrais intérêts colonialistes que la France défend dans ce conflit »*. Ils s'émeuvent de la situation future du pays et émettent de larges doutes quant au succès de l'opération militaire engagée. L'argument terroriste est lui aussi pointé du doigt, avec un rappel de l'échec des interventions étrangères passées. « *Et si une guerre est à mener, ce n'est sûrement pas à la France de s'autoproclamer sauveur du Mali »*.

C. Voix discordantes, précautions et recul journalistique

1. La vérification de l'information sur le terrain, nerf du journalisme

Ne rien dire sans certitude

Sans possibilité de vérification sur le terrain, Julien Sauvaget fait le choix de ne pas réaliser de sujet à propos des exactions dont était accusées les troupes maliennes. Le journaliste signale sa grande méfiance à propos des atrocités imputées à l'armée malienne : *« Il faut toujours être très méfiant sur ces histoires quand on arrive sur une zone de conflit, quand on découvre la zone, il faut prendre tout avec des pincettes, vérifier tout quatre fois avant de l'annoncer, ce qui a parfois été fait de manière un peu rapide pour moi sur ces exactions de l'armée malienne, trois jours après le début de l'intervention »*[129]. Il s'agissait d'un fait *« difficilement vérifiable sur le terrain »*. Le reporter de la chaîne *France24*, rompu aux terres africaines, a un avis bien tranché sur la question : *« Il y a eu plusieurs exagérations assez importantes de la part d'ONG, de journalistes qui n'étaient pas sur place, qui relayaient des propos qui leur étaient rapportés depuis le terrain par des habitants mais qui étaient grandement exagérés par rapport à la réalité du terrain... On est dans des situations où des gens ont des intérêts à dire que l'armée malienne fait des saloperies parce qu'ils soutiennent les djihadistes et qu'ils ont tout intérêt à ce que l'image de l'armée malienne soit salie »*[130].

Voir ou entendre : quelle vérité ?

Yeny Serano rappelle que pour certains professionnels de l'information, *« la vérité serait dans les faits, alors que pour d'autres elle serait dans le discours tenu à*

[129]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.
[130]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

propos de ces faits »[131]. Dès lors, il est légitime de se demander si le fait de constater des traces de sang séché, un puits au fond duquel gisent des corps enchevêtrés, de relayer des « rumeurs », comme ont pu le faire certains médias dès le début de la guerre au Mali, constituent des preuves suffisantes, permettant de rendre compte de la réalité ? Les seuls discours tenus à propos de faits antérieurs peuvent-ils à eux seuls établir la vérité ? C'est l'expérience et la vision de chacun qui primera dans l'estimation du degré de *« vraisemblance »* d'une information. Si certains professionnels chargés de la couverture des événements au Mali retranscrivent les témoignages des habitants à propos des massacres, d'autres décident de ne pas en parler. *« A Niono, nous avons vu un cadavre au fond d'un puits, mais impossible de savoir depuis quand il était là, nous n'avions aucune certitude que c'était un acte de l'armée malienne. On ne les avait pas vu faire, on avait le témoignage de deux personnes qui nous disaient que c'était pas vrai, donc dans ces cas là, tant qu'on est pas sûrs de nous, on n'en parle pas »*[132].

L'objectivité journalistique

Dans son travail d'écriture au sujet des conflits armés, l'objectivité journalistique, ce principe qui irrigue le métier, entre norme et idéal professionnel, existe t-elle ? Pour être objectif, un journaliste doit obtenir plusieurs points de vue et exposer des arguments contradictoires. Chabaly définit l'objectivité journalistique de la façon suivante : *« un ensemble de normes telles que la neutralité (mentionner tous les camps qui s'opposent sur une question), l'impartialité (ne pas prendre parti), l'équilibre (donner le même espace à tous les camps opposés) et la factualité (rapporter des faits sans donner des commentaires), comme garantie de non parti pris »*[133]. De plus, comme l'explique Serrano,[134] les *« marqueurs discursifs de l'objectivité »* tels que *« les guillemets, le discours rapporté, le rapport aux données factuelles, la prudence, la priorité aux sources institutionnelles »* n'assurent pas une neutralité journalistique totale, mais fonctionnent plutôt comme *« un dispositif de protection contre les critiques, notamment de manque d'objectivité »*. Ainsi, *« le rôle*

[131]SERRANO Yeny, « L'objectivité journalistique : droit des citoyens, devoir des journalistes ? », Les cahiers psychologie politique, numéro 10, janvier 2007.
[132]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.
[133]CHABALY J. The Invention of Journalism, 1998, cité par SERRANO Yeny, « L'objectivité journalistique : droit des citoyens, devoir des journalistes ? », Les cahiers psychologie politique, numéro 10, janvier 2007.
[134]SERRANO Yeny, « L'objectivité journalistique : droit des citoyens, devoir des journalistes ? », Les cahiers psychologie politique, numéro 10, janvier 2007.

de médiateur objectif et impartial dévolu au journaliste reste un idéal, mais il est le plus souvent inopérant en temps de guerre »[135].

Un effort de prudence

Les professionnels de l'information ont conscience que les sources officielles leur délivrent une sorte de message essentiel, propre à la communication. Dans plusieurs sujets visionnés, les professionnels de l'audiovisuel mettent de la distance dans leurs commentaires et font part des difficultés d'obtenir des informations précises, à croiser ces informations afin de les vérifier sur le terrain. Si les journalistes n'ont pas été témoins d'un fait en direct, certains le mentionnent au cours de leurs directs. Côté presse écrite, cette tendance se confirme. Les journalistes adoptent une certaine réserve vis-à-vis des paroles des témoins résidents, des militaires et responsables politiques. L'emploi du conditionnel est récurrent dans les commentaires journalistiques. L'emploi de citations est systématiquement assortie de guillemets.

2. Lecture critique et angles originaux

Déconstruire le discours dominant

Il faut relever que certains acteurs remettent en cause le discours officiel. Et en éclairant le lecteur par leurs informations de terrain, les journalistes contribuent à semer le trouble dans son esprit. La lecture de l'événement va à l'encontre du message diffusé par la communication étatique, et n'en devient que plus confuse. En l'espèce, les reporters chargés de couvrir le conflit, les journalistes de desk, les spécialistes, les témoins résidents et parfois même les membres du contingent français déployés sur le terrain, s'expriment parfois dans le sens d'une délégitimation de l'intervention

[135]BIZIMANA Aimé-Jules, « Les risques du journalisme dans les conflits armés », Communication, Vol. 25/1, 2006, p. 84-111.

française au Mali. Dans cette logique, le 18 janvier 2013, dans le journal télévisé de *France 2*, un habitant de Tombouctou avoue que *« l'intervention militaire ne fait pas notre affaire. On craint beaucoup de choses, la sécurité, les représailles, les déplacements de populations civiles. La population est inquiète et en panique »*.

Inquiétude de l'institution militaire

Ainsi, l'institution militaire exprime parfois elle-même son inquiétude quant à la réussite de l'opération Serval. Dès le 29 janvier dans le *Figaro*, un officier général déclare *« sur le terrain, plus on avance, plus on s'affaiblit »*. Certains soldats présents au Mali affichent leur prudence quant à la durée de l'intervention : *« un massif comme l'Andrar, ça ne se fait pas en deux jours », « on avance lentement »* (*Le Figaro*, 22 février 2013). Des voies discordantes s'expriment encore au sein de l'armée au sujet de l'objectif de formation des troupes maliennes : *« constituer une bonne armée, motivée, soudée, cela prend des années »* (*Le Figaro*, 25 mars 2013). Au sujets des probables dommages collatéraux consécutifs aux frappes aériennes françaises, un lieutenant-colonel suggère dans les colonnes du *Figaro* le 11 février, que *« le risque zéro n'existe pas »*.

Des angles de traitement atypiques, authentiques

Les journalistes confrontent les discours officiels à leur observation des faits effectuée sur le terrain. L'expérience, la connaissance et le professionnalisme leur permettent de se dégager de l'emprise des stratégies de communication et de relations publiques. *« Le capital symbolique spécifique accumulé permet ainsi aux journalistes les plus autonomes de contrarier le primat des sources dans la production de l'événement, les autorisant ainsi à minimiser les contraintes qui pèsent sur leur activité »*[136]. Dès lors, certains reporters offrent un regard plus complexe, plus riche et plus nuancé des événements qui se déroulent au Mali. Ils optent pour des angles de

[136]GATIEN Emmanuel, « Un peu comme la pluie. La co-production relative de la valeur de l'information en temps de guerre », Réseaux, 2009/5 n° 157-158, p 61-88. DOI : 10.3917/res.157.0061.

traitement journalistiques différents et mettent en avant des faits trop souvent délaissés par leurs confrères.

C'est notamment le cas de *France 24*. Dans un reportage daté du 29 janvier 2013, de rares images des pillages contre des magasins arabes à Tombouctou sont diffusées sur la chaîne d'information en continu. Le même jour, *iTELE* consacre également un sujet à ces représailles communautaristes. Dans son reportage, le journaliste constate que *« faire face à une foule en colère n'était visiblement pas la mission du jour »* pour l'armée malienne qui se contente de récupérer les armes, abandonnées par les groupes armés dans leur fuite. Dans l'ensemble, le cycle de représailles contre les hommes à peau claire, assimilés aux djihadistes par les populations locales, ne fait pas l'objet d'une grande couverture par les médias français. Le 21 février 2013, Alexandra Renard décrit une *« drôle de guerre qui a libéré la ville des griffes islamistes mais réveillé les vieux démons ethniques »*. Thomas Hofnung de *Libération*, se penche à son tour sur ces vengeances entre communautés. En reportage à Gao, l'envoyé spécial informe sur la constitution de milices d'auto-défense, les *« patrouilleurs », qui sont décidés à « nettoyer la ville des présumés complices des islamistes qui ont fait régler la terreur »*. L'armée malienne empêcherait quant à elle les lynchages contre leur principales cibles, les Arabes et les Touaregs. Dans un reportage publié par le journal *Libération* du 22 janvier 2013, le journaliste s'attarde sur les rumeurs qui circulent dans les villes de Ségou et Diabali au sujet des exactions de l'armée malienne qui *« n'émeuvent guère les habitants »*. Les civils participeraient eux-mêmes à la dénonciation de suspects, tandis que l'armée malienne les encouragerait à la délation. Quel rôle joue donc l'armée malienne dans ce cycle de violences intercommunautaires ? Assure t-elle la sécurité des populations ou participe t-elle aux représailles ?

Dans son reportage pour le quotidien *Le Monde*, daté du 28 février 2013, Jean-Philippe Rémy livre une analyse singulière de la situation. En s'appuyant sur des témoignages, il souligne que *« de simples cheveux longs suffisent désormais »* à attiser la haine entre communautés. Des doutes sont émis quant à l'efficacité des troupes déployées sur le sol malien : *« les maîtres de la ville, d'Ansar Eddine ou d'AQMI, auraient toujours les moyens de frapper en s'organisant depuis la ville abandonnée par leurs hommes fin janvier ? », « les mouvements rebelles islamistes*

comptent de nombreux soutiens dans une ville au statut pétri d'ambiguïté... Le passé est moins net en ce qui concerne la séparation entre « terroristes » et « forces de la paix ».

Le 27 janvier 2013, Thomas Hofnung se montre très critique vis-à-vis de la communication officielle. Dans son papier, il relate une scène au cours de laquelle, le maire de Gao, devant l'objectif d'une caméra, brandit un petit drapeau français. *« Bien calibrée, l'opération de communication a permis de parachever le succès militaire »* écrit le journaliste, avant de décrire *« une foule brandissant des drapeaux tricolores surgis d'on ne sait où »*.

Les témoignages recueillis par Maria Malagardis, envoyée spéciale à Bamako pour le quotidien *Libération* dénotent fortement avec l'image des groupuscules jusqu'alors véhiculée par les médias français. Dans son reportage intitulé *« Derrière les scènes de liesse, la poussée d'un islam radical »* en date du 29 janvier 2013, la parole d'un observateur malien vient rappeler la poussée de l'islam radical dans les couches les plus marginalisées de la société malienne et l'influence significative des pays du Golfe dans ce phénomène. L'implantation de certaines mouvances imposant une charia intransigeante n'aurait donc pas toujours été perçue d'un mauvais œil par les populations.

Le jeu dangereux de la France avec le MNLA

Dans le sujet de la chaîne *France24* intitulé *« Mali : les Tchadiens dans le bourbier de Kidal »* diffusé le 18 février 2013, Julien Sauvaget s'interroge sur l'attitude des militaires français à l'égard des indépendantistes touaregs. Il décrit les membres du Mouvement de Libération de l'Azawad comme des *« anciens alliés des djihadistes »* qui *« sont désormais les auxiliaires de circonstances de la France et du Tchad »*. Dans son commentaire, le rédacteur s'interroge sur une discussion filmée entre les forces françaises et des membres du MNLA et au cours de laquelle, la présence de la caméra semble déranger les premiers protagonistes : « *Refus catégorique d'être filmés. Ils choisissent de partir pour éviter de répondre à nos questions sur ces rencontres entre la France et ce mouvement indépendantiste*

touareg qui a joué un rôle indéniable dans la dernière crise. Dans les rues c'est en effet le MNLA qui fait la loi et rend la justice sous le regard complaisant des Français et des Tchadiens ». Très peu de médias se sont montrés critiques au sujet de l'attitude de la France à l'égard des Touaregs du MNLA. En outre, peu nombreux sont ceux qui évoquent le revirement vécu à ce sujet par les populations locales. Julien Sauvaget parle d'un véritable *« retournement de notoriété »* : *« La France est applaudie, ovationnée lors de la libération du centre et du nord du pays. Le sentiment va s'inverser en quelques mois et la population va reprocher à la France son intervention »*[137]. A la télévision et dans la presse écrite, comme nous l'avons vu, les témoignages recueillis par les journalistes vont tous dans le sens d'un accueil favorable de l'intervention française par les Maliens.

Julien Sauvaget décrit la réaction des populations locales lors de la conquête des villes de Gao et Tombouctou par les djihadistes. Lors de l'offensive du MNLA, les membres du MNLA appliquent *« la méthode de la razzia comme au 16e, 17e, 18e siècles. Ils mènent une attaque éclair, violent, pillent. C'est la loi du plus fort, c'est la loi du « le noir est inférieur ». Quand les djihadistes vont virer le MNLA de toutes les villes et prendre le pouvoir, ils mettent en place sur sorte de police locale qui règle les conflits. Après des années de Mali corrompu, deux mois de violence du MNLA, quand les djihadistes arrivent et mettent en place la charia, les populations apprécient l'ordre, le manque de corruption, la fin des arrestations arbitraires, les règles sont claires. Globalement, les populations sont plutôt contentes de l'occupation »*[138]. De cet accueil plutôt favorable des Maliens, pas un mot dans les médias. Dans un souci de ménagement d'un nouvel allié de la France dans sa lutte engagée contre le terrorisme, les médias français auraient-ils éviter de parler des violences commises par le MNLA ?

[137]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.
[138]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

Conclusion

En temps de guerre, la mission d'information des journalistes est tributaire d'un jeu d'interactions complexe. Poids des rédactions, impératifs du direct, concurrence médiatique, logique commerciale, manque de connaissance du contexte local de certains journalistes, rareté des spécialistes de l'Afrique, dangerosité de la zone à couvrir, gestion de l'information par l'institution militaire, difficultés d'accès aux sources, sont autant de variables qui conditionnent le traitement médiatique du conflit.

En dépit des précautions prises par certains journalistes, la télévision et la presse écrite françaises ont, dans leur majorité, véhiculé un discours proche de celui tenu par la communication officielle. Ainsi, dans ce récit de la guerre au Mali proposé par les médias français, l'intervention Serval est souvent décrite comme légitime et le succès militaire et opérationnel est rappelé à maintes reprises. La parole des spécialistes ou experts invités à s'exprimer dans les colonnes des grands quotidiens ou sur les plateaux de télévision, vient renforcer l'idée d'une intervention nécessaire et inévitable. L'incapacité des dirigeants africains à endiguer la menace et à tenir les rênes du pays est soulignée de façon récurrente. En sus, les médias se sont peu attardés sur des explications relatives au contexte, à l'histoire du pays, aux paramètres ethniques de ce conflit.

Les informations décrivant les bandes armées en présence manquent de précisions. Les différentes mouvances ne sont que rarement distinguées. Le récit de la guerre au Mali proposé s'articule souvent autour de représentations simplistes, dramatisées et diabolisées de l'adversaire, et n'offre qu'une grille de compréhension lacunaire au lecteur ou téléspectateur. *« Les médias véhiculent un imaginaire et des représentations sociales ancrés dans les mémoires, usent et abusent d'analogies. Ils ont également un besoin constant de scénariser les conflits, de personnaliser les*

belligérants, de jouer sur les sentiments »[139] disait Patrick Charaudeau. Cette citation s'applique à la couverture médiatique de la guerre au Mali. Si le gouvernement socialiste a inscrit sa campagne militaire au Mali sous le signe de la *« guerre contre le terrorisme »*, les médias n'ont pas toujours suivi les précautions sémantiques prises par les politiques, mettant plutôt en avant le paramètre religieux pour qualifier les ennemis.

En faisant un parallèle entre le traitement médiatique et les réalités du terrain au Mali, il apparaît que les productions journalistiques retenues offrent plusieurs cadrages interprétatifs dominants. Les thématiques traitées par les quotidiens et les télévisions nationaux et accompagnant l'intensification de la couverture médiatique, sont les suivantes : le principal cadrage concerne l'intervention militaire et le déploiement des forces françaises sur le terrain. De longs reportages sont consacrés au dispositif, au lourd équipement, à l'entrainement, au quotidien des soldats, à la mission d'assistance, de formation, de soutien et sécurisation opérée par l'armée française. Un autre thème récurrent est celui qui traite de la situation d'un Mali en déroute avant l'arrivée des contingents français, la détresse des populations civiles et les horreurs qu'elles ont subies sous le joug des djihadistes. Dans une moindre mesure, quelques sujets s'attardent sur les représailles perpétrées à l'encontre des populations arabes ou touaregs.

Les journalistes ont cependant conscience que les autorités politico-militaires leur délivrent une sorte de message essentiel, propre à la communication. Dans plusieurs sujets, des professionnels de l'information mettent de la distance dans leurs commentaires, adoptent une certaine réserve vis-à-vis des témoignages recueillis auprès des populations civiles, des militaires et responsables politiques. Les journalistes racontent aussi les difficultés rencontrées au Mali pour couvrir l'intervention française, comme celle d'accéder aux sources et d'obtenir des informations précises et recoupées, et de quelle façon ces contraintes influent sur ce qu'ils écrivent ou montrent dans leurs sujets. Ils confrontent les discours officiels à leur observation des faits effectuée sur le terrain. La connaissance, l'expérience et le professionnalisme leur permettent de se départir de l'emprise des stratégies de communication et de relations publiques. Par conséquent, certains reporters offrent un

[139]CHARAUDEAU Patrick, cité par RIEFFEL Rémy, Que sont les médias ?, Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2005, 534 p.

regard plus complexe, plus riche et plus nuancé des événements qui se déroulent au Mali. Ils optent pour des angles de traitement journalistiques singuliers et s'attardent sur des faits trop souvent délaissés par leurs confrères. De nombreuses voix discordantes apparaissent dans les médias, s'inquiétant du risque d'enlisement du conflit malien et faisant part de leur interrogation quant à l'issue de cette intervention militaire. D'autres protagonistes contestent par ailleurs la légitimité de Serval.

La guerre au Mali est aussi une guerre asymétrique, caractérisée par des affrontements entre groupes rebelles et armées nationales conventionnelles. Bien loin du modèle classique des guerres interétatiques, cette évolution de la nature des conflits a des répercutions sur l'exercice du métier de reporter de guerre. Bénéficiant autrefois d'une immunité, les journalistes sont désormais considérés comme alliés des belligérants, et otages des forces d'intervention en présence. Ils deviennent des cibles à part entière. La couverture des conflits contemporains est unilatérale puisqu'elle ne livre qu'une seule vision de la guerre. Cette lecture d'un seul côté engendre une intense frustration chez les professionnels de l'information, qui déplorent une couverture imparfaite.

Ainsi, le traitement médiatique du conflit malien est le fruit de diverses influences liées aux pratiques journalistiques mais également au poids et à la prégnance de certaines sources. En situation de belligérance, les moyens accordés aux journalistes pour exercer convenablement leur profession font désormais et à juste titre l'objet de toutes les attentions. Il en va de même pour leur éthique et leur positionnement professionnel.

*

* *

En une semaine, c'est près de trois attentats qui ont été perpétrés au Mali courant août 2015. Nampala le 1e août, Gourma-Rharous le 3 août et Sévaré le 7 août. Deux après le retrait de la force Serval, ces attaques raniment le dossier malien. Si officiellement l'opération Serval est achevée, dans les faits, elle a été remplacée par

une autre intervention d'une dimension plus régionale, dite « Barkhane ». Lancée le 1e août 2014, ce nouvel engagement a pour but de lutter contre les poches djihadistes encore robustes et actives dans la zone sahélienne. Sur le terrain, les contingents français travaillent en partenariat avec la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Ainsi, pour Guillaume Lhotellier, cette guerre est loin d'être terminée. *« Ce n'est pas une guerre de trois mois, c'est une guerre qui va durer des années. L'environnement est très hostile, dans une zone immense et très instable. Ces groupes sont forts et ont la faculté de se régénérer et de retrouver des sources de financement, de se réarmer, de commettre à nouveau des attentats et c'est que qu'il est en train de se produire »*[140]. Comme le rappelle Julien Sauvaget, aujourd'hui encore, demeure *« le problème Kidal avec des poches de terrorisme qui restent mais ce n'est pas une surprise et cela révèle les limites de l'intervention car il aurait fallu remonter toute la Libye. On peut parler de réussite de l'opération Serval face à l'échec de l'opération libyenne de destitution de Kadhafi. Cette intervention en Libye a provoqué l'instabilité et le chaos dans un pays qui était une des clés de voute de toute la région. Avec Serval, on répare la connerie qu'on a faite deux ans avant »*[141].

[140]Entretien avec Guillaume Lhotellier, reporter d'images indépendant.
[141]Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24.

Bibliographie

Ouvrages

- ARNAUD L. et GUIONNET C., Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

- BOULANGER Philippe, Géopolitique des médias. Acteurs, rivalités et conflits, Paris, Armand Collin, 2014, 310 p.

- DESPORTES Vincent, Penser autrement, la guerre probable. Paris : Economica, Collection « Stratégies et doctrines », 2007, 202 p.

- GALY Michel, La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre. Paris : La Découverte, 2013, 198 p.

- MOISY C., « La communication : un risque de manipulation de l'information », in MATHIEN M. (dir.), L'information dans les conflits armés. Du Golfe au Kosovo, Paris : L'Harmattan, 2001, pp.202.

- ALDRIN P., HUBE N., OLLIVIER-YANIV C., UTARD J-M, Les mondes de la communication publique. Légitimation et fabrique du symbolique du politique. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, 189 p.

- RIEFFEL Rémy, Que sont les médias ?, Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2005, 534 p.

Articles de revues scientifiques

- ANTIL Alain, « L'Afrique et la guerre contre la terreur », Politique étrangère, 2006/3 Automne, p 583-591. DOI : 10.3917/pe.063.0583.

- BIZIMANA Aimé-Jules, « Intégrer pour mieux surveiller les journalistes de guerre », Les Cahiers du journalisme, N°22/23, Automne 2011.

- BIZIMANA Aimé-Jules, « Les risques du journalisme dans les conflits armés », Communication, Vol. 25/1, 2006, p. 84-111.

- DAUVIN Pascal, « Le traitement journalistique des crises au regard de la sociologie de la production de l'information », in Marc Le Pape et al., Crises extrêmes, La Découverte « Recherches », 2006, p 57-71.

- GATIEN Emmanuel, « Un peu comme la pluie. La co-production relative de la valeur de l'information en temps de guerre », Réseaux, 2009/5 n° 157-158, p 61-88. DOI : 10.3917/res.157.0061.

- MATHIEN Michel, « L'emprise de la communication de guerre. Médias et journalistes face à l'ambition de la démocratie, Revue internationale et stratégique, 2004/4 N°56, p 89-98. DOI : 10.3917/ris.056.0089.

- MATHIEN Michel, « Les médias et l'actualité de la défense : les journalistes face aux militaires ou vice-versa ». In : Quaderni, N. 36, Automne 1998. L'immigration en débat (France/Europe), p 15-31.

- MERCIER Arnaud, « Quelle place pour les médias en temps de guerre ? », Revue internationale de la Croix-Rouge, Volume 87 Sélection française, 2005.

- MERCIER Arnaud, Médias, relations publiques et guerres. Les opinions publiques comme enjeu, p 47 à 66, in MATHIEN M. et ARBOIT G., La guerre

en Irak. Les médias et les conflits armés, Collection Médias, sociétés et relations internationales, Bruylant, 2006.

- ROBINET François, « Journalistes, responsables politiques et militaires français en Afrique : une information en co-production (1994-2008) ? », Relations internationales, 2013/1 n°153, p 95-106. DOI : 10.3917/ri.153.0095.

- SERRANO Yeny, « Les médias de masse au service de la communication de guerre », Suma Psicologica, vol. 15 num.2, sepiembre 2008, pp 423-435.

- SERRANO Yeny, « L'objectivité journalistique : droit des citoyens, devoir des journalistes ? », Les cahiers psychologie politique, numéro 10, janvier 2007.

- SIMEANT Johanna, « 2. Qu'a-t-on vu quand on ne voyait rien ? Sur quelques aspects de la couverture télévisuelle du génocide au Rwanda par TF1 et France 2, avril-juin 1994, in Marc Le Pape et al., Crise extrêmes La Découverte « Recherches », 2006, p 36-56.

- TEISSEIRE Laurent, « Place et rôle des médias dans les conflits », Revue internationale et stratégique, 2010/2 n°78, p 91-95. DOI : 10.3917/ris.078.0091.

Sources

Centres de documentation

- Bibliothèque Sainte-Barbe
- Inathèque, Bibliothèque François Mitterrand

Conférences et débats

- Conférence à l'Université Panthéon-Assas dans le cadre des « Rendez-vous politistes », jeudi 4 décembre 2014.

- Débat au Théâtre de la ville dans le cadre des « Jeudis de Libération », « Le métier de reporter de guerre », 18 février 2013.

Sources électroniques

- Agence Française du Développement, Document de travail n°136, Séminaire AFD, Mali : une contribution de la recherche française et européenne, vendredi 12 avril 2013, janvier 2014.
- Armati Lucas, Dassonville Aude, Senejoux Richard et Tesquet Olivier, « Guerre au Mali : comment s'en tirent les médias français ? », Télérama, 24 janvier 2013.
- Boniface Pascal, « Mali : qualifier l'opération Serval de néocoloniale obéit à un réflexe néocolonial », IRIS, 23 janvier 2013.

- Communiqué du CSA, « Images de guerre au Mali : le CSA met en garde France Télévisions », 14 février 2013.
- « Guerre du Golfe III – Au Mali, les journalistes frustrés par l'attitude des militaires », Blog Big Browser, Le Monde.fr, 17 janvier 2013.
- Helbert Frédéric, « Mali : zones d'ombres et questions sur une opération qui s'improvise jour après jour », Frédéric Helbert, le blog, 15 janvier 2013.
- Helbert Frédéric, « Mali : une guerre avec images now, mais images aseptisées, soft, maîtrisées, propres... », Frédéric Helbert, le blog, 25 janvier 2013.
- Gourdin Patrice, « La guerre au Mali : esquisse d'un bilan provisoire », Etudes géographiques, site du Master 2 Histoire militaire comparée, géostratégie, défense et sécurité, Sciences Po Aix.
- Goya Michel, « Mali : l'intervention militaire française en perspectives », Diploweb, 21 juin 2013.
- « La France en voie d'afghanisation au Mali ? », Huffington Post, 12 janvier 2012, Etudes géographiques, site du Master 2 Histoire militaire comparée, géostratégie, défense et sécurité, Sciences Po Aix.
- Leymarie Philippe, « Mali : questions sur une intervention », Le Monde diplomatique, 14 janvier 2013.
- Leboeuf Aline et Quenot-Suarez Hélène, La politique africaine de la France sous François Hollande. Renouvellement et impensé stratégique, Les études, Ifri, 2014.
- Leymarie Philippe, « Mali, la victoire en chantant », Défense en ligne, Les blogs du Diplo, Le Monde diplomatique, 1e février 2013.
- Leymarie Philippe, « La communication militaire par temps de conflit. Images propres, guerres sales », Défense en ligne, Les blogs du Diplo, Le Monde diplomatique, octobre 2013.
- Reporters sans frontières, « Blackout médiatique. Reporters sans frontières demande le libre accès des journalistes aux zones de combats », 16 janvier 2013.
- Reporters Sans Frontières, « CSA censeur ? Le CSA face à Envoyé Spécial : « cachez ces exactions que nous ne saurions voir », 27 février 2013.

- Résolution 2085 du Conseil de sécurité des Nations Unies, « Le Conseil de sécurité autorise le déploiement d'une force internationale au Mali », 20 décembre 2012. URL : un.org.
- De Rochegonde Amaury, « Ils veulent tous des images de combats », Stratégies, 14 mars 2013.
- Mielcarek Romain, « Mali, RCA, la communication opérationnelle dans le temps court », Guerres et influences, 14 mai 2014
- Tanguy Jean-Marc, « La com' de Serval devant la mission d'information », Le Mamouth, 2 juillet 2013.
- Zajec Olivier, « Au Mali, l'insalubre refrain de la guerre au terrorisme », Le Monde diplomatique, février 2013.

Corpus

Sources presse

Le Figaro

- Le Figaro, Isabelle Lasserre, « Les dangers de l'opération Serval », 14 janvier 2013.
- Le Figaro, Yves Thréard, « Mali : l'unité dans la clarté », 22 janvier 2013.
- Le Figaro, Isabelle Lasserre et Tanguy Berthemet, « Paris s'inquiète des exactions maliennes », 24 janvier 2013.
- Le Figaro, Tanguy Berthemet, « La stratégie des militaires français au Mali », 24 janvier 2013.
- Le Figaro, Pascal Le Pautremat, « Sous les terroristes, les narcotrafiquants », 28 janvier 2013.
- Le Figaro, Mathieu Pellerin, « La France face à ses responsabilités », 28 janvier 2013.
- Le Figaro, Pierre Rousselin, « Mali : les difficultés commencent », 28 janvier 2013.
- Le Figaro, Isabelle Lasserre, « La guerre éclair des Français dans le Sahel », 29 janvier 2013.
- Le Figaro, Thierry Portes, « Hollande va prêcher la concorde à Bamako », 2 février 2013.
- Le Figaro, David Baché, « Les pilotes français assurent mener des raids chirurgicaux », 11 février 2013.
- Le Figaro, Thierry Oberlé, « Gao en état de siège après l'offensive des djihadistes », 12 février 2013.
- Le Figaro, Isabelle Lasserre, « La France, cible principale des islamistes », 20 février 2013.

- Le Figaro, Thierry Oberlé, « Au Mali, Gao est à nouveau sous le feu des djihadistes », 22 février 2013.
- Le Figaro, David Baché, « L'armée française a lancé la bataille du massif de l'Adrar des Iforas », 22 février 2013.
- Le Figaro, Thierry Oberlé, « Les islamistes maliens ciblent les Touaregs », 23 février 2013.
- Le Figaro, Isabelle Lasserre, « Panthère 4 sort ses griffes dans le désert », 2 mars 2013.
- Le Figaro, Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Le spécialiste des conflits armés en Afrique conteste la légitimité de l'intervention française au Mali », 18 mars 2013.
- Le Figaro, Renaud Girard, « Mali : après l'éclat du succès, se profilent déjà les difficultés », 25 mars 2013.

Libération

- Libération, Thomas Hofnung, « Mali : le président Hollande s'en va t-en guerre », 11 janvier 2013.
- Libération, Fabien Offner, « Passé Soufouroulaye, la guerre », 13 janvier 2013.
- Libération, Thomas Hofnung, « Mali : Paris appuie ses frappes », 13 janvier 2013.
- Libération, Jean-Louis Le Touzet, « Le Nord Mali entre touaregs et jihadistes », 14 janvier 2013.
- Libération, Nicolas Demorand, « Tumeur », 14 janvier 2013.
- Libération, Fabien Offner, « A Segou, Hollande ce héros », 14 janvier 2013.
- Libération, Bernard Guetta, « Le bon choix malien de François Hollande », 15 janvier 2013.
- Libération, Fabien Offner, « Nioni, ultime oasis avant la guerre », 15 janvier 2013.
- Libération, Maria Malagardis, « A Bamako, du bleu, du blanc, du rouge et beaucoup d'inquiétudes », 17 janvier 2013.

- Libération, Maria Malagardis, « Le touareg : l'ennemi désigné à Bamako », 18 janvier 2013.
- Libération, Sylvain Bourmeau, « Le Mali est porteur d'une longue histoire de l'Etat », 20 janvier 2013.
- Libération, Maria Malagardis, « L'armée du Mali par delà la déroute », 20 janvier 2013.
- Libération, Pierre Boilley, « Mali, quel passé pour quel futur ? », 21 janvier 2013.
- Libération, Olivier Besançenot, Christine Poupin, Philippe Poutou, « Nous opposants à la guerre française », 21 janvier 2013.
- Libération, Maria Malagardis, « On les tue et alors c'est la guerre », 22 janvier 2013.
- Libération, Thomas Hofnung, « Mali : la France en avance rapide », 27 janvier 2013.
- Libération, Isabelle Hanne, « Loin du front, les journalistes furibonds », 29 janvier 2013.
- Libération, Maria Malagardis, « Derrière les scènes de liesse, la poussée d'un islam radical », 29 janvier 2013.
- Libération, Thomas Hofnung, « Gao libre mais tenté par la vengeance », 29 janvier 2013.
- Libération, AFP, « Les forces françaises au Mali en état de vulnérabilité », 11 février 2013.
- Libération, Nicolas Demorand, « Contraintes », 17 février 2013.
- Libération, Jean-Louis Le Touzet, « Médias contre soldats, un duel de guerre lasse », 17 février 2013.
- Libération, Thomas Hofnung, « La défense tenue au secret », 17 février 2013.
- Libération, « Mali, ce conflit qui ne veut pas faire parler de lui », 17 février 2013.
- Libération, Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Mali : qui va prendre le relais ? », 3 mars 2013.
- Libération, Thomas Hofnung, « Un retrait militaire du Mali et l'exigence d'un scrutin », 29 mars 2013.

Le Monde

- Le Monde, Philippe Bernard, « Mali, l'inexorable décomposition d'une vitrine de la démocratie africaine », 12 janvier 2013.
- Le Monde, Alain Frachon, « Opération Serval au Mali ou le choix du moindre mal », 14 janvier 2013.
- Le Monde, Nathalie Guibert, « La France s'engage dans une opération massive au nord du Mali », 14 janvier 2013.
- Le Monde, Nicolas Chapuis, « Hollande et le Mali : quelques voies discordantes à droite et à gauche », 14 janvier 2013.
- Le Monde, « Opération Serval : une communication succincte et verrouillée », 15 janvier 2013.
- Le Monde, Hélène Sallon, « Mali : cette guerre est un engagement dans le long terme », 15 janvier 2013.
- Le Monde, François Béguin, « Quelles images de la guerre au Mali ? », 16 janvier 2013.
- Le Monde, Michel Galy, « Un nouvel avatar de la Françafrique », 17 janvier 2013.
- Le Monde, Nathalie Guibert, « L'opération militaire au Mali va entrer dans sa deuxième phase », 18 janvier 2013.
- Le Monde, Alexandra Lemarié et David Revault d'Allonnes, « Intervention au mali : la fin du consensus politique », 19 janvier 2013.
- Le Monde, AFP et Reuters, « Les forces françaises et maliennes reprennent Diabali et Douentza », 21 janvier 2013.
- Le Monde, Jean-François Bayart, « Mali : le choix raisonné de la France », 22 janvier 2013.
- Le Monde, Nathalie Guibert, « Les états-majors des forces au sol sont à pied d'oeuvre », 24 janvier 2013.
- Le Monde, Hélène Sallon, « Au Mali, la stratégie du MNLA passe par Bamako », 30 janvier 2013.
- Le Monde, AFP et Reuters, « Plusieurs ONG s'inquiètent des exactions commises au Mali », 1e février 2013.

- Le Monde, Jean-Philippe Rémy, « Dans les roches de l'Adrar de Tigharghâr, une bataille cruciale est engagée », 28 février 2013.
- Le Monde, Jean-Philippe Rémy, « Mali : une guerre invisible dans Kidal, coupée du monde, 28 février 2013.
- Le Monde, AFP et Reuters, « L'armée française, motus et bouche cousue sur les opérations au Mali », 2 mars 2013.
- Le Monde, Nathalie Guibert, « L'avenir incertain du Mali après l'opération Serval », 9 mars 2013.
- Le Monde, Nathalie Guibert, « Jean Yves Le Drian : « La fin de Serval doit coïncider avec la solution politique au Mali », 11 mars 2013.

Sources audiovisuelles

France 24

- France 24, Matthieu Mabin et Julien Sauvaget, « Sévaré, une ville sauvée de justesse de l'invasion djihadiste », 14 janvier 2013.
- France 24, Cécile Galluccio et Antoine Mariotti, « Les soldats français engagent des combats directs avec les rebelles », 17 janvier 2013.
- France 24, Matthieu Mabin et Julien Sauvaget, « A Niono, l'armée malienne affiche son désoeuvrement », 19 janvier 2013.
- France 24, Matthieu Mabin, « Mali : à Diabali, plus aucun djihadiste n'a été aperçu depuis plusieurs jours », 21 janvier 2013.
- France 24, Matthieu Mabin et Julien Sauvaget, « La bataille de Tombouctou est sur le point de commencer », 27 janvier 2013.
- France 24, Matthieu Mabin et Julien Sauvaget, « L'aéroport de Tombouctou aux mains des forces françaises et maliennes », 28 janvier 2013.
- France 24, Julien Sauvaget et Matthieu Mabin, « Les soldats français et les maliens entrent dans Tombouctou », 29 janvier 2013.
- France 24, Matthieu Mabin, « Les magasins arabes pris pour cibles dans Tombouctou libérée », 29 janvier 2013.

- France 24, Mayssa Awad et Willy Bracciano, « Des milliers de réfugiés maliens affluent dans les pays limitrophes », 1e février 2013.
- France 24, Ludovic de Foucaud, « Les premiers soldats français pourraient quitter le Mali dès le mois de mars », 6 février 2013.
- France 24, Willy Bracciano, « Aux côtés des troupes françaises qui ont repris Tessalit », 9 février 2013.
- France 24, Chady Chlela, Alexandra Renard et Eve Irvine, « Libérée, la ville de Douetza vit malgré tout en état de siège et sans électricité », 10 février 2013.
- France 24, Willy Bracciano, « Combats entre l'armée malienne et des islamistes dans le centre de Gao », 10 février 2013.
- France 24, « Scène de guérilla à Gao entre l'armée malienne et les islamistes », 12 février 2013.
- France 24, Willy Bracciano et Mayssa Awad, « Dans l'enfer de l'hôpital de Gao », 12 février 2013.
- France 24, Julien Sauvaget, Adel Gastel, Aurélien Porcher et Antoine Sextier, « Mali : les Tchadiens dans le bourbier de Kidal », 18 février 2013.
- France 24, Alexandra Renard, Eve Irvine, Chady Chlela, Joël Procope et Antoine Sextier, « Tombouctou, ombre et lumière », 21 février 2013.
- France 24, Roméo Langlois et Luke Brown, « Les pilotes français, clé de voute de l'opération militaire au Mali », 5 mars 2013.
- France 24, Roméo Langlois, « Sur la route de Bamako à Gao », 7 mars 2013.
- France 24, Matthieu Mabin, « Au cœur du sanctuaire djihadiste des Ifoghas », 7 mars 2013.
- France 24, Philomène Rémy et Julien Sauvaget, « Briser le silence pour les victimes de viols au Nord-Mali », 8 mars 2013.
- France 24, Fatimata Wane-Sagna, « L'exode des Maliens vers le Burkina Faso », 13 mars 2013.
- France 24, Roméo Langlois, Luke Brown et Khalil Bechir, « Accusée d'exactions, l'armée malienne est tenue de respecter la population », 14 mars 2013.
- France 24, Matthieu Mabin, Philomène Rémy et Julien Sauvaget, « Sous le feu des djihadistes du Nord-Mali avec les légionnaires », 14 mars 2013.

- France 24, Matthieu Mabin et Marie Drouet, « Mali, sous le feu des djihadistes », 26 mars 2013.
- France 24, Roméo Langlois, Luke Brown et Khalil Bechir, « Les stigmates de la charia à Gao », 27 mars 2013.

iTELE

- ITELE, « Mali : la France engagée contre le terrorisme », 12 janvier 2013.
- iTELE, Florence Lozach, « Mali : soulagement à Bamako », 13 janvier 2013.
- iTELE, Florence Lozach, « Opération Serval : quatrième jour de combats », 14 janvier 2013.
- iTELE, « Opération Serval : la Grande muette », 15 janvier 2013.
- iTELE, « Les renforts français arrivent », 15 janvier 2013.
- iTELE, Florence Lozach, « Mali : la France s'engage au sol », 16 janvier 2013.
- iTELE, plateau d'Olivier Ravanello et Léa Salamé, 24 janvier 2013.
- iTELE, Baptiste Muckensturm et Alexandre Moncayo, « Scènes de pillages à Tombouctou », 29 janvier 2013.
- iTELE, Baptiste Muckensturm, « Tombouctou isolée mais soulagée », 31 janvier 2013.
- iTELE, « Opération Serval, trois semaines après », 1e février 2013.
- iTELE, Baptiste Muckensturm et Alexandre Moncayo, « Tombouctou : les enfants retournent à l'école », 1e février 2013.
- iTELE, « Les langues se délient au Mali », 1e février 2013.
- iTELE, « Serval : trois semaines sans accroc », 2 février 2013.
- iTELE, « Mali : retour vers le nord », 19 février 2013.
- ITELE, Florence Lozach, « Au cœur de la bataille de Gao », 22 février 2013.
- iTELE, « La bataille dans l'Adrar des Ifoghas », 2 mars 2013.
- iTELE, « Les combats s'intensifient au Mali », 4 mars 2013.
- iTELE, Lylya Melkonian, « Formation des soldats maliens », 16 mars 2013.

France 2

- France 2, Envoyé Spécial, Hugo Plagnard, Alexandra Deniau, Jean-Marc Nouck Nouck et Nils Montel, « Sous le régime des islamistes », 31 janvier 2013.
- France 2, Envoyé Spécial, Anouk Burel, Pierre-Jean Perrin, Claire Combaluzier, Jean-Marie Lequertier et Annie-Claude Bequet, « Mali : gestion de la crise », 31 janvier 2013.
- France 2, Envoyé Spcéial, « Exactions au Mali ? », 7 février 2013.

Entretiens

- Rencontre avec Julien Sauvaget reporter pour *France 24*.
- Echange de mail avec Florence Lozach, grand reporter pour *iTELE*.
- Entretien téléphonique avec Guillaume Lhotellier, journaliste reporter d'images indépendant.
- Echange de mail avec Thomas Hofnung, journaliste indépendant, ex-*Libération*.

Table des matières

Introduction....6
Partie 1. Guerre éclair et difficultés de couverture de l'intervention Serval....17
Chapitre 1. la France intervient au mali : les raisons....17
A. Contexte de l'intervention française au Mali....17
1. Chronologie des événements....17
De l'offensive rebelle au coup d'Etat militaire....17
Déclenchement et déroulement de l'opération Serval....18
2. L'Afrique : une zone d'influence française....19
Situation géographique et communautés....19
Un Etat fragilisé....19
Une aire d'influence française....20
3. Evolution des buts de guerre et des termes de l'engagement....21
Un revirement de situation....21
Des buts de guerre multiples....21
Un discours d'appropriation....22
Objectifs de l'intervention française....23
Une durée incertaine....23
Une communication précipitée....24
B. Légitimation de l'engagement des forces françaises sur le territoire malien....25
1. Guerre contre le terrorisme et occultation des problèmes de fond....25
Le terrorisme, un ennemi consensuel....25
Une terminologie réductrice....26
Le poids des experts....27
2. Convaincre l'opinion publique du bien fondé de l'intervention....27
Communication de crise, communication de guerre....27
La justification de l'intervention....29
C. Intervention militaire au Mali et communication de crise....30
1. Serval ou la nouvelle géopolitique des conflits....30
Une démonstration de force....30
Les limites d'une intervention....30
2. Répartition des rôles et des discours au sein du gouvernement....32
La division du travail communicationnel....32
Intervenir dans les médias....33
Rappeler la légalité de l'intervention....34
Chapitre 2. maîtriser les représentations de la guerre au mali : une variable stratégique....35
A. Des médias sous contrôle : le black out militaire....35
1. Communication militaire succincte et verrouillée....35
Absence de bilans chiffrées....35
Mettre les africains sur le devant de la scène....36
2. Spécificités des techniques employées par l'armée pour la gestion de l'information au

Mali 37
Embarquement des journalistes 37
Fabrication d'images animées par l'ECPAD....38
La parole comme outil de légitimation....38
Black out militaire 38
B. Serval : la difficulté de raconter la guerre 40
1. Manque d'accès au front et difficultés de couverture 40
Collecte de l'information en Afrique....40
Les témoignages, matière première du journaliste 40
Le rôle du fixeur 41
Correspondant vs envoyé spécial 42
Le manque de sources 43
Difficulté d'informer sur la guerre 43
2. Critiques essuyées par l'armée française 44
« Une grossière erreur »....44
Des réactions sur la Toile 45
Entre impuissance et regrets 45
C. Les soldats de l'info : couvrir Serval à ses risques et périls 47
1. Journalistes pris pour cible : le risque croissant de la prise d'otages 47
Un conflit asymétrique 47
Journalistes ou belligérants ?....47
Les risques encourus 48
2. Armée et journalistes au Mali : le chat et la souris 49
Logique médiatique vs logique militaire 49
Raconter la Grande muette 49
Astuces et ruses journalistiques 50
Une relation donnant-donnant 50
Partie 2 : Couverture imparfaite, guerre aseptisée et sans témoins....52
Chapitre 1. serval : une couverture imparfaite 52
A. Modalités de traitement par les chaînes de télévision et les grands quotidiens nationaux 52
1. Serval à la télévision 52
Une guerre sans images....52
...Quand l'information revient au front 55
2. Serval dans les journaux : un récit plus détaillé et plus critique 57
Le risque d'enlisement 57
Les raisons de l'engagement....58
Issue incertaine, doutes et critiques....58
B. La guerre au Mali : une compréhension imparfaite....60
1. Des raisons liées aux mutations du champ journalistique....60
Le recul de l'actualité internationale 60
L'absence de spécialistes 61
Conséquence sur le traitement des conflits 61
La presse écrite rescapée 62
2. Situation complexe au Mali et manque d'intelligibilité....62
Vulgarisation vs complexité....62
Le poids des mots 63
Qualification brouillée des ennemis, abus et amalgames....65
C. La guerre contre le terrorisme : une seule vision de la guerre....67
1. Une problématique récente : les journalistes sont-ils seulement des témoins ? 67

La guerre d'un seul côté....67
La neutralité journalistique en question....68
2. Le devoir d'informer et ses limites....69
Frustration et partialité....69
Conscience professionnelle....69
Absence de recul critique....70
Une logique d'interdépendance....70
Limites liées à l'audience de la chaîne....71
Chapitre 2. serval : une co-construction des journalistes et de leurs sources....72
A. Une grille de lecture française du conflit malien....72
1. Valorisation de l'opération Serval par les médias....72
La grille de lecture des conflits africains....72
Valorisation du succès militaire....73
Le patriotisme journalistique....74
Le poids des spécialistes....75
Légitimation de l'intervention....75
La force des témoignages et des commentaires....76
Diabolisation de l'adversaire....76
2. Profusion d'images de source militaire à la télévision....77
Quand l'ECPAD inonde les JT....77
Quelle valeur informative ?....78
Des images de promotion....78
B. L'influence des responsables politico-militaires....80
1. Sur le terrain....80
La communication de l'armée....80
Occuper le terrain médiatique....80
L'expertise militaire....81
Influence des autorités locales....82
2. Lecture de l'intervention Serval en politique intérieure française....83
L'isolement de la France....83
Le spectre de la Françafrique....83
C. Voix discordantes, précautions et recul journalistique....85
1. La vérification de l'information sur le terrain, nerf du journalisme....85
Ne rien dire sans certitude....85
Voir ou entendre : quelle vérité ?....85
L'objectivité journalistique....86
Un effort de prudence....87
2. Lecture critique et angles originaux....87
Déconstruire le discours dominant....87
Inquiétude de l'institution militaire....88
Des angles de traitement atypiques, authentiques....88
Le jeu dangereux de la France avec le MNLA....90
Conclusion....92
Bibliographie....96
Ouvrages....96
Articles de revues scientifiques....97
Sources....99
Centres de documentation....99
Conférences et débats....99
Sources électroniques....99

Corpus....102
Sources presse....102
Sources audiovisuelles....106
Entretiens....109
Table des matières....110
Table des annexes....115
Cartes du Mali et de l'intervention Serval....116
Les territoires contrôlés par les rebelles en janvier 2013....117
....117
De l'offensive des combattants djihadistes à l'engagement militaire de la France....118
Chronologie des événements....119
2012....119
17 janvier....119
24 janvier....119
2 février....119
3 mars....120
22 mars....120
27 mars....120
30 mars au 1er avril....120
5 avril....120
6 avril....120
7 avril....121
12 avril....121
15 avril....121
30 avril....121
5 mai....121
20 mai....121
27 juin....121
5 juillet....122
26-28 juillet....122
30 juillet....122
4 août....122
20 août....122
21 septembre....122
2 novembre....123
20 novembre....123
11 décembre....123
20 décembre....123
21 décembre....123
2013....124
9 janvier....124
10 janvier....124
11 janvier....124
14 janvier....124
15 janvier....124
16 janvier....124
17-19 janvier....125
18 janvier....125
21 janvier....125
23 janvier....125

25-30 janvier....125
1er février....126
2 février....126
7 février....126
Mi-février....126
1er mars....126
12 mars....126
26 mars....126
Fin mars-début avril....127
22 avril....127
25 avril....127
Glossaire....128
MNLA....128
Ansar Eddine....128
AQMI....128
MUJAO....129
MISMA....129
MINUSMA....129
IFRI....129
CNRS....129
Entretiens....130
Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24....130
Entretien téléphonique avec Guillaume Lhotellier, journaliste reporter d'images indépendant....143
Echange de mail avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE....151
Echange de mail avec Thomas Hofnung, journaliste indépendant, ex-Libération....160
Communiqué du CSA, 14 février 2013....166

Table des annexes

Annexe 1 Cartes du Mali et de l'intervention Serval.....111
Annexe 2 Chronologie des événements.....114
Annexe 3 Glossaire.....123
Annexe 4 Entretiens 125
Annexe 4 Communiqué du CSA, 14 février 2013.....160

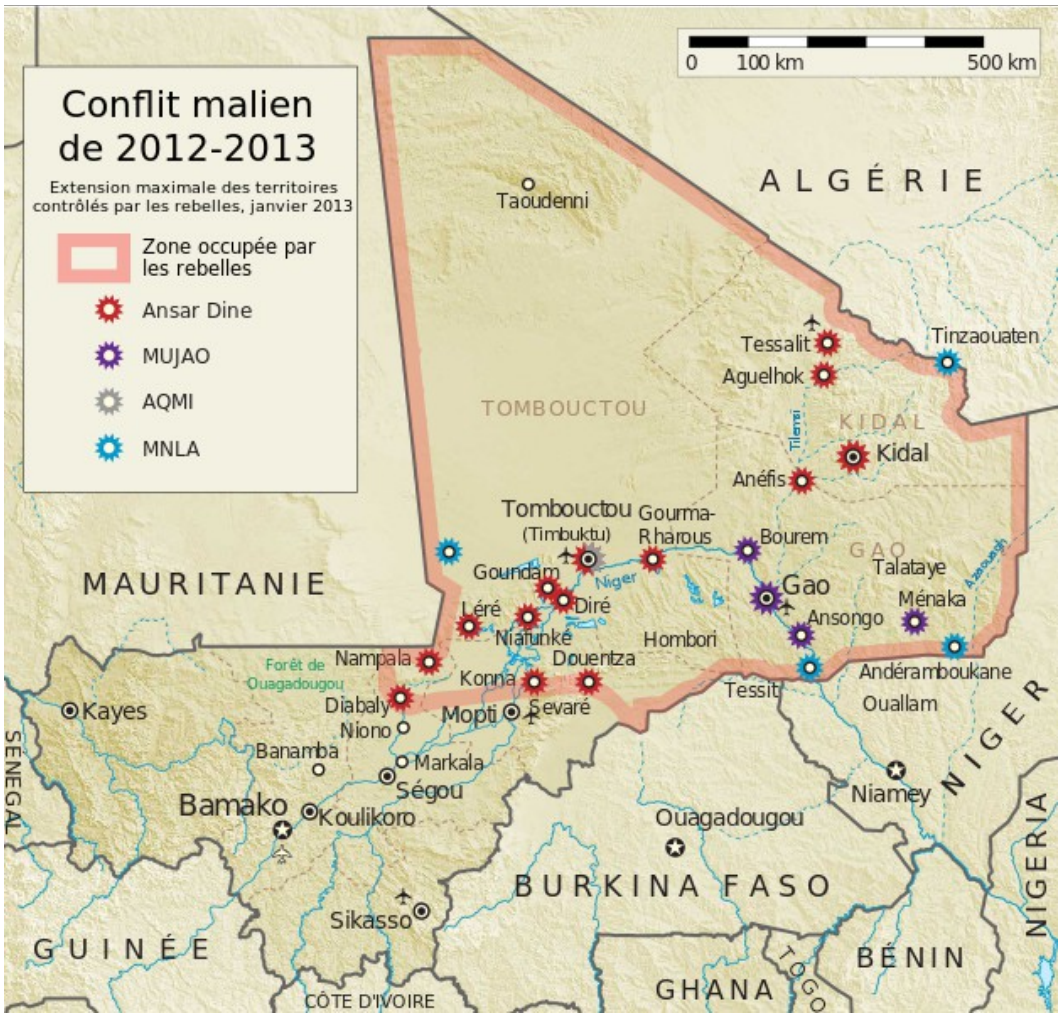
Annexe 1

Cartes du Mali et de l'intervention Serval

Le Mali, au carrefour du Sahel et du Sahara[142]

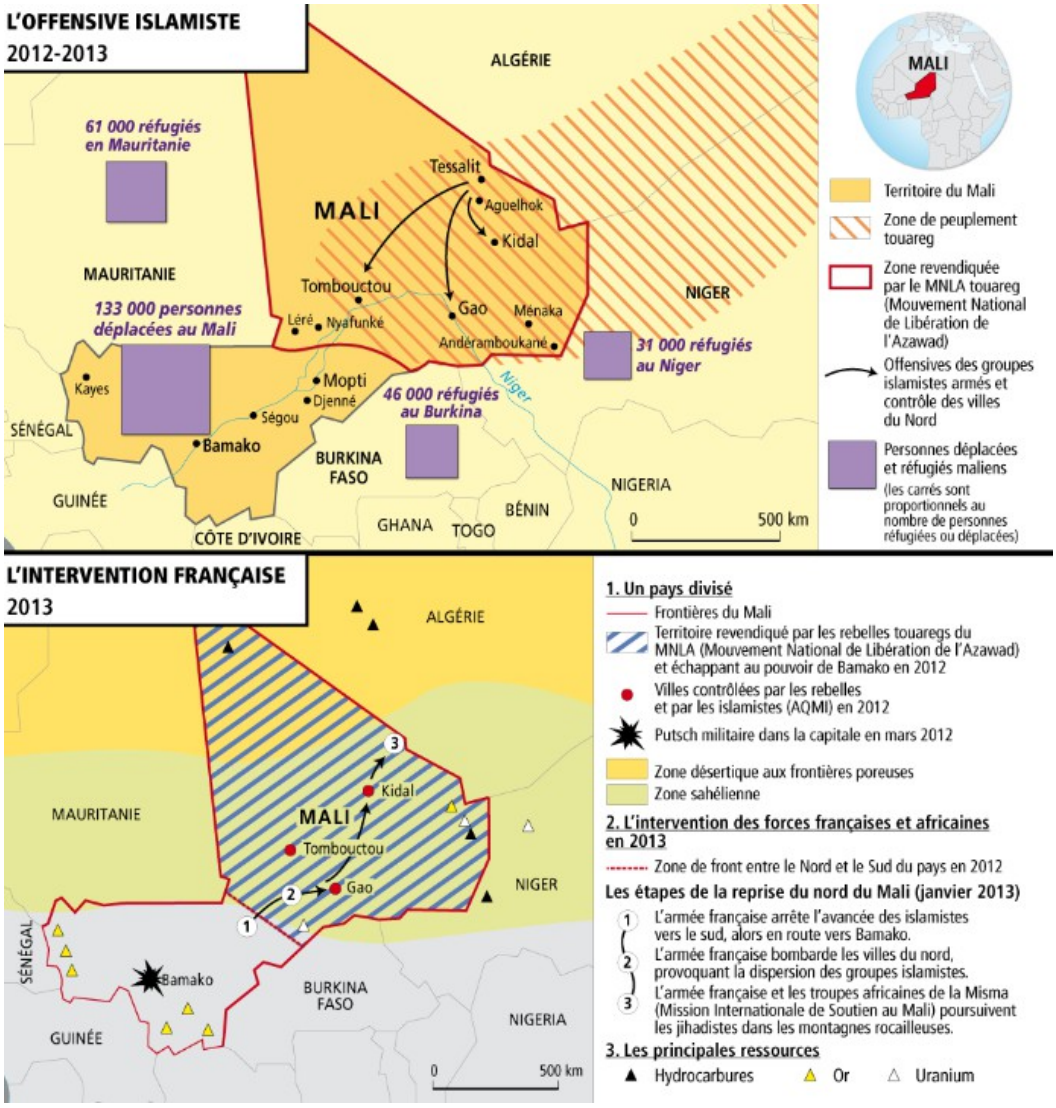
[142]Ministère de la Défense, URL : www.defense.gouv.fr

Les territoires contrôlés par les rebelles en janvier 2013[143]



[143]Le Web Pédagogique, URL : lewebpedagogique.com.

De l'offensive des combattants djihadistes à l'engagement militaire de la France[144]



[144]Le Web Pédagogique, URL : lewebpedagogique.com.

Annexe 2

Chronologie des événements[145]

2012

17 janvier

Le MNLA allié au groupe Ansar Eddine d'Iyad Ag Ghali attaque le camp militaire de Ménaka, non loin de la frontière nigérienne. Cet assaut marque la reprise de la rébellion touarègue, facilitée par le retour de Libye d'anciens militaires armés. L'offensive rebelle se poursuit dans les jours et les semaines qui suivent, vers Tésalit, Aguelhok, Léré, etc. L'armée malienne lance une contre-offensive. Des milliers de personnes fuient la zone.

24 janvier

Des membres d'AQMI et des rebelles du MNLA attaquent la ville d'Aguelhok. A cette occasion, une centaine de militaires maliens auraient été massacrés, égorgés ou tués d'une balle dans la tête.

2 février

Manifestation de femmes de soldats dans la ville de garnison de Kati, dans la banlieue de Bamako. La situation se tend au Mali en raisons des troubles au nord et du contexte politique incertain à l'approche de l'élection présidentielle prévue le 29 avril.

[145] GALY Michel, La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre. Paris : La Découverte, 2013, p 187-194.

3 mars

Un attentat kamikaze contre le siège de la Gendarmerie nationale algérienne à Tamanrasset fait vingt-trois blessés ; il sera revendiqué par le MUJAO.

22 mars

Coup d'Etat contre le président malien Amadou Toumani Touré ("ATT"). A Bamako, une mutinerie de "bérets verts" dégénère en coup d'Etat. Dirigé par le capitaine Amadou Haya Sanogo, un Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE) prend le pouvoir et suspend la Constitution. La junte ne parvient pas à contenir la rébellion au nord.

27 mars

Des manifestants pro-junte empêchent, sur le tarmac de l'aéroport de Bamako, la venue des chefs d'Etat ouest-africains venus tenter de rétablir le président Amadou Toumani Touré dans ses fonctions. Le sommet extraordinaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se tient donc à Abidjan, autour des présidents ivoirien Alassane Ouattara et burkinabé Baise Compaoré, respectivement président en exercice de la CEDEAO et médiateur de l'organisation dans la crise malienne.

30 mars au 1er avril

Les groupes rebelles du Nord-Mali s'emparent successivement de Kidal, Gao et Tombouctou. L'alliance entre les djihadistes (Ansar Eddine et AQMI) et le MNLA se fracture : ce dernier est chassé de Tombouctou le 2 avril.

5 avril

Enlèvement du consul d'Algérie à Gao et de six de ses collaborateurs, revendiqué trois jours plus tard par le MUJAO.

6 avril

Le MNLA proclame l'indépendance de l'"Azawad".

7 avril

Signature d'un accord-cadre entre la CEDEAO et le CNRDRE prévoyant le transfert du pouvoir aux civils et la désignation d'un président et d'un gouvernement de transition. Cette transition est prévue pour durer quarante jours.

12 avril

Dioncounda Traoré, ancien président de l'Assemblée nationale malienne, est investi président de la transition. Le 17 avril, Cheick Modibo Diarra est nommé Premier minitre de transition.

15 avril

Béatrice Stockly, citoyenne suisse, est enlevée à Tombouctou. Elle sera libérée neuf jours plus tard par le groupe Ansar Eddine.

30 avril

A Bamako, les putschistes affirment avoir déjoué une offensive des "bérets rouges", restés fidèles à ATT, accusés de vouloir mener un "contre-coup d'Etat".

5 mai

A Tombouctou, destruction par les djihadistes d'AQMI et d'Ansar Eddine d'un mausolée inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco. D'autres actions similaires auront lieu le 30 juin.

20 mai

Alors que la transition devait durer quarante jours, Dioncounda Traoré est reconduit à la tête de l'Etat pour un an, suite à des tractations entre la CEDEAO et le CNRDRE. Le lendemain, Traoré est agressé par des manifestants favorables à la junte. Blessé, il se fait soigner en France.

27 juin

Les islamistes du MUJAO prennent le contrôle de Gao après des combats sanglants avec le MNLA.

5 juillet

Le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la résolution 2056, présentée par la France, qui apporte son soutien aux efforts de la CEDEAO et de l'Union africaine pour résoudre la crise malienne.

26-28 juillet

Après avoir été reçu à Alger le 15 juillet, le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius se rend au Niger, au Burkina Faso et au Tchad.

30 juillet

Instauration d'une versions radicale de la charia dans les diverses localités du Nord-Mali.

4 août

Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian déclare qu'une intervention militaire africaine est "souhaitable et inéluctable". "La France la soutiendra, ajoute-t-il, et je l'espère, l'Union européenne aussi."

20 août

Dioncounda Traoré, revenu à Bamako un mois plus tôt après une convalescence de deux mois à Paris, remanie son gouvernement. Ce dernier marque le retour des partis politiques traditionnels.

21 septembre

Alors que d'intenses tractations diplomatiques sont en cours, notamment entre la France et ses alliés africains, pour organiser une intervention militaire au Nord-Mali, le Conseil de sécurité de l'ONU se dit prêt à "examiner une proposition réaliste pour le déploiement d'une force panafricaine". Le 27 septembre, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, avertit toutefois : "Toute solution militaire pour résoudre la crise sécuritaire dans le nord du Mali devrait être envisagée avec une extrême prudence. Elle pourrait avoir de graves conséquences humanitaires."

2 novembre

Des représentants d'Ansar Eddine sont reçus par Blaise Compaoré, médiateur de la CEDEAO dans la crise malienne. Ansar Eddine, qui reste pourtant associé à AQMI et au MUJAO sur le terrain, proclame le 6 novembre son rejet du terrorisme et se dit prêt au dialogue avec Bamako.

20 novembre

Le MUJAO revendique l'enlèvement d'un Français d'origine portugaise, Giberto Rodrigues Leal, à Diéma, dans le sud-ouest du Mali.

5 décembre

Alassane Ouattara, président en exercice de la CEDEAO, plaide pour une résolution urgente du Conseil de sécurité de l'ONU pour le déploiement d'une force régionale dès le premier trimestre 2013. Le même jour, le dirigeant d'AQMI, l'Algérien Abdelmalek Droukdel, menace la France et les Etats africains dans une vidéo : "Si vous voulez la guerre, le Sahara sera un grand cimetière pour vos soldats."

11 décembre

Le Premier ministre Cheick Modibo Diarra, favorable à une intervention armée dans le nord du Mali, annonce sa "démission" après son arrestation la veille par des militaires appartenant à l'ex-junte. Il est remplacé le lendemain par le médiateur de la République Diango Cissoko. Un nouveau gouvernement d'Union nationale est nommé.

20 décembre

Le Conseil de sécurité vote à l'unanimité la résolution 2085, autorisant l'envoi d'une force militaire de la CEDEAO pour reprendre le nord du Mali. La résolution ne fixe pas de calendrier précis pour le déclenchement de l'offensive.

21 décembre

Adoption à Alger, sous l'égide du gouvernement algérien, d'un "partenariat de principe" entre le MNLA et Ansar Eddine, par lequel les deux organisations s'engagent pour la "lutte contre le terrorisme et le crime organisé" et l'ouverture d'un "dialogue avec le gouvernement de Bamako".

2013

9 janvier

Alors que les groupes djihadistes avancent vers le Sud du Mali, Dioncounda Traoré demande le soutien de la France.

10 janvier

Les groupes djihadistes prennent la ville de Konna. Des militaires français sont dépêchés à Sévaré, située entre Konna et Bamako, pour protéger l'aéroport de la ville et bloquer l'avancée des groupes armés. A Bamako, des milliers de manifestants proches de la Coordination nationale des organisations patriotiques du Mali (Copam) et de la gauche radicale exigent dans la rue le départ immédiat du "président intérimaire" Dioncounda Traoré.

11 janvier

La France lance l'opération Serval. François Hollande indique que cette intervention durera le "temps nécessaire" mais que la France opérera "dans le strict cadre des résolutions des Nations unies". La CEDEAO autorise l'envoi immédiat des troupes dans le cadre de la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA). Le 13 janvier, l'Algérie autorise le survol de son territoire aux avions français.

14 janvier

Les djihadistes évacuent Douentza, Gao et Tombouctou après les bombardements des forces françaises, mais prennent la localité de Diabali, à 400 km au nord de Bamako.

15 janvier

L'opération Serval entre en phase terrestre. Les blindés français quittent Bamako pour Diabali, bombardée dans la nuit par l'aviation française. Quelque 4.000 soldats français sont engagés dans l'opération Serval.

16 janvier

Prise d'otages massive sur le site gazier de Tiguentourine, à proximité d'in-Amenas, dans le Sahara algérien : plusieurs centaines de personnes travaillant sur le site, dont une majorité d'Algériens et une quarantaine d'étrangers, sont séquestrées. Affirmant

venir du nord du Mali, les preneurs d'otage se réclament d'un groupe lié à Al-Qaida, les "Signataires du sang", dirigé par Mokhtar Belmokhtar (l'un des dirigeants d'AQMI).

17-19 janvier

L'armée algérienne lance plusieurs assauts à Tiguentourine. Selon le Premier ministre algérien Abdelmalek Sellal, trente-huit otages et ving-neuf assaillants ont été tués au cours de l'opération.

18 janvier

Grâce à l'intervention française, l'armée malienne reprend la ville de Konna. A Bamako, les premiers soldats ouest-africains arrivent dans le cadre de la MISMA. Des soldats tchadiens (hors MISMA) arrivent également au Mali. Le 19 janvier, un sommet extraordinaire de la CEDEAO appelle les Nations unies à fournir un appui logistique et financier immédiat pour le déploiement effectif des troupes de la MISMA.

21 janvier

Alors que l'armée française poursuit son déploiement au Nord-Mali, les villes de Diabali et Douentza sont reprises aux djihadistes.

23 janvier

Le Haut Conseil Islamique du Mali accorde, par la voix de son président Mahmoud Dicko, son soutien à l'opération Serval. Il se désolidarise ainsi des mouvements qui occupent le Nord-Mali au nom de l'islam.

La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) accuse des soldats maliens d'exactions à l'encontre des communautés arabes et tourègue. Le même jour, on apprend que les forces spéciales vont renforcer la sécurité des mines d'uranium d'Areva au Niger.

25-30 janvier

Les forces françaises et maliennes reprennent les principales villes du Nord-Mali : Gao, Tombouctou, Kidal. Les principaux responsables des groupes islamistes se réfugient dans le massif des Ifoghas, au nord de Kidal.

1er février

Amnesty International met en cause l'aviation française : les bombardements effectués dans la ville de Konna, dans la nuit du jeudi au vendredi 11 janvier, auraient tué au moins cinq civils.

2 février

Visite du président français François Hollande au Mali.

7 février

Alors que les accrochages se multiplient entre l'armée française et les djihadistes, le MUJAO revendique un attentat suicide à Gao. Plusieurs attentats seront perpétrés par la suite dans diverses villes du Nord-Mali (Gao, Kidal, Tombouctou).

Mi-février

Les combats font rage dans le massif des Ifoghas, près de la frontière avec l'Algérie, entre les combattants djihadistes et les soldats français et tchadiens. Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, se rend dans la zone le 8 mars.

1er mars

Le président tchadien Idriss Déby annonce la mort de deux chefs d'AQMI, Abdelhamid Abou Zeïd et Mokhtar Belmokhtar. Le 23 mars, la France confirme la mort du premier. Le sort du second reste incertain.

12 mars

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme accuse des soldats maliens d'avoir perpétré des exactions depuis l'intervention militaire française dans le nord du Mali. L'ONU demande au gouvernement malien de mener une enquête et de juger les responsables.

26 mars

L'ONU annonce le déploiement au Mali d'une mission de maintien de la paix (MINUSMA), forte de 11.200 hommes et accompagnée d'une "force parallèle" pour combattre les djihadistes.

Fin mars-début avril

Après le "nettoyage" du massif des Ifoghas, l'armée française poursuit sa traque des djihadistes : à Tombouctou, contre des "terroristes infiltrés" ; dans le massif de Tigharghar, fief d'AQMI ; au sud de Tessalit ; au nord de Gao, contre le MUJAO (opération Gustav). Parallèlement, des efforts sont déployés pour former au plus vite les armées africaines destinées à "prendre le relais" des forces françaises.

22 avril

Le Parlement français autorise le prolongement de l'opération Serval que le gouvernement présente comme un "succès" (de source militaire quelque six cents djihadistes d'AQMI, d'Ansar Eddine et du MUJAO ont été tués en quatre mois d'opération). Alors que quatre cents soldats français ont déjà été rapatriés, le gouvernement français prévoit d'en désengager 1.600 supplémentaires avant juillet pour ne laisser sur place que 2.000 hommes, dans le cadre de la "force parallèle" antiterroriste évoquée par l'ONU. Les 6.300 soldats africaines de la MISMA sont en passe d'être intégrés dans la MINUSMA. Et l'opération s'installe dans la durée : l'Elysée prévient que la MINUSMA restera au Mali "pour plusieurs années".

25 avril

Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 2100, poussée par la France et autorisant le déploiement à compter du 1er juillet 2013 de la MINUSMA. Cette dernière, composée de 11.200 soldats et 1.440 policiers, sera envoyée "pour une période initiale de douze mois".

Annexe 3

Glossaire

MNLA

Le Mouvement National de Libération de l'Azawad est une organisation politique et militaire majoritairement touareg qui combat pour l'autodétermination et l'indépendance de l'Azawad (nord du Mali). Le 17 janvier 2012, ce mouvement est à l'origine de l'insurrection touarègue au Nord-Mali et prend rapidement le contrôle de la région de Kidal.

Ansar Eddine

« Défenseur de l'islam » est un groupe islamiste touareg basé au nord du Mali, qui souhaite imposer la charia par la lutte armée. Il aurait été fondé par Iyad ag Ghaly, l'un des principaux chefs de la rébellion touareg des années 1990.

AQMI

Al-Qaida au Maghreb islamique est une émanation du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien. En 2006, ce groupe a fait allégeance au fondateur d'Al-Qaida, Oussama Ben Laden. AQMI opère dans une grande partie du Sahel et est à l'origine de nombreuses prises d'otages dans la zone.

MUJAO

Le Mouvement pour l'Unicité du Djihad en Afrique de l'Ouest est un groupe né de la scission du groupe armé AQMI. Composé essentiellement de Mauritaniens et de Maliens, il se donne comme objectif d'étendre l'insurrection islamistes du Maghreb en Afrique de l'Ouest.

MISMA

Mission Internationale de soutien au Mali sous conduite Africaine.

MINUSMA

Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali.

IFRI

Institut Français des Relations Internationales.

CNRS

Centre National de la Recherche Scientifique.

Annexe 4

Entretiens

Entretien avec Julien Sauvaget, reporter pour France 24

1. Combien de fois vous êtes-vous rendu au Mali pendant l'opération Serval ? Dans quelles villes ?

J'y ai passé cinq mois et demi entre janvier et août. J'y suis retourné pour les élections législatives à Bamako en novembre. Pour les villes, Sévaré, Léré, j'ai fait la libération de Tombouctou, je me suis ensuite rendu au Burkina Faso pour les camps de réfugiés, puis Gao, quelques passages à Bamako, je suis repassé par N'Djaména pour un embedded avec l'armée tchadienne pour aller à Kidal en avril et je suis retourné à Kidal lors du premier tour des présidentielles en juillet par mes propres moyens en juillet.

2. Sur le terrain, étiez-vous indépendant ? Vous me disiez que vous étiez embedded avec l'armée tchadienne ?

J'ai fait un seul embedded avec l'armée tchadienne d'une petite semaine en avril 2013. Toutes mes autres missions qui avaient une durée moyenne comprise entre trois et cinq semaines, j'étais en libre.

3. Le fait de partir avec l'armée tchadienne permet de voir ce que les autres n'ont pas vu en étant avec l'armée française ?

Oui parce qu'en avril, la ville est officiellement libérée depuis 2 mois environ, il n'y a pas de forces françaises hormis les forces spéciales sur Kidal et du coup, c'était soit avec la MINUSMA, soit avec les Tchadiens qui à l'époque ne faisaient pas encore partie de la MINUSMA. A l'époque, c'est juste une force qui avait été sollicitée par la France et qui avait participé à l'opération, mais indépendamment de la MINUSMA. Donc j'avais le choix entre la MINUSMA ou les Tchadiens, les Tchadiens nous ont ouvert leurs portes parce qu'ils voulaient intégrer la MINUSMA et faire venir *France 24* pour montrer ce qu'ils faisaient à Kidal était important pour eux. Sur place, il n'y avait pas encore de base militaire française et uniquement les forces spéciales que j'ai croisées mais qui ont refusé de parler, d'être filmées.

4. Quelles sont les conséquences quand on est embedded ? Est-ce que les militaires Tchadiens avaient un droit de regard sur vos images ?

Evidemment à partir du moment où on est dans un embedded, il y a des contraintes. Officiellement je n'avais pas le droit d'interviewer autre chose qu'un officiel habilité par l'armée tchadienne. Si je voulais interviewer un simple soldat, il fallait d'abord que je demande une autorisation à un officier habilité qui faisait un brief avec le soldat, donc au niveau spontanéité et vérité de ce qu'on obtient c'est très mauvais. Après ce qu'on fait en général dans ces cas là c'est que dès que les officiers s'éloignent, on en profite pour faire des interviews de soldats, j'en ai réalisé. Après cela provoquait des tensions avec les officiers, des tensions avec notre fixeur (journaliste tchadien avec qui j'avais déjà travaillé et qui servait aussi de traducteur sur place) et qui avait été notre intermédiaire pour négocier avec l'armée tchadienne et fluidifier le rapport avec elle. Tensions car tout est contrôlé, on nous demande de filmer telle chose, de ne pas filmer telle autre. D'où mon choix d'avoir toujours choisi d'y aller par mes propres moyens afin d'avoir une vision plus libre de ce qui se passe vraiment à Kidal (hormis cette opération là parce que Kidal est relativement

inaccessible. Il me semble que je suis le deuxième ou troisième Français journaliste à l'atteindre.

5. Sachant que toute guerre implique communication, peut-on toujours prendre pour argent comptant ce que nous dit l'armée ?

Surtout pas.

6. Comment faire pour corroborer les informations, recouper les sources ?

Des contacts sur le terrain avec qui on va vérifier l'information, évidemment l'idéal c'est de se rendre sur place, de pouvoir vérifier ce que nous a dit l'armée en étant sur place. Quand on ne peut pas s'y rendre, quand c'est difficile de se déplacer comme par exemple dans le Nord Mali, dans ce cas là c'est d'avoir un réseau de personnes de confiance qu'on obtient à force d'y aller, de rencontrer des gens qu'on connaît, avec qui on a travaillé, qu'on a déjà interviewé ou qu'on a pu rencontrer à Bamako comme des réfugiés avec qui on a gardé contact. J'avais gardé des numéros de militaires tchadiens qui sont restés sur place. Soit par téléphone, soit en se rendant sur place avec la population aussi. Je vérifiais aussi la version de la MINUSMA, des ONG, de toutes personnes sur place qui peuvent constater par leurs yeux ce qui s'est passé.

7. Le fait de cantonner les journalistes à Bamako pendant les premières semaines, visait à rendre le tableau plus propre ?

J'ai échappé à ce cantonnement à Bamako. Je faisais partie des rares équipes qui ont réussi à passer avant la formation des barrages, juste parce qu'on a démarré quelques heures avant les autres. On a été bloqué par l'armée malienne au niveau de Sévaré pour le front ouest et pour le front nord, on été bloqué au niveau de Markala, donc avant le passage du pont pour aller vers Léré puis Tombouctou. Il y avait une raison qui n'est pas complètement bête qui est celle de la sécurité des journalistes. L'armée

française n'avait aucune envie de se retrouver avec des journalistes qui se fassent kidnapper. Il y avait encore huit otages à l'époque dans le désert. Il était hors de question de laisser se mettre en danger des journalistes qui auraient agi de manière inconsidérée. Plusieurs fois on aurait pu certainement négocier avec l'armée malienne. Certaines fois on nous bloquait à Sévaré, à Malkala on pouvait passer, on a décidé de ne pas aller plus loin pour des raisons de sécurité de nous-mêmes : on ne prend pas ce risque, on ne sait pas quelle est la situation après cette ligne, c'est la dernière ligne de défense malienne, on ne sait pas combien de djihadistes il y a, est-ce qu'ils sont nombreux, partout ou pas. On avait peu d'informations qui venaient de l'autre côté de la frontière.

L'armée française bloque alors les journalistes pour ces raisons là, ça en tout cas c'est la raison officielle. Après il y a évidemment la tentative de contrôle de l'information comme très vite ils organisent un embedded derrière et que la plupart des journalistes qui arrivent à nous rejoindre ensuite sont embedded. Evidemment en embedded on les contrôle, on les amène où on veut, ils ne se baladent pas partout. Cela permet d'éviter que les journalistes ne parlent des exactions de l'armée malienne. Je me suis d'ailleurs beaucoup méfié de ces histoires parce que c'était quelque chose de difficilement vérifiable sur le terrain parce qu'on nous parlait de règlements de compte, l'armée malienne qui avait fait ceci cela (ex : une fois on nous a montré des dégradations faites et qui ne dataient clairement pas d'hier). On est dans des situations où des gens ont des intérêts à dire que l'armée malienne fait des saloperies parce qu'ils soutiennent les djihadistes et qu'ils ont tout intérêt à ce que l'image de l'armée malienne soit salie. Pour autant, l'armée malienne n'est pas exempt d'avoir fait des exactions. Parfois, il n'y a qu'en étant sur place qu'on peut être sur de ce qu'il en est. Il y a eu plusieurs exagérations assez importantes de la part d'ONG, de journalistes qui n'étaient pas sur place, qui relayaient des propos qui leur étaient rapportés depuis le terrain par des habitants mais qui étaient grandement exagérés par rapport à la réalité du terrain. Il y avait aussi parfois des règlements de compte entre habitants comme souvent en zone de guerre. Il faut toujours être très méfiant sur ces histoires quand on arrive sur une zone de conflit, quand on découvre la zone, il faut prendre tout avec des pincettes, vérifier tout quatre fois avant de l'annoncer, ce qui a parfois été fait de manière un peu rapide pour moi sur ces exactions de l'armée malienne, trois jours après le début de l'intervention.

8. Avez-vous rencontré des difficultés pour accéder aux soldats maliens ?

Je n'ai pas du tout eu ce problème. Pendant près de 10 jours on ne voit pas l'armée française (arrivée le 12). On croise parfois quelques pick up des forces spéciales qui sont les seuls en avancée. La colonne française est en train de partir, elle n'est pas du tout présente dans les zones où on est, on a affaire qu'à l'armée malienne désorganisée au possible, qui n'a pas d'instructions sur ce qu'il faut dire ou non. Pas toujours évident d'avoir du sonore mais par contre de les approcher et de parler avec eux (sujet à Markala sur le dénouement de l'armée malienne avant l'arrivée des troupes françaises et on a eu aucun blocage). La désorganisation de l'armée malienne faisait que c'était bien plus simple parce que les soldats ne contrôlaient pas totalement.

9. Pouvez-vous me parler de l'armée malienne et de son rôle dans l'intervention ?

Avant l'intervention, l'armée malienne c'est une catastrophe. Corruption, clientélisme, hiérarchie désorganisée, aucune formation militaire correcte. Les soldats ne sont pas des gens motivés pour la défense d'un pays, il n'y a pas la notion de patrie. Grande majorité va fuir les combat au moindre coup de feu de la part des djihadistes. L'attaque menée par les djihadistes début janvier 2013 sur les deux raids simultané sur Sévaré et Niono : ça saute aux yeux, on arrive dans une base qui est mal protégée, pas de barricades, un seul mirador à moitié en ruines, pas de grillage de sécurité, pas de fossé… Choses que font normalement des militaires quand ils sont dans une base et là rien n'est fait. Attaque menée et pas de défense du poste, tout est abandonné en l'état jusqu'aux munitions et les djihadistes récupèrent l'arsenal militaire.

Pendant l'intervention, galvanisée par l'arrivée des troupes françaises qui fait fuir devant eux les djihadistes sans même avoir à combattre, l'armée malienne va se mettre en tête régulièrement, remotivée pour reconquérir leur pays parce qu'ils savent que derrière, les Français sont là pour se battre s'il y a besoin. En face on a des djihadistes qui sont eux formés, dont certains sont des anciens militaires maliens formés par les USA, qui ont combattus en Libye, ont été mercenaires sous Kadhafi, ce sont des mecs entrainés, qui savent se battre, qui n'ont pas peur de mourir…

Anecdote intéressante sur le rôle de l'armée malienne : la prise de l'aéroport de Tombouctou (fin janvier 2013) et l'offensive conjointe armées française/malienne n'est pas une grande réussite en termes de préparation. Hommes fatigués après avoir traversé le désert pendant des jours dans des conditions très éprouvantes. Pluies le jour-même, le sable se transforme en piège pour les véhicules qui s'embourbent mais surtout cela désorganise totalement la colonne. Au bout d'une heure d'offensive un peu ratée, les trois véhicules maliens réussissent à atteindre la piste de l'aéroport. Je fais partie de cette échappée de journalistes qui rentrent en même temps qu'eux sur l'aéroport. L'armée française voulait mettre les Maliens en avant mais le fait que ce soit des pick up maliens qui arrivent en premier sur le tarmac de l'aéroport de Tombouctou, c'est du hasard complet. 45min plus tard, l'armée française arrive et découvre la situation. L'armée française les a mis en avant parce que c'est leur pays, il ne fallait pas les humilier, qu'ils se sentent inférieurs et c'est normal, on était chez eux, invités par le Mali pour intervenir.

10. Les buts de guerre ont-ils selon vous été clairement définis par la communication officielle ?

Opération Serval en préparation la conquête du Nord Mali par les djihadistes. Par contre elle était prévue pour avoir lieu à l'automne suivant. Double offensive djihadistes qui déclenche l'opération de manière anticipée et relativement désorganisée. Au niveau de l'armée française, ça a quand même été un exploit en terme de déploiement logistique et de réactivité. Cette intervention française va changer beaucoup de choses sur la géopolitique : la France est aujourd'hui en capacité de faire une intervention d'importance sur un nouveau théâtre, elle est capable d'un déploiement rapide et efficace et sans soutien. Aujourd'hui, il n'y a plus que la France (hormis USA et Russie) qui est capable de faire ça au niveau mondial. L'opération Serval a été une démonstration de force de l'armée française sur sa qualité d'armée. Parachutage des hommes sur Tombouctou, c'est véritablement une démonstration qu'autre chose. Deux raisons à ce parachutage : montrer aux autres qu'on est capable d'avoir des troupes aéroportées et que ça a encore une valeur stratégique et il y a de la part de l'armée un pressing de le faire parce que ses

compagnies de para sont menacées de disparition par le livre blanc en préparation pour l'année 2013. Manoeuvre réussie qui va convaincre le gouvernement et Hollande de maintenir ces troupes de para.

Quand on parle d'intervention, bien-sur il y a des intérêts : protection des ressortissants, reconquête du Nord Mali mais guerre éclair qui a surpris même les troupes sur le terrain, terrain rasé par l'aviation et l'armée de terre elle progresse sur le terrain jusqu'au Nord de manière très rapide. Si le but avait véritablement été une libération totale du Nord Mali, pourquoi est-ce qu'on maintient le MNLA au poste de pouvoir à Kidal, parce que là la France soutient, comme depuis 50 ans, cette politique indépendantiste. Il faut avoir les intérêts politiques, économiques qu'il y a derrière : sans être amis avec la tribu majoritaire des Ifoghas, on ne peut pas exploiter les sols du Nord Mali, sans eux, on ne peut pas garder une présence de militaires français, si on est pas amis avec eux, c'est des attentats tous les jours, c'est des attaques menées contre les forces armées (MINUSMA, malienne ou française), sans eux, on ne tient pas le Nord Mali. Si on est uniquement côté noir, Bambarras, Maliens du Sud, c'est se mettre à dos la tribu des Ifoghas et tout le Nord Mali et ne pas pouvoir avoir d'influence véritable sur la zone. Donc on ménage la chèvre et le chou et on décide de laisser le MNLA qui est quand même responsable de la situation, qui proclame l'Azawad, qui veut une indépendance de sa région et on le conforte dans sa position en ne le combattant pas à Kidal. Cela va d'ailleurs provoquer des crispations avec le Mali, avec le gouvernement malien, des incompréhensions de la part de la population du Sud Mali qui elle s'est vu tapée sur la gueule par les djihadistes et le MNLA qui était plus violent et dangereux que les djihadistes. Cela va provoquer un retournement de notoriété : la France est applaudie, ovationnée lors de la libération du centre et du Nord du pays et le sentiment va s'inverser en quelques mois et la population va reprocher à la France son intervention : « c'était pas pour nous libérer, c'était juste pour les ressources, pour nous remettre sous domination coloniale ». Ressources minières : uranium, or, argent et nickel. Pas d'exploitation au Nord Mali mais des recherches sont en cours pour en extraire. Mine Areva à Arlit, autre en construction au Niger et qui une fois en place devrait assurer 120% de la production française. On a pas besoin d'exploiter l'uranium du Nord Mali pour le moment, mais on a besoin de le garder sous notre giron.

11. Au sujet des mouvements en présence, ne trouvez-vous pas que certains médias ont un peu mis tout le monde dans le sac et qu'on avait du mal à différencier les différents groupes ?

C'était très compliqué. Il y a beaucoup de choses qui se télescopent là dessus : méconnaissance de la part d'envoyés spéciaux qui ne connaissent pas forcément la région, ne sont pas vraiment des spécialistes, ça c'est un problème que l'on va retrouver de manière assez générale parce qu'un journaliste est généraliste souvent dans une chaîne d'information TV et il est envoyé là où ça se passe, quelque soit ses connaissances du terrain. C'est une zone que j'arpente depuis longtemps, où je passe régulièrement du temps donc je connais bien.

C'est vrai que c'est aussi très difficile en 1min30 de devoir expliquer qu'on a le MNLA qui n'est pas représentatif de l'ensemble des Touaregs, c'est un mouvement politique indépendantiste… Chaque mouvement politique correspond en général à des influences de tribus. La plupart des véritables combats de l'armée française contre les djihadistes se déroulent dans la chaîne montagneuses des Ifoghas. Expliquer tout cela en 1min30, c'est très compliqué donc souvent il y a des amalgames qui sont faits.

Entre la méconnaissance de certains journalistes, entre la complexité de la situation, des alliances qui se font, se défont, des notions de tribus qui viennent interférer la dedans c'est très compliqué et c'est pour cette raison que l'amalgame a été très souvent fait et je pense que le téléspectateur français globalement n'a pas compris la vraie différence qui existe entre les Touaregs et les djihadistes. Cela fait malheureusement partie du jeu de la vulgarisation du journaliste. C'est dommage qu'on ne puisse pas faire d'encadrés plus souvent pour expliquer ça. Le problème c'est que dans le flow des informations, je pense que qui cherche trouve, par contre il faut savoir où les chercher. Ces informations ne sont pas mises en avant, elles sont noyées dans la masse.

12. Quel est votre avis sur les précautions sémantiques prises par le gouvernement sur le terme « terroriste » ?

Des formations comme AQMI, MUJAO, il est difficile de les appeler autrement, ils mènent des actions terroristes régulières. Les Brigades du Sang qui mènent l'attaque sur In Amenas, c'est une action terroriste. Méthodes d'action souvent liées à du terrorisme donc justification. MNLA est plus dans une optique politique à la base, mais là c'est les Touaregs et non les djihadistes donc pareil l'amalgame se fait souvent. Pour les Touaregs, je parlais d'indépendantistes, pour les autres, je parlais de djihadistes.

C'est important de préciser comment les populations ont réagi sur place, à Gao et Tombouctou qui ont été envahis par le MNLA allié aux djihadistes, c'et très différent à Kidal car c'est Touareg. Quand le MNLA arrive, c'est la méthode de la razzia comme au 16e, 17e, 18e, ils mènent une attaque éclair, violent, pillent, c'est la loi du plus fort, la loi du « le noir est inférieur ». Quand les djihadistes vont virer le MNLA de toutes les villes et prendre le pouvoir, ils mettent en place une sorte de police locale qui règle les conflits. Après des années de Mali corrompu, deux mois de violence du MNLA, quand les djihadistes arrivent et mettent en place la charia, les populations apprécient l'ordre, le manque de corruption, les arrestations arbitraires, les règles sont claires. Globalement, les populations sont plutôt contentes de l'occupation donc sur l'occupation, le terme de terroristes va être impropre.

13. Le statut d'envoyé spécial est-il synonyme d'une plus grande liberté dans le choix de vos déplacement et votre rapport aux sources ?

Quand on est correspondant, on connaît mieux sa zone, on a de meilleurs contacts mais quand on est envoyé spécial, la première chose faite c'est de prendre contact avec son correspondant et de travailler avec lui : aide au niveau des contacts, éclaircissement sur certains points comme peut le faire le fixeur qui amène son réseau de contacts et sa connaissance du pays. Après 5 ou 6 ans, je dispose d'un réseau de contacts assez important dans la zone.

14. Y-a-t-il des difficultés à couvrir un conflit quand son pays est une des partie combattantes ?

Oui car c'est impossible d'aller de l'autre côté. J'aurais adoré pouvoir aller au Nord Mali pendant l'occupation. Même sans engagement de la force française c'était impossible. C'est quelque chose qui n'était pas une problématique il y a 15 ans, 20 ans, à un moment où le journaliste était respecté comme quelqu'un de neutre. Aujourd'hui on est dans un monde de l'information et l'information fait partie des outils de guerre depuis la W du Vietnam. Depuis, on est considéré comme étant des belligérants, en tout cas comme ayant des prises de parti. C'est le cas avec les djihadistes dans toutes les zones où l'on ne peut pas se rendre, c'est très difficile, et impossible de travailler quand la force est impliquée directement comme au Mali. Aujourd'hui c'est une des principales problématiques, on ne peut plus passer des deux côtés, on est obligé de « choisir » un côté, qu'on soit d'accord ou pas avec ce qui est dit. A nous d'essayer de rester le plus neutre possible. Je ne pense pas m'avancer en disant que 99% de mes collègues aimeraient passer de l'autre côté et raconter ce qu'il se passe.

15. Couvrir la guerre d'un seul côté est-il synonyme de couverture partielle ?

Oui c'est partiel car c'est une vision de la guerre. Correspondants locaux de RFI avaient réussi à aller à Gao à rendre compte de ce qui se passait pendant l'occupation. C'est encore possible selon les profils. Je peux passer côté Touareg mais c'est tout. Sur la route Niamey-Kidal, je suis tombé sur des pick up d'AQMI ou du MUJAO, ils se sont arrêtés et ont discuté avec mon chauffeur, moi j'avais le chèche sur la tête et je disais pas un mot parce qu'il ne fallait pas qu'ils captent que j'étais blanc. C'est dommageable et c'est automatiquement partiel. C'est aussi des questions de points de vue, de la façon de voir le monde, de percevoir les choses qui font qu'on a des comptes rendus complètement différents.

16. Est-ce que le fait que *France 24* soit beaucoup regardée dans la région pouvait avoir une influence sur votre travail ?

Enorme. Il ne fallait pas donner trop de renseignements à l'adversaire, ne pas trop se localiser, il fallait se localiser différemment, sur nos directs, on mentait sur nos localisations pour se protéger, on ne donnait pas nos positions exactes. Sur les histoires des exactions, on faisait très attention à ce qu'on disait parce que contrairement aux autres chaînes de télévision nationales, nous on est un média local là bas, c'est là qu'on fait nos audiences donc tout le monde regardait *France 24* pendant l'intervention. Parler des exactions de l'armée malienne sans être sur de nous, sans avoir pu vérifier les choses, d'avoir vu les cadavres… nous a obligés à une extrême prudence sur ce qu'on disait parce qu'on ne voulait pas provoquer de réactions de violence ou des règlements de compte. C'est très délicat, on se doit d'être plus précis, on a besoin d'être beaucoup plus prudents dans nos propos.

17. Vous-êtes vous parfois auto-censuré pour ne pas diffuser certaines images ?

Sur les images non. Je n'ai pas fait de sujets propres sur les exactions parce qu'à l'époque on arrivait pas à vérifier ce qu'il se passait. A Niono, cadavre au fond d'un puits, mais impossible de savoir depuis quand il était là, aucune certitude que c'était un acte de l'armée malienne. On ne les avait pas vu faire, on avait le témoignage de deux personnes qui nous disaient que c'était pas vrai, donc dans ces cas là on ne dit pas, tant qu'on est pas sûrs de nous, on en parle pas. Et là, on s' « auto-censure ». Il faut aussi parfois savoir retenir de l'information quelques jours, vérifier, revérifier et ne pas réagir à chaud sans réfléchir aux conséquences.

18. Quand les images du front se font rares, que pensez-vous de l'utilisation d'images provenant de l'ECPAD pour illustrer l'opération militaire par les chaînes de TV ?

France 24 l'a fait au niveau de la rédaction à Paris. J'étais contre parce que je trouvais qu'on envoyait suffisamment d'images pour ne pas utiliser ces images et puis parce que ces images de l'armée c'est des images de promotion et non d'information ! Je peux accepter l'idée qu'elles soient diffusées. Il faut voir les réalités de la TV : si on ne peut pas mettre d'images, on ne peut pas parler d'un événement et on ne peut pas se permettre de ne pas parler de l'intervention française au Mali. On a besoin de ces images parce qu'on manque de sources. Ok. Mais à ce moment là, il y a obligatoirement mention « images fournies par l'armée française », ce qui n'a pas toujours été fait par les médias. Pour notre sécurité aussi, on ne voulait pas qu'on pense qu'on était embedded avec l'armée en train de filmer ça. Et puis de l'honnêteté intellectuelle, journalistique par rapport aux téléspectateurs.

19. Certains journalistes ont parlé d'un retour en arrière au niveau des méthodes de contrôle de l'information par l'armée ? Quel est votre avis à ce propos ?

Il y a eu un sentiment de blocus car nous n'étions pas habitués à un tel blocus de la part de la France. La question du livre blanc, les conflits internes au sein de l'état major avec une partie pour ouvrir plus aux journalistes, d'autres qui refusaient catégoriquement. L'armée n'est pas connue pour son ouverture aux médias, ils ont une méfiance viscérale vis-à-vis des journalistes et on ne peut pas leur reprocher. La guerre du Vietnam se perd sur ses images. 1991 première W du Golfe c'est pareil, c'est le début de l'embedded.

La France a voulu faire pareil sauf qu'ils avaient du mal à nous gérer sur le terrain, ils ne pouvaient pas nous empêcher de faire ce qu'on voulait. Quand j'arrive sur l'aéroport de Tombouctou, je suis dans la colonne militaire, on nous laisse progresser au milieu des troupes parce qu'on est libre de se déplacer, ils ne peuvent pas nous empêcher d'être la. Les journalistes qui se sont trouvés trop près de l'état major se sont retrouvés à 1 km de l'aéroport au QG où les officiers géraient l'offensive. Nous

on était sur le terrain parce qu'on s'est échappé, on s'est un peu caché. Ils étaient pas contents mais ils ne pouvaient rien nous dire parce qu'on est des journalistes libres. L'armée veut contrôler son image, nous on veut avoir des images sans contrôle, ça fait partie du jeu donc on va jouer au chat et à la souris, ça fait partie des contraintes d'une zone de guerre.

20. L'opération Serval est-elle un succès ?

C'est une réussite au niveau des intérêts français : démonstration de forces pour les autres grandes Nations militaires puisque la France passe en un mois de 4e puissance à quasiment 2e puissance en termes de capacité d'intervention, réussite pour l'armée qui arrive à défendre son armée et ses budgets, réussite sur l'intégrité du Mali en partie.

Après il y a le problème Kidal avec des poches de terrorisme qui restent mais ce n'est pas une surprise et cela montre aussi les limites de l'intervention car il aurait fallu monter toute la Libye. On peut parler de réussite de l'opération Serval face à l'échec de l'opération libyenne de destitution de Kadhafi. Intervention qui a provoqué l'instabilité et le chaos dans ce pays qui était une des clés de voutes de toute la région du Sahel. Avec Serval, on répare la connerie qu'on a faite deux ans avant.

L'opération Barkhane qui est en cours, c'est la continuation élargie et logique de Serval et qui est appelée à durer. Au départ, Serval était une intervention militaire éclair sur la reconquête du Nord Mali mais c'est une opération qui allait obligatoirement s'inscrire dans la durée. Le cas de Kidal n'est pas une réussite du point de vue des Maliens. Tout dépend le point de vue, tout dépend de ce qu'on attendait de cette intervention.

Entretien téléphonique avec Guillaume Lhotellier, journaliste reporter d'images indépendant

1. Combien de fois vous êtes-vous rendu au Mali pendant l'opération Serval ? Dans quelles villes ?

Trois semaines en tout. Je suis parti deux ou trois jours après le début des opérations donc vers le 10, 12 janvier. D'abord à Bamako pendant 1 semaine puis à Tombouctou.

2. Sur le terrain, étiez-vous indépendant ? Embedded avec l'armée française ou malienne ?

Oui oui. J'ai été envoyé par la boîte de production Kamikaze Productions (n'existe plus). Ils ont envoyé deux équipes là-bas, une pour Envoyé Spécial et moi en éclaireur sans que rien ne soit vendu donc, la première semaine j'ai fait de petits sujets pour le journal d'Arte. Puis au bout d'une semaine de négociations, j'ai réussi à être embarqué avec l'armée française, sachant que là c'était très cher, enfin qu'il y a avait un nombre de demandes hallucinantes, tant de la presse française qu'étrangère donc c'était pas évident d'avoir une place, sachant que c'était à peu près le seul moyen de pouvoir bosser parce qu'après les zones du Nord étaient inaccessibles. Il y avait le danger et puis c'était impossible même d'un point de géographique, logistique d'y accéder.

3. Quelles conséquences, quelles contraintes découlent de cette situation ?

Je sais que les collègues ont pu avoir des problèmes mais pour moi ça s'est très bien passé. Il y a des officiers de presse qui sont là, donc ça c'est normal comme dans toutes les armées du monde. S'il y a une réunion très sensible, ils peuvent demander de nous éloigner. Mais globalement il n'y a eu aucun droit de regard. Je suis rentré à Paris le jeudi et le sujet a été diffusé le dimanche sur M6. Personne de l'armée n'est venu voir le sujet avant la diffusion. Pour ce sujet, je suivais un groupe qui ouvrait la

route pour Tombouctou, un groupe commando. C'étaient les premiers militaires qui ouvraient la route pour aller vers Tombouctou, sachant que c'était un peu une guerre face à un ennemi invisible puisqu'il était en déroute. Au final, pour Tombouctou il n'y a pas eu de combats directs. On suivait ce périple de l'armée française depuis Bamako jusqu'à Tombouctou pendant 7 jours, à travers le désert malien et puis avec aussi ce qui restait à l'époque de l'armée malienne.

4. Pouvez-vous me parler un peu de l'armée malienne ?

C'était un amateurisme total. Je pense qu'ils ouvraient la voie avec les militaires français. C'est vrai que les groupes que je suivais, c'est plus comment dire… Pas pour leur faire plaisir mais oui enfin… Pour faire style ils participaient mais bon dans les faits, ils étaient sous-armés, sous-entraînés, sous-équipés… Le plus gros danger du reportage ça a été quand un militaire malien avait mal tiré avec sa kalachnikov, il s'est tiré une balle dans le pied littéralement. Il s'est fait bien engueulé par le lieutenant que je suivais. C'était la deuxième fois en deux jours... Ca j'ai filmé et jamais l'armée m'a dit : « attention ne diffusez pas ». Là-dessus je ne me plaindrais pas. Symboliquement, on faisait ouvrir la route aux militaires maliens. C'est un point de vue diplomatique quoi.

5. Les premiers mois après le coup d'envoi de Serval ont été synonyme d'un manque d'accès au front pour les journalistes. On a même parlé d'une « guerre sans images ». Comment informer de façon fiable sur la guerre et sur la poussée islamiste au Nord Mali quand il n'y a aucun journaliste sur place ?

C'était très compliqué d'y retourner pour suivre vraiment les opérations de terrain notamment dans les massifs montagneux où ils allaient chercher des djihadistes qui s'étaient réfugiés et là pour le coup c'était très verrouillé, il y a très peu de journalistes qui y ont eu accès. Là c'était très très compliqué, il fallait avoir de bons appuis dans l'armée pour être embarqué sur ces opérations là, c'était vraiment délivré au compte-gouttes. Ce qui est une vrai frustration parce que pour le coup l'après-

guerre a été là, le moment où il y a eu des combats directs entre les groupes djihadistes et l'armée française. Sinon, il faut se baser sur des journalistes locaux. Nous on avait rencontré un journaliste malien à Bamako qu'on avait envoyé à Tombouctou avec une petite caméra et qui avait pu filmer les groupes djihadistes juste avant qu'ils ne quittent la ville sous la pression de l'armée française. Il faut aussi se servir de free-lance ou de journalistes locaux qui eux ont accès aux zones interdites pour nous et qui peuvent nous filer un sacré coup de main.

Pour informer de manière fiable, typiquement si on est embedded avec l'armée française pour aller dans les massifs où ils vont chercher les djihadistes un à un, on est obligé de se remettre totalement à l'armée là pour le coup. Mais c'est normal, moi ça ne me choque pas, ça fait partie du jeu. Je crois que maintenant ça vaut pour toutes les armées du monde. Ils nous prennent en charge, ils ont en charge notre sécurité. Pour certains militaires, la présence d'un journaliste ça peut être une contrainte aussi, il faut qu'ils fassent aussi attention aux journalistes. Moi ça ne me choque pas. Quand on est embarqué avec l'armée, on connaît les règles, on sait qu'il peut y avoir un droit de regard et cela n'empêche pas de travailler assez librement.

6. Quand on travaille en embedded, peut-on toujours prendre pour argent comptant ce que nous dit l'armée ?

Eux-mêmes sont assez briefés de toute façon. Ils ont des éléments de langage, ils sont briefés par leurs officiers ou par leurs officiers de presse donc ils savent ce qu'il faut dire et ce qu'il ne faut pas dire et comment se présenter. L'armée française est assez luisante sur l'image qu'elle peut renvoyer (tenue, présentation). De toute façon, s'ils nous « pipotent », on aura le moyen de vérifier. Ils font très attention à ce qu'ils disent, ils surveillent leurs discours et le discours est déjà un peu verrouillé à la base.

7. Quand vous restez plusieurs jours avec eux, une certaine relation de confiance qui s'installe aussi ?

Oui oui et c'est important. Au début c'est pas évident de gagner leur confiance. Moi j'avais une super équipe, on s'est très très bien entendu. On partage leur vie pendant 7 jours, leur quotidien dans les conditions difficiles, donc c'est une relation de confiance. Au début quand ils vont voir une caméra, ils vont être un peu méfiants, ils vont se dire que nous allons révéler des secrets ou filmer des choses sensibles donc il faut se mettre d'accord dès le départ sur les choses à filmer ou pas. C'est donnant-donnant. C'est une relation de confiance qu'il faut savoir établir et qui joue dans les deux sens puisqu'il faut aussi que l'autre joue le jeu et accepte la présence d'une caméra et qu'on se contente pas d'avoir des séquences creuses surtout pour un format magazine où il faut de la matière.

8. Le statut de journaliste indépendant est-il synonyme d'une plus grande liberté dans le choix de vos déplacements et votre rapport aux sources ?

Pour le rapport aux sources, je pense que la différence se fait entre ceux qui ont l'habitude de travailler avec l'armée ou ceux qui débarquent un peu. En l'occurrence, c'était ma toute première expérience avec l'armée française. Pour ceux qui sont habitués à travailler avec, c'est beaucoup plus facile d'avoir des accès, des infos, des autorisations, d'être embarqués sur des opérations intéressantes. C'est ça la difficulté, quand on est embedded si il ne se passe rien, c'est pas possible. Moi au bout de deux jours, trois jours, sur les sept jours je n'avais pas grand chose d'intéressant à l'image à part des véhicules qui foncent dans le désert à fond…Donc il a fallu négocier pour aller dans le groupe de tête, rejoindre le groupe commando qui ouvrait la route et qui était vraiment au contact plus proche des djihadistes. C'est des négociations qui se font sur le moment, sur le terrain. Là pour le coup, il y a une énorme part d'improvisation.

La différence entre être free-lance et reporter est liée à l'expérience de chacun, aux relations que chacun peut avoir avec l'armée, à ses contacts. On peut être free-lance

et avoir de très bons contacts dans l'armée ou être mandaté par une rédaction mais si on ne connaît personne, on ne fera pas grand chose d'intéressant.

9. Comment couvrir un conflit quand son pays est une des parties combattantes ?

On a un avantage par rapport à la presse étrangère c'est que l'armée va notamment privilégier les journalistes français pour bosser avec même s'il y a beaucoup de demandes. En fonction de la chaîne, ils réfléchissent en termes d'intérêt et d'audience aussi. Ils vont d'abord privilégier les gros comme *TF1, France 2*. Je ne faisais pas de différence par rapport à un conflit avec des armées étrangères. Après, il y a plus de proximité c'est sur.

10. Peu de journalistes se sont aventurés de l'autre côté du front. Le spectre de la prise d'otages en serait-il la cause ? Guerre contre le terrorisme est-elle forcément synonyme de couverture partielle ?

C'est quasiment impossible de couvrir de l'autre côté. On a pas accès à ces zones là. On peut pas être embedded avec un groupe djihadiste. Certains journalistes y sont arrivés mais nous journalistes occidentaux, français, c'est quasiment impossible. Après cela n'empêche pas qu'on puisse travailler sur ces questions de terrorisme. Sur le terrain, rien n'empêche d'enquêter sur eux avec les contacts avec ceux qui les combattent. Je fais un parallèle avec la guerre en Syrie, pendant longtemps c'était quasiment impossible de couvrir côté rebelle. Donc on se fie à la situation du terrain. Moi j'aimerais aller des deux côtés. On est un peu bloqué par les points de vue des différents belligérants. Mais oui c'est frustrant de ne voir la guerre que d'un seul côté.

11. Quel est votre avis sur les précautions sémantiques prises par le gouvernement sur le terme « terroristes » ?

Il y a plusieurs appellations possibles après il y avait plein de groupes différents. Dans mon reportage, j'avais sûrement employé l'élément « groupes terroristes ». Après c'est vrai qu'on a tendance à utiliser le mot « islamiste » pour désigner des groupes terroristes alors que je pense qu'il faut faire un peu attention à ça. On peut être islamiste sans être terroriste, on peut être salafiste sans être djihadiste. Il faut faire un peu attention avec l'utilisation un, comment dire, on sert un peu à toute les sauces le terme « islamistes » alors que je pense qu'il vaut mieux parler de « djihadistes » ou de « terroristes » que d' « islamistes ». On peut être islamiste sans poser des bomber, sans commettre des attentats. On peut juste être un musulman très pratiquant, très rigoriste sans être un affreux djihadiste donc oui, il faut faire attention avec certains mots qu'on utilise parce que ça peut être mal ressenti par la population musulmane, notamment celle très croyante, très pieuse.

12. Au sujet des mouvements en présence dans ce conflit, quel est votre avis sur leur présentation par les médias ?

C'est compliqué à expliquer. C'était plus des groupuscules que des groupes et en plus il y avait une dimension très tribale, il y avait la question des Touaregs aussi. Pour le grand public, c'était un conflit pas évident à expliquer d'où je pense parfois des raccourcis qui ont pu avoir lieu. Sur certains distinguos entre les trois groupes en présence qui avaient tous des origines différentes, c'était pas simple.

13. Quel est votre avis sur le reportage d'Envoyé spécial à propos des exactions de l'armée malienne et du communiqué du CSA ?

J'ai été très choqué, décontenancé par la remontrance du CSA. C'est n'importe quoi : si on ne peut pas montrer des images d'une guerre sans montrer de corps. Il faut aussi montrer la réalité d'une guerre, dans la limite du diffusable évidemment mais après

une guerre c'est pas les bisounours donc oui, c'est des images de corps au fond d'un puits, voilà c'est la réalité sur le moment. C'est pas du tout le rôle du CSA, le CSA se décrédibilise totalement en intervenant sur ce genre de question. On aurait montré un enfant en train de se faire égorger à 20 heures à une heure de grande audience, je comprends. Je caricature volontairement mais là, oui l'image était choquante parce que c'est la guerre mais il y a eu cent fois pire de diffusé.

14. Les buts de guerre ont-ils selon vous été clairement définis par la communication officielle ?

De mémoire oui, enfin je pense que le mot d'ordre était assez clair. Il fallait aider un pays, une zone stratégique où l'armée malienne était quand même en pleine déroute. Sur un point de vue militaire, il y avait urgence à intervenir. Laisser une zone aussi instable, immense, stratégique à 3h d'avion de Paris, c'est pas possible donc je comprends d'un point de vue militaire, l'intérêt d'intervenir.

15. Serval est-elle un succès ?

Oui, sur l'opération en elle-même, entre janvier, février, mars, c'est un succès. Les groupes qui tenaient les grandes villes se sont échappés, il y a eu pas mal de chefs historiques tués ou capturés, leur logistique a été bien démantelée. Après c'est pas une guerre de trois mois, c'est une guerre qui va durer des années. L'environnement est très hostile, dans une zone immense et très instable, c'est beaucoup pour avoir la faculté et la force de se régénérer et de retrouver des sources de financement, de se réarmer, de commettre à nouveau des attentats et c'est ce qu'il est en train de se produire.

L'armée maintenant s'installe un peu partout et Barkhane a pris le relais de Serval, notamment des postes stratégiques un peu partout, au Niger, au Tchad. Est-ce que ça n'a pas déplacé le problème puisque maintenant les djihadistes sont réfugiés dans le sud Libye. Cela a mis un gros coup de pied dans la fourmilière, ça a démantelé beaucoup de groupes, après ce sont des groupes qui sont très forts pour se restructurer

et pour continuer à taper. Oui sur l'opération en elle-même c'est un succès. Le défi logistique était quand même loin d'être évident. Après est-ce que ce sera un succès au long court, moi je peux vous le dire dans quelques années. Serval est un succès, on verra si Barkhane en est un dans 10 ans.

Echange de mail avec Florence Lozach, grand reporter pour iTELE

1. Combien de fois vous êtes-vous rendu au Mali pendant l'opération Serval ? Dans quelles villes ?

Je suis allée au Mali à deux reprises :

La première fois, j'ai quitté Paris dès le jour de l'intervention française le 12 janvier 2013. Nous sommes restés quelques jours à Bamako le temps d'assurer les duplex en direct car la chaine voulait surtout que nous « incarnions » l'actu depuis là-bas car nous étions en édition spéciale.

Puis nous sommes partis vers le Nord, Ségou, Diabali d'abord, puis dans une autre direction, Mopti, Sévaré, où nous avons finalement été bloqués par l'armée malienne (qui a tenté de nous bloquer à chaque entrée de ville quasiment, mais que nous avons finalement réussi à contourner à chaque fois) qui ne nous a pas laissé aller plus au Nord car notre but était d'aller à Gao à ce moment là. Nous avons laissé tomber et sommes rentrés à paris.

La deuxième fois, quelques jours plus tard seulement, nous avons retenté la montée vers Gao. Après avoir sollicité l'armée française pour pouvoir monter à Gao avec un avion de l'armée, et devant leur refus, nous avons décidé d'y aller en voiture. Nous savions que cela allait nous prendre deux ou trois jours. Nous avons passé quasiment la totalité du mois de février là bas.

2. Sur le terrain, étiez-vous indépendant ? Embedded avec l'armée française ou malienne ? Quelles conséquences, quelles contraintes découlent de cette situation ?

Nous avons quasiment tout fait indépendamment de l'armée, notamment tous nos trajets, nous les avons fait en voiture et non à bord de véhicules ou avions ou hélicoptères de l'armée. Les seuls moments où nous avons été temporairement embedded avec les soldats français, il s'agissait de tournages courts pour montrer des

choses précises sur le déploiement des français dans la zone. Par exemple à Sévaré, l'armée française a ouvert à la presse pendant un après-midi le lieu où ils stationnaient et a fait faire aux journalistes un petit tour assez « convenu » de leurs installations. Autre circonstanc e: à Gao, le jour de la mort d'un soldat français, nous avons été autorisés à entrer dans la base pour faire une interview du responsable de la com qui nous parlait des circonstances de l'accrochage qui avaient coûté la vie au soldat.

3. Quel regard portez-vous sur le travail de certains confrères qui ont fait le choix d'être embedded avec les militaires français ?

Je comprends le choix d'être embedded avec l'armée française dans de telles circonstances car c'était à ce moment-là, surtout au début de l'offensive, le seul moyen d'accéder à la réalité de ce qui se passait. Mais justement, il se trouve que quasiment personne n'a été embedded dès le début de l'opération Serval. Nous avons tous eu les mêmes problèmes pour progresser vers le Nord, car l'armée malienne freinait au maximum notre progression en nous stoppant aux check points.

A ma connaissance, les seuls ayant eu accès aux moyens de l'armée française pour aller directement dans le Nord au tout début sont les journalistes de *France 2*. Je comprends leur choix mais je déplore que l'armée française conserve comme réflexe de proposer ses embedded systématiquement aux deux « grosses chaines de télévision » à leurs yeux, à savoir *TF1* et *France 2*, qui sont toujours privilégiées par rapport à nous sur le terrain.

Une chose est claire : dans une grande majorité, ce ne sont pas les médias qui ont choisi ou pas d'être embedded avec l'armée, mais bien l'armée qui a choisi qui elle embedderait ou pas dans ces circonstances où tout le monde cherchait à avoir accès, au moins, aux moyens de « transport » de l'armée.

4. Est-ce que le fait d'être embedded était la condition sine qua non pour monter au Nord ?

A partir d'un certain point au Nord oui… Cf réponse précédente.

5. Sachant que toute guerre implique communication, peut-on prendre pour argent comptant ce que nous dit un état major ?

Cela nécessite évidemment des vérifications sur le terrain ou auprès de témoins. Tout est à prendre avec précaution, surtout en terme de positions dans le pays. Pour des raisons de secret opérationnel, l'armée ne peut pas communiquer sur l'endroit où elle est, où elle progresse et a donc tendance à dire avec des heures ou des jours de retard où est la ligne de front et dans quelle ville elle est arrivée.

Cela a été le cas pour Sévaré ou Diabali par exemple.

6. Les militaires ont-ils eu un droit de regard sur vos images ?

Non, aucunement. C'est contraire à mes principes, sauf cas très exceptionnel où nous aurions filmé quelque chose de délicat comme une carte ou un écran d'ordinateur et ils demandent à vérifier si rien de secret n'apparait sur les images. Dans ce cas, nous pouvons accepter de leur montrer l'extrait en question. Mais cela reste extrêmement rare.

7. Les premiers mois après le coup d'envoi de Serval ont été synonyme d'un manque d'accès au front pour les journalistes. On a même parlé d'une « guerre sans images ». Comment informer de façon fiable sur la guerre et sur la poussée islamiste au Nord Mali quand il n'y a aucun journaliste sur place ?

C'était effectivement très difficile de répondre aux exigences de notre rédaction qui nous sollicitait pour avoir des infos, alors que nous n'en avions que très peu et que nous étions tenus loin des lignes de front. Nous avons feinté au maximum pour passer les barrages, nous avons par exemple pris une pirogue entre Djenné et Mopti tellement nous en avions marre d'attendre et de se faire refouler aux check point. Ce jour là nous avons même fait un montage de toutes nos tentatives de passer les check point pour raconter à quel point il était difficile d'informer sur cette guerre. Le

reportage est passé, mais cela n'a pas changé grand-chose pour les journalistes sur le terrain.

8. Le fait de cantonner les journalistes à Bamako pendant plusieurs semaines, visait-il à rendre le tableau plus propre ?

Rares sont ceux qui se sont cantonnés à Bamako quand même. La plupart des journalistes qui étaient sur le terrain ont quand même tenté leur chance le plus au Nord qu'ils pouvaient. Quant au tableau, oui il était sans doute plus propre en tenant les journalistes loin de la ligne de front mais l'armée y a perdu en crédibilité aussi. Beaucoup de médias leur en ont tenu rigueur à posteriori. Par ailleurs, l'armée française pensait certainement que pour des raisons de sécu, il était meilleur de ne pas avoir de journalistes « dans les pattes », ce qui peut aisément se comprendre. Le problème, c'est qu'ils ont combiné cette séparation sur le terrain avec une absence totale de communication, (tout devait passer par Paris) et c'était une grossière erreur.

9. Quand les journalistes n'ont pas accès au terrain de guerre, comment se documenter, recouper les informations et contourner les rumeurs ?

C'est la part la plus difficile de l'exercice. Nous devons a la fois satisfaire une rédaction qui, elle, depuis Paris, a des informations de l'armée par l'état major car ce sont les seuls à communiquer. Mais nous ne pouvons pas témoigner ni confirmer des choses que nous n'avons pas vu sur le terrain. Alors nous restons très vagues, nous pouvons parler de l'ambiance générale. Nous essayons d'aller dans des villes où les islamistes étaient passés précédemment, nous essayons de trouver des témoins. Nous cherchons des angles qui permettent d'aborder la guerre mais de manière indirecte.

Mais il faut bien avoir en tête que cette absence d'information n'a duré qu'un temps : dès le début du mois de février, même si l'armée française cherchait probablement à bloquer toujours les médias, cette fois il était possible, avec un peu de volonté d'arriver jusqu'à Gao et là, les choses avaient complètement changé.

10. Le statut d'envoyé spécial est-il synonyme d'une plus grande liberté dans le choix des déplacements ? Dans votre rapport aux sources ?

Les free-lance ont moins de moyens, c'est un fait indéniable, ce qui limite effectivement les dépenses et donc les déplacements surtout lorsque la guerre dure.

11. Quand les images du front se font rares, que pensez-vous de l'utilisation d'images provenant de l'ECPAD pour illustrer l'opération militaire au Mali par les chaînes de télévision ?

Je pense que cette utilisation doit être exceptionnelle et rarissime. Il se trouve que notre chaine l'a fait pendant la guerre au Mali, faute de mieux, mais il faut que ces images soient siglées à l'antenne et le lancement doit bien préciser que nous diffusons ces images faute d'avoir pu y aller nous-mêmes en raison des blocages de l'armée.

12. Quels sont les acteurs (politiques et communication de crise, humanitaires, belligérants) qui ont le plus d'influence sur le traitement de l'information (agenda, cadrage) ?

En général, les dirigeants politiques des pays dans lequel se déroule la guerre essaient d'avoir du pouvoir sur ce qui se dit et sur comment l'information est relatée à l'étranger. Une chose simple a eu lieu au Mali : nous ne pouvions pas quitter Bamako et passer les check point vers le Nord sans une autorisation écrite du Ministère de la culture et de la communication. Nous avons la première fois essayé de monter sans, mais la 2^{e} fois, nous l'avons prise car il était devenu impossible de circuler sans l'avoir. C'est un moyen classique de savoir quels médias sont dans le pays. Les médias les plus exposés à cette influence sont évidemment *RFI* et *France 24* en Afrique, qui connaissent une pression très forte en raison de leur très large diffusion dans la région. Nous sommes moins soumis à cette pression.

L'armée française en soi n'a pas eu vraiment d'influence sur ce qu'on disait, mais elle avait une influence indirecte en coupant complètement l'accès aux images du front.

13. Comment couvrir un conflit quand son pays est une des parties combattantes ?

Il faut tenter de présenter les forces armées de son pays comme un belligérant comme un autre et ne pas dire « NOUS » en parlant de l'armée française comme j'ai entendu parfois sur des plateaux pendant la guerre au Mali. Il se trouve que dans le contexte malien, la France répondait à un appel d'urgence du Mali pour stopper la progression des jihadistes vers Bamako donc il est vrai qu'il était difficile de les voir en adversaires « égaux » d'autant que les maliens accueillaient les soldats français d'une manière incroyablement festive. Malgré tout, une guerre reste une confrontation entre deux belligérants, la plupart du temps asymétrique, et c'était justement le cas. Notre rôle n'est pas de dire que les français sont les héros, et les jihadistes les méchants. Nous pouvons seulement rapporter des propos de Maliens qui nous disent par exemple qu'ils sont ravis de voir les français protéger leur pays.

14. Peu de journalistes se sont aventurés de l'autre côté du front. Le spectre de la prise d'otages en serait-il la cause ? Guerre contre le terrorisme est-elle forcément synonyme de couverture partielle ?

A ma connaissance, sur ce conflit, personne n'est allé de l'autre côté. La prise d'otage est évidemment la raison principale. La peur aussi peut-être d'être victime d'un tir de l'armée française. Il aurait fallu aussi avoir des contacts suffisants pour avoir accès à ces jihadistes, je ne suis pas sûre que les réseaux en ce temps là entre des fixeurs et ces combattants étaient suffisamment établis pour proposer à certains journalistes d'être embedded avec eux. J'ai vécu en Afghanistan et nous avions à l'époque des fixeurs « spécialisés » dans les Taliban qui pouvaient organiser ce genre d'embedded. Au Mali à ma connaissance ça n'était pas le cas. En tout cas, pas avec les journalistes étrangers.

15. Le journaliste doit-il parfois s'auto-censurer et ne pas montrer des images qui pourraient provoquer des réactions hostiles ? Faut-il ou non montrer les morts ?

La question s'est posée à Gao lorsqu'après l'attaque de la mairie et du palais de justice en février, nous avons tout filmé pendant les combats puis le lendemain nous sommes retournés sur les lieux. Il y avait les cadavres des jihadistes qui s'étaient fait exploser au moment de l'assaut final. Les corps étaient en morceaux, nous avons filmé de manière à ce que les images soient les moins choquantes possibles. Puis nous avons soumis ces images à l'avis de notre rédaction en chef, il a été décidé de ne diffuser que les images (pardon c'est un peu glauque) où les visages n'apparaissaient pas, donc plutôt des plans de pieds ou de mains, et le moins ensanglanté possible. Mais je suis plutôt partisane de montrer des images de morts. On reproche à l'armée de nous bloquer le passage parce que nous voulons nous approcher du front, on ne peut pas, une fois ce front rejoint, ne pas diffuser d'images sous prétexte qu'elles sont choquantes. Oui la guerre fait des morts et c'est aussi notre rôle de le raconter, et, en télé, de le montrer (la problématique a été encore plus forte en Centrafrique, où il était très très difficile de montrer les corps tellement les mises à mort étaient violentes).

16. Une semaine après le début de l'intervention, les guerres précédentes ont été invoquées de façon récurrente. Est-il pertinent d'invoquer l'Irak, l'Afghanistan ou la Libye ?

Je ne saurais pas répondre à cette question. Je ne connais que le cas de l'Afghanistan car j'y ai vécu et, de ce que j'en ai vu, le traitement médiatique était bien plus facile et ouvert, que ce soit côté français ou américain. Je n'ai jamais eu de problèmes pour avoir un embedded.

17. Protéger les ressortissants français, appuyer les forces africaines, aider à recouvrer l'intégrité territoriale du pays, enrayer le risque d'une nébuleuse terroriste au Sahel… Les buts de guerre ont-ils selon vous été clairement définis par la communication officielle ?

Oui c'était assez clair dès le début. Nous savions que la colonne de jihadistes descendait tout droit vers Bamako, et personne n'était étonné d'apprendre que la France venait d'intervenir, si ce n'est sur le timing peut-être. Sur l'appui aux forces africaines, soyons très honnêtes, l'armée malienne était en lambeaux, les soldats peu compétents et détestés de la population du Nord, mal équipés et agressifs, les soldats maliens étaient certainement plutôt un problème pour les Français sur le terrain qu'une force sur laquelle ils pouvaient s'appuyer.

18. Quel est votre avis sur l'usage du terme « terroriste » par les représentants politiques ? Le choix de cet élément de langage est-il conforme à l'examen des réalités sur le terrain ? Cette terminologie peut-elle aider à obtenir un large consensus politique et médiatique sur l'intervention militaire ?

Oui c'est certainement une manière d'obtenir un certain consensus. Mais l'ennemi, même avant Serval, était plus ou moins connu de l'opinion publique qui avait déjà commencé à entendre parler d'AQMI et des autres. Quant aux médias, l'utilisation du terme « terroristes » est toujours un peu délicate à mes yeux. Le terrorisme, c'est utiliser la violence en frappant de manière aveugle des cibles qui ne sont pas définies en tant que telles pour ce qu'elles sont (par leur travail ou nationalité ou couleur ou religion), le terrorisme, c'est frapper n'importe qui pour obtenir en retour la terreur de manière élargie à tout un peuple ou une catégorie de personnes. Sur Serval, comme sur d'autres cas, je trouve qu'il faut rester prudent sur l'utilisation des termes. « Jihadistes » (ils revendiquent le jihad) ou « groupes armés islamistes » semblent plus appropriés. Ce sont des combattants, c'est un fait.

19. De nombreux sujets ont insisté sur l'impréparation de l'armée malienne et sur le soutien apporté par la force française. Cette grille de lecture correspond t-elle à la réalité ? Quel est le rôle réel joué par les forces africaines dans ce conflit ?

Oui cela correspond a la réalité, nous les avons vu dans de nombreuses circonstances plus dangereux qu'utiles, que ce soit dans la tactique comme dans le comportement général, la tenue, la manière de tenir leurs armes.

Mais il ne faut pas confondre l'armée malienne et les forces africaines : l'appui apporté aux Français par l'armée tchadienne notamment a été déterminant dans le massif des Ifoghas. Le constat a été fait au fil du temps que les forces africaines étaient très inégales entre elles. Constat confirmé au moment de l'opération Sangaris.

Echange de mail avec Thomas Hofnung, journaliste indépendant, ex-Libération

1. Combien de fois vous êtes-vous rendu au Mali pendant l'opération Serval ? Dans quelles villes ?

Deux fois : en janvier et en juin 2013. A Bamako, Gao et Tombouctou.

2. Sur le terrain, étiez-vous indépendant ? Embedded avec l'armée française ? Quelles conséquences, quelles contraintes découlent de cette situation ?

Embedded pour circuler en avion militaire entre Bamako, Gao et Tombouctou. Puis indépendant une fois que j'étais en ville. Donc, finalement, j'ai pu travailler en toute indépendance. La seule véritable contrainte, c'était la difficulté à circuler à travers le pays pour des raisons de sécurité, les journalistes occidentaux étant des cibles potentielles pour les groupes jihadistes.

3. Quel regard portez-vous sur le travail de certains confrères qui ont fait le choix d'être embedded avec les militaires français ?

C'est leur choix, il était nécessaire pour couvrir l'offensive dans l'Adora des Ifoghas, j'aurais fait la même chose si le journal m'avait envoyé.

4. Est-ce que le fait d'être embedded était la condition sine qua non pour monter au Nord ?

Oui car la route était dangereuse. Et l'armée malienne avait posé des barrages sur la route pour interdire l'accès de la presse au Nord du pays. Mais dès la sortie de

l'aéroport, on était autonome à Gao ou Tombouctou. Les militaires avaient d'autres chats à fouetter que de s'occuper des journalistes.

5. Sachant que toute guerre implique communication, peut-on prendre pour argent comptant ce que nous dit un état major ?

Pas totalement car les militaires ne disent pas tout, ils ne vont pas vous donner de fausses informations, mais peut-être « mentir par omission », surtout quand ce sont les forces spéciales qui sont à la manoeuvre.

6. Les militaires ont-ils eu un droit de regard sur vos images ?

Pas de droit de regard sur mes articles.

7. Les militaires maliens étaient les alliés des militaires français. Pouvait-il dès lors y avoir un conflit d'intérêts pour un journaliste embarqué avec les militaires français ?

Non, mais en revanche il était difficile d'avoir accès aux militaires maliens, et je pense que les Français ne souhaitaient pas forcément que nous suivions leurs activités, notamment en raison des possibles exactions commises contre les civils.

8. Les premiers mois après le coup d'envoi de Serval ont été synonyme d'un manque d'accès au front pour les journalistes. Comment informer de façon fiable sur la guerre et sur la poussée islamiste au Nord Mali quand il n'y a aucun journaliste sur place ?

Il me semble que la presse a toujours eu accès au Nord-Mali, mais dans des conditions très restreintes comme lors de l'opération dans l'Adora des Ifoghas. Mais

ils pouvaient se rendre sur place à leurs risques et périls. Difficile, en effet, d'informer sur un front mouvant et lointain, mais c'est possible avec des contacts et en croisant les informations.

9. Quand les journalistes n'ont pas accès au terrain de guerre, comment se documenter, recouper les informations et contourner les rumeurs ?

Comme je le disais, en multipliant les contacts et en croisant les témoignages, il n'y a pas d'autre méthode.

10. Le statut d'envoyé spécial est-il synonyme d'une plus grande liberté dans le choix des déplacements ? Dans votre rapport aux sources ?

Pas dans les déplacements, mais le rapport aux sources est forcément différent, peut-être plus détaché mais donc moins profond. Il y a donc des avantages et des inconvénients.

11. Quels sont les acteurs (politiques et communication de crise, humanitaires, belligérants) qui ont le plus d'influence sur le traitement de l'information (agenda, cadrage) ?

Sans doute les acteurs institutionnels car ils ont l'information (sur le théâtre militaire par exemple) dont vous avez besoin, mais les ONG et les simples témoins sont très importants pour recouper l'info.

12. Comment couvrir un conflit quand son pays est une des parties combattantes ?

C'est de moins en moins facile car pour les populations et les acteurs du conflit vous êtes, même en tant que journaliste, assimilé à votre gouvernement. Je l'ai vécu en Côte d'Ivoire et au Mali. A Gao et Tombouctou, on était applaudi comme des libérateurs et sur les routes une cible potentielle pour les groupes jihadistes.

13. Peu de journalistes se sont aventurés de l'autre côté du front. Le spectre de la prise d'otages en serait-il la cause ? Guerre contre le terrorisme est-elle forcément synonyme de couverture partielle ?

Oui, à vos risques et périls. Je rappelle qu'il y avait six otages français quand nous étions au Mali pendant Serval. Mais, terrorisme ou pas, la couverture d'un conflit est toujours partielle car on ne peut être des deux côtés en même temps. Mais partiel ne veut pas dire partial.

14. Une semaine après le début de l'intervention, les guerres précédentes ont été invoquées de façon récurrente. Est-il pertinent d'invoquer l'Irak, l'Afghanistan ou la Libye ?

Chaque conflit est différent mais je crois qu'on ne peut raisonner qu'en fonction de l'expérience, donc ces références sont à mon avis inévitables même si elles ne sont pas forcément pertinentes.

15. Protéger les ressortissants français, appuyer les forces africaines, aider à recouvrer l'intégrité territoriale du pays, enrayer le risque d'une nébuleuse terroriste au Sahel… Les buts de guerre ont-ils selon vous été clairement définis par la communication officielle ?

Oui, dans ce cas précis. Ce qui n'a pas été le cas en République centrafricaine. Mais ces buts ont évolué au gré des circonstances : au départ, c'était aider l'armée malienne à reprendre le contrôle de son territoire, puis devant son incapacité Serval est devenue une opération antiterroriste sur le long terme, transformée ensuite en Barkhane.

16. Quel est votre avis sur l'usage du terme « terroristes » par les représentants politiques ? Le choix de cet élément de langage est-il conforme à l'examen des réalités sur le terrain ? Cette terminologie peut-elle aider à obtenir un large consensus politique et médiatique sur l'intervention militaire ?

C'est un terme politique, car on avait affaire avant tout à des jihadistes. Mais Paris a délibérément cherché à éviter le terme d'islamistes pour ne pas être accusé de mener une « croisade » et attiser une haine anti-occidentale. Au départ, ces groupes ne cherchent pas à terroriser la France ou les Occidentaux, c'est en les frappant que l'on se place dans cette position. En revanche, ils veulent conquérir des territoires et instaurer la loi islamique, mais ce n'est là ce qu'on appelle du terrorisme à proprement parler.

17. Dans un contexte de « war fatigue », l'intervention Serval représente t-elle un bouleversement de la logique interventionniste à la française ?

Oui, car c'est une intervention très courte, avec la volonté de passer le relai aux locaux et à l'ONU. C'est un modèle qui sera sans doute dupliqué, à condition que l'ONU ait les moyens de faire le « service après-vente », ce qui n'est pas évident.

18. De nombreux sujets ont insisté sur l'impréparation de l'armée malienne et sur le soutien apporté par la force française. Cette grille de lecture correspond t-elle à la réalité ? Quel est le rôle réel joué par les forces africaines dans ce conflit ?

Les forces maliennes étaient totalement dépassées, et les forces africaines manquaient de moyens, et peut-être aussi de volonté car les soldats des contingents étrangers n'ont pas forcément envie de risquer leur peau à Kidal ou ailleurs. Sans l'action, puis le soutien, des forces françaises, les jihadistes et séparatistes touaregs seraient sans doute toujours à Gap-Tombouctou.

Annexe 5

Communiqué du CSA, 14 février 2013[146]

Accueil / Espace Presse / Communiqués de presse / Images de guerre au Mali : le CSA met en garde France Télévisions

Images de guerre au Mali : le CSA met en garde France Télévisions

Traduire cette page 4

Communiqué du 14 febrero 2013

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a constaté la diffusion sur France 2, dans le magazine Envoyé spécial du 7 février dernier, d'images difficilement soutenables notamment pour des jeunes téléspectateurs à l'occasion d'un reportage consacré au conflit qui se déroule au Mali. Considérant que des plans répétés et particulièrement insistants sur les corps de personnes décédées, sans analyse correspondante, étaient susceptibles de constituer une atteinte à la dignité de la personne humaine, **le Conseil, réuni en assemblée plénière le 12 février, a décidé de mettre fermement en garde les responsables de France Télévisions** contre le renouvellement de tels manquements.

Le Conseil est conscient des difficultés dans lesquelles s'effectue le travail des journalistes et des rédactions pour relater les événements relatifs à ce conflit. Pour autant, il appelle l'attention des chaînes sur la nécessité de veiller au respect du principe de dignité humaine qui s'applique également en ce qui concerne l'image des personnes décédées.

Conformément à l'article 1er de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et à l'article 16-1-1 du code civil, le Conseil demande aux médias audiovisuels de faire preuve de vigilance afin de limiter aux exigences de l'information la diffusion d'images montrant les victimes des affrontements.

[146]Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, URL : www.csa.fr.

Résumé :

La couverture de la guerre au Mali a remis au goût du jour l'antienne des rapports étroits et contradictoires entre journalistes et militaires sur le théâtre de l'action. Pendant les premiers mois de l'intervention Serval, toutes les chaînes de télévision, toute la presse ont eu dans l'ensemble tendance à légitimer la présence et l'engagement des troupes françaises. De nombreuses voies dissidentes se sont aussi exprimées à l'encontre de cette opération militaire. Le récit des événements n'offre qu'une compréhension imparfaite des enjeux et les protagonistes restent difficilement identifiables. Sur le dossier malien, la communication politique manque de clarté. Et la guerre au Mali conserve une part d'ombre.

L'expérience de certains leur a permis de se départir de l'emprise des stratégies de communication et de relations publiques. Certains journalistes offrent un regard plus complexe, plus riche et plus nuancé des événements qui se déroulent au Mali. Ils optent pour des angles de traitement singuliers et s'attardent sur des faits trop souvent délaissés par leurs confrères.

La guerre au Mali est aussi une guerre asymétrique, caractérisée par des affrontements entre groupes rebelles et armées nationales conventionnelles. Bien loin du modèle classique des guerres interétatiques, cette évolution de la nature des conflits a des répercutions sur l'exercice du métier de reporter de guerre. Bénéficiant autrefois d'une immunité, les journalistes sont désormais considérés comme alliés des belligérants, et otages des forces d'intervention en présence. Ils deviennent des cibles à part entière. La couverture des conflits contemporains est unilatérale puisqu'elle ne livre qu'une seule vision de la guerre.

Mots clés : Mali – Journalisme – Couverture – Guerre – Intervention étrangère – Serval